

DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MONTAUBAN  
CANTON DE VERDUN-SUR-GARONNE  
COMMUNE DE CANALS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 27/10/2025

Nbre de conseillers 14  
En séance 11  
Ont voté 11

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept octobre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Sylvie BOREL, Maire.

**Étaient présents :** Mmes Sylvie BOREL, Anne-Marie MIANCIEN, Isabelle PALTOU, Patricia ZANUSSO, Gaëlle CLARA, Marie-José RODRIGUEZ et Mm Denis THAU, Serge CAZALON, Frédéric WEBER, Alain HAMMERLIN, Thierry BATTISTELLA.

**Étaient absents excusés :** Mm François PURCHA, Stéphane THERON et Mme Aurélie SADY.

Mme Isabelle PALTOU est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

**DELIBERATION N° D 2025\_34**

**OBJET :** Délibération en vue de l'adhésion à la convention de participation proposée par le CDG82 - Risque Santé -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2023-32 du 8 août 2023, du conseil d'administration du CDG82 attribuant le marché de protection sociale complémentaire en Santé à la MNT ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 21 octobre 2025.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que les employeurs territoriaux auront obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour le risque "Santé", à hauteur de 15 € par mois et par agent minimum.

Elle rappelle également que cette participation pourra se faire selon deux modalités au choix de l'employeur : soit la labellisation, soit l'adhésion à un contrat collectif.

Madame le Maire informe l'assemblée que, conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du Code Général de la Fonction Publique, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Tarn-et-Garonne (CDG82) a procédé à une mise en concurrence en mai 2023 en vue de la mise en place de conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées.

Elle indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG82 a souscrit une convention de participation pour le risque « Santé » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT), pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Elle précise que la collectivité avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, elle peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG82, après consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Elle précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de la collectivité auront le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhéreront pourront percevoir la participation employeur.

Au vu de ces éléments, Madame le Maire propose, l'adhésion de la collectivité à cette convention de participation, pour le risque "Santé", à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Elle propose de fixer à 20 € par mois et par agent, sans modulation, la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "Santé".

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :**

- D'adhérer à la convention de participation, ci-annexée, pour le risque « Santé » conclue entre le Centre de Gestion du Tarn et Garonne et la MNT, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- D'accorder la participation financière employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Santé » ;
- De fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 20 € par agent et par mois, sans modulation, pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation.  
Il précise que seuls les agents qui adhéreront à ce contrat pourront percevoir cette participation ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation proposée par le CDG82 et tout acte en découlant ;
- D'inscrire au Budget Primitif 2026 les crédits nécessaires au versement de la participation financière aux agents.

Fait et délibéré jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme au registre des délibérations.  
Canals, le 28 octobre 2025

Publié ou notifié le : 31 OCT. 2025  
Certifié exécutoire le : 31 OCT. 2025

La secrétaire de séance,

Isabelle PALTOU.



Le Maire,

Sylvie BOREL.



**CDG82**CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION  
de la Fonction Publique Territoriale  
de Tarn-et-Garonne

## Convention d'adhésion au contrat collectif Protection Sociale Complémentaire Risque Santé

**ENTRE**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Tarn et Garonne,  
23 Boulevard Vincent Auriol 82000 MONTAUBAN  
N° SIRET : 28820002500014,  
ci-après dénommé « le CDG82 »,  
représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DEPRINCE,  
dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du 08/08/2023,

**ET**

.....  
Adresse postale : .....  
N° SIRET : .....  
ci-après dénommée « l'employeur »,  
représenté par : .....  
dûment habilité par délibération du ..... en date du .....

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération n°2023-32 du Conseil d'Administration du CDG82 en date du 8 août 2023 attribuant à la MNT la convention de participation en Santé à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

### Article 1 : Préambule

L'article L 827-7 du code général de la fonction publique (CGFP) stipule que *"les centres de gestion concluent pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques mentionnés à l'article L. 827-1, des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L. 827-5 dans les conditions prévues à l'article L. 827-4."*

Dans ce cadre, le CDG82 propose aux employeurs territoriaux du département de Tarn et Garonne, l'adhésion à une convention de participation pour la couverture en protection sociale complémentaire de leurs agents, pour le risque Santé.

En conséquence, il est convenu ce qui suit.

## Article 2 : Objet de la convention

---

### • 2.1 Périmètre

Le CDG82 exerce, dans son ressort territorial départemental, les missions prédéfinies au bénéfice de chaque collectivité ou établissement signataire de la convention.

Par la présente convention d'adhésion, l'employeur adhère au service proposé par le CDG82 en lien avec la convention de participation en santé mise en place par le CDG82 et à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024, et à laquelle l'employeur a adhéré.

L'adhésion à la convention de participation permet l'adhésion des agents de l'employeur aux couvertures proposées dans ce cadre et aux conditions contractuelles fixées après attribution, sans que celles-ci puissent être discutées par l'employeur ou ses agents.

L'agent est en relation contractuelle directe avec le porteur du risque, en l'occurrence la MNT par l'intermédiaire de la convention de participation, contrat collectif à adhésion facultative.

Les relations agents/porteurs du risque se réalisent par le biais des outils et modes de communication mis en place par le porteur du risque.

### • 2.2 Missions

Le CDG82 intervient au bénéfice de l'employeur et de ses agents sur les points suivants :

- mise en concurrence pour l'obtention d'une convention de participation ;
- gestion et suivi de l'exécution de la convention de participation ;
- assistance et conseil auprès des employeurs dans le cadre du respect des conditions contractuelles d'exécution ;
- étude des résultats et des conditions d'évolution tarifaires ;
- mise en valeur des services annexes et facilitation de leur promotion ;
- veille en rapport avec les évolutions réglementaires relatives à la protection Sociale Complémentaire ;
- mise en perspective d'une alternative en cas de résiliation de la convention de participation.

### • 2.3 Participations de l'employeur à la protection sociale

Le recours à la convention de participation par l'employeur induit une participation obligatoire de l'employeur à la protection sociale complémentaire en santé, dans le cadre exclusif de la convention de participation.

Le montant est défini par l'employeur dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur. L'employeur assure le versement de cette participation mensuelle au bénéfice de l'agent.

## Article 3 : Conditions administratives

---

### • 3.1 Durée de la convention – Reconduction

La présente convention prend effet au ..... Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2029.

En cas de prorogation de la convention de participation pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder 1 an, la présente convention d'adhésion sera prorogée d'autant, sauf résiliation à l'initiative de l'employeur.

La présente convention prend cependant fin automatiquement en cas de résiliation de la convention de participation par le CDG82 ou par son titulaire, dans le respect des conditions de résiliation contenues dans la convention de participation, à la date de prise d'effet de cette résiliation.

L'employeur ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un préjudice au titre d'une telle résiliation. En outre, en cas de résiliation par l'employeur de son adhésion à la convention de participation dans le respect des conditions contractuelles, la présente convention prend fin automatiquement.

### • 3.2 Dénonciation

La convention peut être résiliée en cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements à tout moment sans préavis. Toutefois, cette résiliation sera précédée par une mise en demeure de la partie déficiente par lettre recommandée avec avis de réception, sollicitant le respect des engagements et restée sans suite. Cette résiliation ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de poursuites judiciaires au titre des dispositions conventionnelles non respectées et ayant produit un préjudice.

### • 3.3 Responsabilité – Assurances

Le CDG82 vérifie la qualité des informations fournies par et sous la responsabilité de l'employeur. La responsabilité du CDG82 ne pourra pas être recherchée dans le cas où les informations fournies par l'employeur feraient défaut ou seraient insuffisantes aux fins de réalisation de la mission.

Le CDG82 est assuré en responsabilité civile pour l'ensemble de ses missions.

### • 3.4 Protection des données personnelles

Les informations et documents transmis restent confidentiels, excepté ceux que la loi ou le règlement oblige à divulguer.

Afin d'assurer les missions de la présente convention, le CDG82 est destinataire de ces informations et documents et il collecte des données personnelles. Il est responsable des traitements qu'il met en place pour atteindre ces objectifs.

Le CDG82 est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le CDG82 prend les engagements suivants :

- Les données sont traitées conformément aux lois ou règlements applicables et aux seules finalités prévues ;
- Les mesures techniques et organisationnelles appropriées sont mises en œuvre pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au RGPD. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

Le délégué à la protection des données du CDG82 peut être contacté par mail à l'adresse : [dpo@cdg82.fr](mailto:dpo@cdg82.fr)

L'employeur est lui-même responsable de traitement de données à caractère personnel, dès lors qu'il définit les modalités de la gestion administrative de ses agents. Il s'engage alors à offrir les mêmes garanties que celles

énoncées au présent article et à respecter les dispositions du RGPD, en particulier.

L'employeur s'engage à transmettre au CDG82 les données personnelles nécessaires à l'exécution de la mission objet de la présente convention de manière sécurisée.

- **3.5 Litiges**

Tout litige au titre de l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de solution amiable entre les parties.

En cas d'échec du règlement amiable, le tribunal compétent est le tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV – BP 70007 – 31068 TOULOUSE Cedex, <http://telerecours.fr>.

Fait à Montauban,

|                                  |                                                                     |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Le .....<br>Pour la collectivité | Le .....<br>Pour Le CDG82,<br><br>Le Président<br>Jean-Luc DEPRINCE |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------|

DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MONTAUBAN  
CANTON DE VERDUN-SUR-GARONNE  
COMMUNE DE CANALS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE DU 27/10/2025**

Nbre de conseillers 14  
En séance 11  
Ont voté 11

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept octobre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Sylvie BOREL, Maire.

**Etaient présents :** Mmes Sylvie BOREL, Anne-Marie MIANCIEN, Isabelle PALTOU, Patricia ZANUSSO, Gaëlle CLARA, Marie-José RODRIGUEZ et Mm Denis THAU, Serge CAZALON, Frédéric WEBER, Alain HAMMERLIN, Thierry BATTISTELLA.

**Etaient absents excusés :** Mm François PURCHA, Stéphane THERON et Mme Aurélie SADY.  
Mme Isabelle PALTOU est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

**DELIBERATION N° D 2025\_35**

**OBJET :** Prise d'acte du rapport d'activité 2024 sur le prix et la qualité du service de gestion des déchets ménagers de la CCGSTG

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente de la Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne adresse, chaque année, aux Maires des communes membres un rapport retraçant l'activité sur le prix et la qualité du service de gestion des déchets ménagers.

Ce rapport fait ensuite l'objet d'une communication par le Maire à son Conseil Municipal en séance publique.

Ainsi, Madame le Maire présente le rapport d'activité 2024 de la Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne, qui a été présenté au Conseil Communautaire lors de sa séance du 25 septembre 2025.

Après présentation de ce dernier, le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte du rapport d'activité 2024 sur le prix et la qualité du service de gestion des déchets ménagers de la Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne.

Fait et délibéré jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme au registre des délibérations.  
Canals, le 28 octobre 2025

Publié ou notifié le : 31 OCT. 2025  
Certifié exécutoire le : 31 OCT. 2025

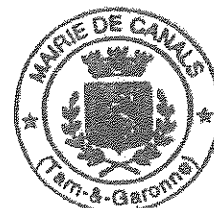
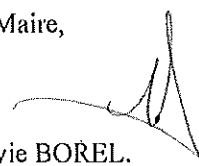
La secrétaire de séance,

Isabelle PALTOU.



Le Maire,

Sylvie BOREL.



AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025



**GRAND SUD**  
**Tarn & Garonne**  
Communauté de communes

# Rapport annuel

## Année 2024

Sur le prix et la qualité du  
service public de gestion des  
déchets

## SOMMAIRE

|                                                                                                       |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>PARTIE 1 : PRÉSENTATION DE LA CC GRAND SUD TARN ET GARONNE</b>                                     | <b>3</b>  |
| 1. Présentation du territoire                                                                         | 3         |
| 2. Compétences exercées au sein du service déchets de la CCGSTG                                       | 4         |
| 3. La commission environnement (déchets)                                                              | 4         |
| 4. Le comité déchets                                                                                  | 5         |
| 5. Concertation – mobilisation des élus                                                               | 6         |
| 5.1. Un accompagnement extérieur pour les choix stratégiques                                          | 6         |
| 5.2. Séminaire à destination des élus municipaux                                                      | 6         |
| 5.3. Adoption de la feuille de route déchets 2024-2027                                                | 6         |
| 5.4. Perspectives 2025                                                                                | 6         |
| <b>PARTIE 2 : INDICATEURS TECHNIQUES</b>                                                              | <b>7</b>  |
| 1. Organisation du service : la prévention des déchets                                                | 7         |
| 1.1. Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)                         | 7         |
| 1.2. Actions de communication en faveur du tri et de la prévention des déchets                        | 8         |
| 1.3. Suivi qualité du tri                                                                             | 10        |
| 1.4. Les actions de valorisation des biodéchets et végétaux à domicile chez l'usager                  | 11        |
| 1.5. Développer le compostage partagé et en établissement                                             | 12        |
| 1.6. Soutenir le développement du réemploi et de la réparation                                        | 14        |
| 1.7. Accompagnement des professionnels en lien avec la redevance spéciale                             | 15        |
| 1.8. Les outils de communication                                                                      | 15        |
| 2. Organisation du service : la collecte des déchets                                                  | 16        |
| 2.1. Schéma d'organisation                                                                            | 16        |
| 2.2. Marchés publics de prestations de services                                                       | 17        |
| 2.3. Equipements                                                                                      | 18        |
| 2.4. Bilan quantitatif 2024                                                                           | 23        |
| 3. Organisation du service : Le traitement des déchets                                                | 28        |
| 3.1. Nature des traitements                                                                           | 28        |
| 3.2. Chiffres clés de 2024                                                                            | 29        |
| 3.3. Taux global de valorisation                                                                      | 29        |
| 4. Modalités d'exploitation du service public de prévention et de gestion des déchets                 | 33        |
| 4.1. Organisation du service public des déchets – restitution                                         | 33        |
| 4.2. Indicateurs de suivi                                                                             | 33        |
| 5. Suivi POST-Exploitation de l'ISDND de Reyniès                                                      | 34        |
| 5.1. Introduction                                                                                     | 34        |
| 5.2. Mesures d'entretien et de suivi 2024                                                             | 37        |
| 5.3. Evénements particuliers 2024                                                                     | 41        |
| 5.4. Projections 2025                                                                                 | 42        |
| <b>PARTIE 3 : INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS</b>                                               | <b>43</b> |
| 1. Budget, coût du service et financement                                                             | 43        |
| 1.1. Montant annuel global des dépenses et recettes liées au budget du service de gestion des déchets | 43        |
| 1.2. Analyse et évolution des coûts du service public                                                 | 43        |
| 1.3. Le financement du service public                                                                 | 46        |
| 2. Structure du coût                                                                                  | 49        |
| 2.1. La nature des charges (ou coût complet par étape technique, tous flux confondus)                 | 49        |
| 2.2. La nature des produits (ou montant global et détaillé des recettes issues des activités)         | 50        |
| <b>SYNTHESE 2024 ET PERSPECTIVES 2025</b>                                                             | <b>51</b> |
| SYNTHESE 2024                                                                                         | 51        |
| Perspectives 2025                                                                                     | 51        |
| Table des graphiques                                                                                  | 52        |
| Annexes                                                                                               | 53        |

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

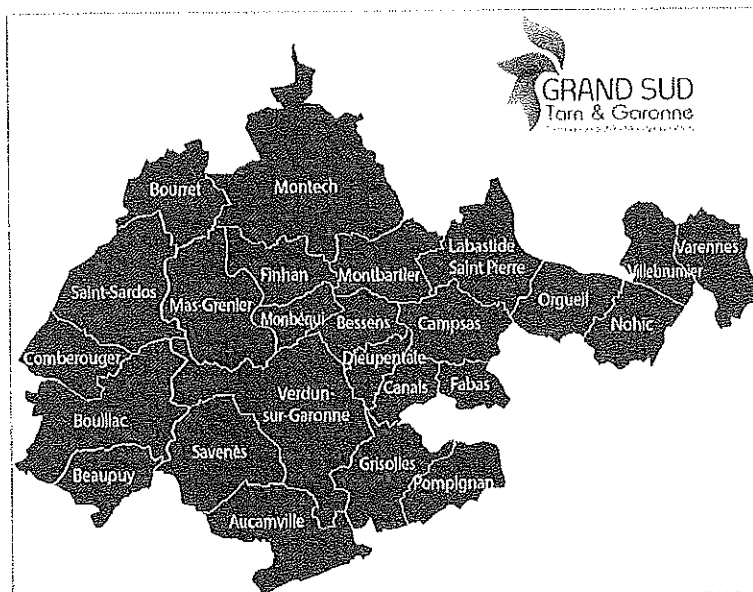
082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

3

# PARTIE 1 : PRÉSENTATION DE LA CC GRAND SUD TARN ET GARONNE

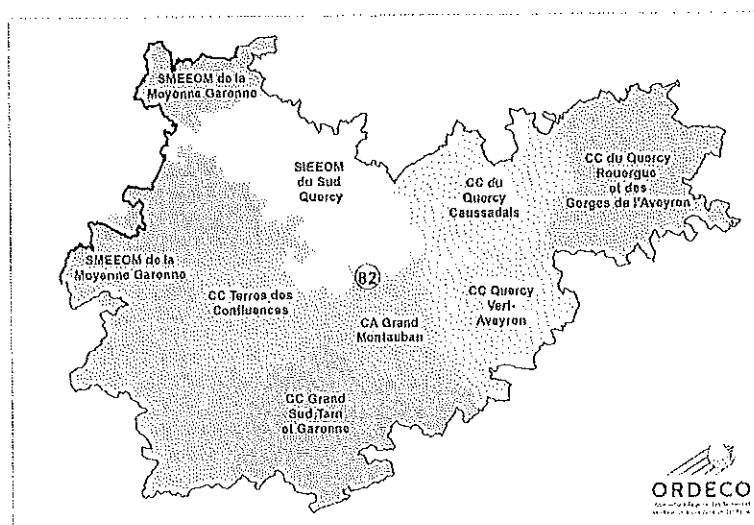
## 1. Présentation du territoire

La Communauté de Communes Grand Sud Tarn et Garonne, située dans le Tarn-et-Garonne, en Région Occitanie, compte 43 119 habitants (population INSEE) répartis dans 25 communes.



### Situation de la collectivité au niveau départemental

La Communauté de Communes Grand Sud Tarn-et-Garonne est un territoire mixte à dominante rurale entre Montauban et Toulouse, en expansion démographique, marqué par la plaine de la Garonne. Ci-dessous, la carte des différents EPCI du Tarn-et-Garonne ayant la compétence collecte des déchets (source : ORDECO)



**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

## 2. COMPETENCES EXERCEES AU SEIN DU SERVICE DECHETS DE LA CCGSTG

La Communauté de communes n'est rattachée à aucun syndicat de traitement, elle exerce la totalité des compétences liées à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés :

- Prévention et sensibilisation à la réduction et au tri des déchets
- Communication et information auprès du public
- Collecte de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés
- Gestion des déchèteries
- Gestion des opérations de transfert
- Valorisation et traitement des déchets ménagers et assimilés (opérations de tri et de stockage) - en prestation

## 3. LA COMMISSION ENVIRONNEMENT (DECHETS)

La commission environnement (Déchets), a été mise en place suite aux élections municipales de juin 2020 et se compose de la façon suivante :

|                          | <b>Elus membres</b> | <b>Commune</b>         |  |
|--------------------------|---------------------|------------------------|--|
| Vice-Président           | Jérôme BEO          | Labastide Saint Pierre |  |
| Conseiller communautaire | Alain BELLOC        | Pompignan              |  |
| Conseiller communautaire | Bernard BOAT        | Nohic                  |  |
| Conseiller communautaire | Monique FAVIER      | Villebrumler           |  |
| Conseiller communautaire | Claude GAUTIE       | Montech                |  |
| Conseiller communautaire | Sylvie BRANDO       | Aucamville             |  |
| Conseiller communautaire | Alfred MARTY        | Monbéqui               |  |
| Conseiller communautaire | Jérôme SOURSAC      | Fabas                  |  |
| Conseiller communautaire | Jean-Michel VALETTE | Bouillac               |  |
| Conseiller communautaire | Jean-Luc BOCHU      | Labastide Saint Pierre |  |
| Conseiller municipal     | Gaëlle AUPAIS       | Montbartier            |  |
| Conseiller municipal     | Romain BLANC        | Nohic                  |  |
| Conseiller municipal     | Christophe CASADO   | Grisolles              |  |
| Conseiller municipal     | Yves COUDERC        | Bourret                |  |
| Conseiller municipal     | Michel ROUQUETTE    | Varennes               |  |

La commission environnement (Déchets) se réunit environ une fois par trimestre pour faire part des avancées sur les différents projets en cours au sein du service de gestion des déchets. La commission peut émettre des avis consultatifs avant le passage en bureau puis en conseil communautaire.

AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

5

#### 4. LE COMITE DECHETS

Depuis 2023, une nouvelle instance, le comité déchets a été mis en place. Ce dernier est composé de Mme NEGRE, la Présidente et de 4 vice-présidents :

- Jacques MOIGNARD, 1er Vice-Président : Maire de Montech, en charge du développement touristique du territoire ;
- Stéphane TUYERES, 2ème Vice-Président : Maire de Verdun sur Garonne, en charge de l'aménagement de l'espace ;
- Jérôme BEQ, 8<sup>ème</sup> Vice-Président : Maire de Labastide Saint Pierre, en charge des déchets ménagers.

Le comité déchets se réunit environ une fois par mois en présence des élus précédemment cités ainsi que des techniciens suivants : Directrice Générale des Services, Directrice des Ressources Humaines, Directrice des Administrative et financière, Directeur du pôle environnement, Juriste.

En fonction des thématiques abordées d'autres techniciens du pôle environnement, mais également du pôle aménagement peuvent être mobilisés.

En 2024, le comité s'est réuni 6 fois aux dates suivantes : 02.02.2024 - 26.03.2024 - 30.05.2024 - 04.07.2024 - 02.10.2024 - 19.11.2024.

Le comité est une instance de pilotage des actions du Service Public de Prévention et Gestion des Déchets Ménagers.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

8

## 5. CONCERTATION - MOBILISATION DES ELUS

### 5.1. Un accompagnement extérieur pour les choix stratégiques

Le cabinet CEREG a été mandaté pour étudier différents scénarios de collecte, leur travail a ensuite été repris par un chargé d'étude en interne pour proposer un scénario réaliste et adapté au territoire.

Le cabinet Cités Plume a accompagné la collectivité dans la réflexion autour de la stratégie de communication. L'ensemble de la création des outils a ensuite été réalisé en interne par le service communication de la CC Grand Sud82.

### 5.2. Séminaire à destination des élus municipaux

Le samedi 16 novembre 2024 à Aucamville, l'équipe du pôle environnement a proposé un séminaire auquel tous les élus municipaux ont été conviés.

Ce séminaire était structuré autour d'un temps de présentation de la feuille de route 2024-2027, d'un retour d'expérience d'EVOLIS 23 et d'une intervention de CITEO, ainsi que d'un cracking des ordures ménagères.

### 5.3. Adoption de la feuille de route déchets 2024-2027

Le 24 octobre 2024, une nouvelle délibération a été prise au conseil communautaire concernant l'adoption de la feuille de route 2024-2027 sur la gestion des déchets, et ses 3 axes :

- 1- Evolution de la TEOM à la TEOM Incitative
- 2- Redéfinition des circuits de collecte
- 3- Généralisation du compostage pour tous

### 5.4. Perspectives 2025

Suite à l'adoption de la feuille de route 2024-2027 concernant la TEOM incitative, l'année 2025 est l'année du déploiement des différents leviers :

- 1- Evolution de la TEOM à la TEOM Incitative : Campagne en porte à porte pour construire la base de données et équiper les foyers de bacs pucés
- 2- Redéfinition des circuits de collecte : Travail de construction des nouveaux circuits de collecte
- 3- Généralisation du compostage pour tous : poursuite des distributions de composteurs individuels et accentuation du déploiement des composteurs partagés en centre bourg.

Outre ces points, 2025 devrait être aussi l'année de fin des travaux d'aménagement du pôle de Dieupentale et des débuts d'une Etude de faisabilité concernant la déchèterie de ce même site.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

## PARTIE 2 : INDICATEURS TECHNIQUES

### 1. ORGANISATION DU SERVICE : LA PREVENTION DES DECHETS

#### 1.1. Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)

L'élaboration de Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est obligatoire depuis le 1er janvier 2012, conformément à l'article L. 541-15-1 du code de l'Environnement.

La labellisation ADEME « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » initiée en 2016 a été étendue à l'ensemble du territoire de la CCGSTG, suite à la fusion des précédentes communautés de communes.

La commission déchets de la CCGSTG a réaffirmé sa volonté d'agir sur les pratiques de consommation et le volume des déchets. Ainsi, suite aux réunions de concertation, le nouveau programme de prévention des déchets (2019-2025) a fait l'objet d'une validation en juin 2019. La CCGSTG va ainsi poursuivre les actions engagées pour les années à venir.

Le plan d'actions du PLPDMA s'inscrit dans la continuité du précédent PLPD et de la labellisation TZDZG, en pérennisant les actions ayant bien fonctionné. Ce nouveau PLPDMA se décline en 8 axes stratégiques (classés en 2 groupes : transversaux et thématiques) et 15 fiches actions.

- ➔ **Action 1** Établir un diagnostic des déchets et sensibiliser les acteurs des administrations publiques à la prévention des déchets
- ➔ **Action 2** Développer et renforcer la politique de consommation éco-responsable de papier bureautique et de dématérialisation des procédures
- ➔ **Action 3** Mettre en œuvre des actions de communication en faveur de la prévention des déchets
- ➔ **Action 4** Mettre en place progressivement la tarification incitative
- ➔ **Action 5** Mettre en place et s'appuyer sur la redevance spéciale
- ➔ **Action 6** Donner une visibilité aux soutiens financiers d'actions favorisant la prévention des déchets
- ➔ **Action 7** Sensibiliser les acteurs à la lutte contre le gaspillage alimentaire
- ➔ **Action 8** Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective
- ➔ **Action 9** Promouvoir le jardinage au naturel et développer la gestion différenciée des biodéchets en particulier des espaces verts
- ➔ **Action 10** Développer le compostage partagé et le compostage en établissement
- ➔ **Action 11** Soutenir le développement du réemploi et de la réparation
- ➔ **Action 12** Encourager l'utilisation de sacs durables, mettre en œuvre l'interdiction des sacs plastiques à usage unique et accompagner les autres acteurs
- ➔ **Action 13** Déployer et renforcer le dispositif "Stop-pub"
- ➔ **Action 14** Sensibiliser les entreprises à la prévention des déchets et essaimer les bonnes pratiques
- ➔ **Action 15** Sensibiliser les maîtres d'ouvrage et les autres acteurs du BTP

## 1.2. Actions de communication en faveur du tri et de la prévention des déchets

La collectivité a un rôle important à jouer en matière de sensibilisation des différents publics cibles et de valorisation de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets (capitaliser et diffuser les bonnes pratiques, en étant exemplaire). Il est nécessaire de développer des stratégies et outils de communication pour toucher efficacement ces publics cibles et les mobiliser (en accompagnant au changement de comportement).

Les visites du centre de tri de la DRIMM à Montech ont été maintenues en 2024. Cinq dates ont été planifiées en début d'année. Trois visites ont été proposées au grand public dont deux ont été portées par le centre social. Une visite a été organisée pour les agents de la Cc Grand Sud Tarn et Garonne et une dernière visite a été organisée pour les équipes de l'EHPAD de Montech.

Au total une soixantaine de personnes ont visité le centre de tri en 2024.

Les interventions en milieu scolaire se sont poursuivies en 2024 :

- 4 Ecoles concernées : Savenès, Pompignan, Montech (école Larramet), Dieupentale
- 18 interventions sur 12 classes
- 305 élèves sensibilisés
- Thématiques abordées : Qu'est-ce qu'un déchet ? Trier pour recycler - Gaspillage alimentaire - Découverte des matières - Atelier recyclage papier - atelier zéro déchet

La sensibilisation auprès des éco-délégués : une nouveauté en 2024

- Accompagnement du collège de Grisolles pour le tri et le compostage autonome en établissement, les éco-délégués ont été formés au bon usage du composteur pour permettre le relais auprès des autres élèves.
- Une intervention au collège de Verdun sur Garonne auprès des 28 éco-délégués : Sensibilisation générale au tri.

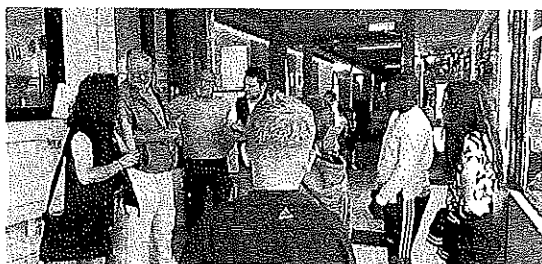


Figure 1 : Sensibilisation des éco-délégués au collège de Grisolles

Sensibilisation ALAE et agents de restauration sur les thématiques compostage, gaspillage alimentaire et tri sur 6 établissements (2 écoles à Verdun, centre loisirs Grisolles, école Orgueil, collèges Grisolles et Verdun).

La présence des ambassadeurs du tri et de la prévention lors des événements du territoire permet de sensibiliser le grand public à la prévention des déchets :

- 28.06.2024 : Estivales des jeunes à Grisolles : sensibilisation des enfants avec des jeux
- 07.09.2024 : Forum des associations à Montech : stand de sensibilisation et distribution de composteurs

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

9

- 14.09.2024 : Forum des associations à Verdun-sur-Garonne : stand de sensibilisation et distribution de composteurs

Les ambassadeurs du tri et de la prévention participent également aux animations organisées par le centre social Arc en ciel et la médiathèque de Verdun sur différentes thématiques : tri/troc/réemploi, brunch zéro déchet, compostage.

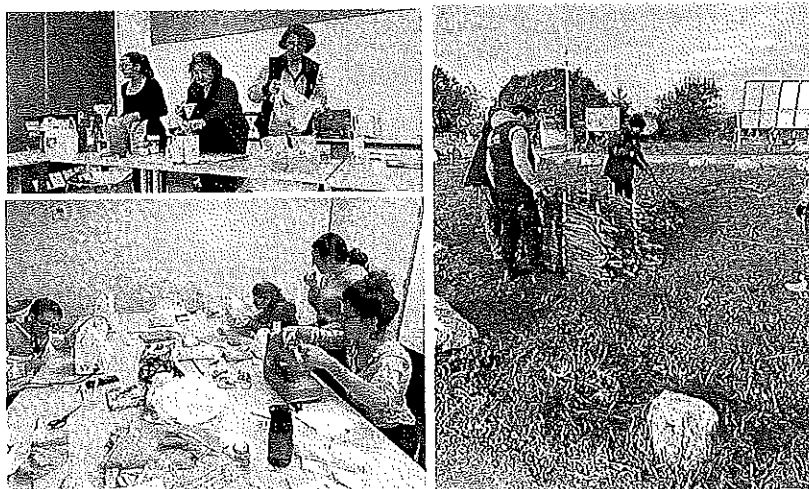
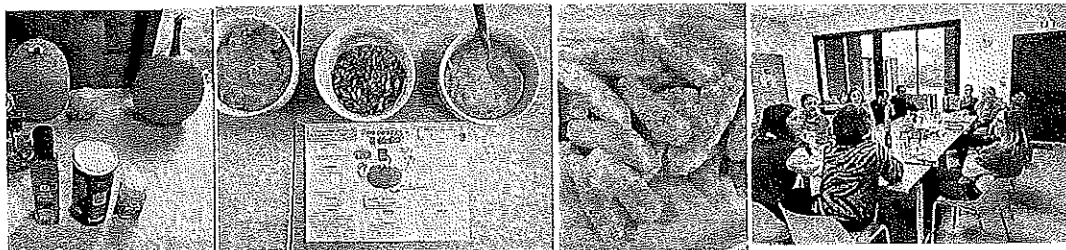
Les **associations du territoire** sont accompagnées dans leurs démarches « environnement » : trois associations ont bénéficié de l'installation d'un composteur et d'une sensibilisation sur le tri et le compostage (Basket Grisolles, Tir Grisollais, Echappée musicale).

En 2024, la communauté de communes continue d'accompagner les associations et communes qui souhaitent organiser un ramassage de déchets en leur proposant des outils (gants, pesons, sacs, mémo-tri...). Trois associations et une commune ont été accompagnées en 2024 pour un total de **7 ramassages de déchets**.

Eco-exemplarité :

Dans la continuité des actions de sensibilisation portées auprès des agents des pôles administratifs, une sensibilisation a été proposée à d'autres services de la CC Grand Sud Tarn et Garonne : Médiathèque de Montech, crèche de Montech, Chantier d'insertion, France service de Montech. Les agents ont été sensibilisés au tri, au compostage, et lorsque cela était possible un composteur a été installé sur site.

Dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2024, différents ateliers ont été proposés aux agents avec pour objectif « consommer autrement » : atelier cuisine, atelier couture, atelier produits entretien, atelier jardin et visite du centre de tri et d'enfouissement de la DRIMM. 58 places ont été proposées et **43 agents ont participé**, c'est une réussite.



## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

### 1.3. Suivi qualité du tri

Face au constat de l'augmentation de notre taux de refus de tri en sortie de centre de tri, différentes actions ont été menées en 2024.

- Présence des ambassadeurs du tri et de la prévention aux 24 caractérisations réalisées sur les collectes emballages du territoire sur l'année 2024.
- Suivi qualité du tri en porte à porte, action co-portée par le service prévention et le service collecte

Deux sessions d'une semaine réalisées en 2024 :

- du 15 au 19 avril - 5 tournées - 2 agents mobilisés :

Communes concernées : Aucamville, Verdun sur Garonne, Monbéqui, Finhan, Montech, Pampignan

Sur 420 bacs contrôlés, 40 bacs ont été refusés car des erreurs majeures ont pu être observées (textiles, biodéchets, sacs noirs...)

24 personnes ont été sensibilisées directement lors du passage en porte à porte des équipes.

- 29 juillet au 2 août - 5 tournées - 2 agents mobilisés -

Communes concernées : Montech, Dieupentale, Bessens, Saint-Sardos, Montech, Labastide St Pierre

Sur 950 bacs contrôlés :

- 425 sont de bonne qualité,
- 430 bacs sont de qualité moyenne (présence d'essuie-tout, emballages imbriqués ou déposés dans des sacs jaunes)
- 95 bacs ont été refusés car des erreurs trop importantes ont pu être observées.

50 personnes ont été sensibilisées pendant le suivi soit directement sur le terrain par les agents, soit par mail ou téléphone à la suite du passage.



Figure 3 : Suivi qualité du tri - juillet 2024

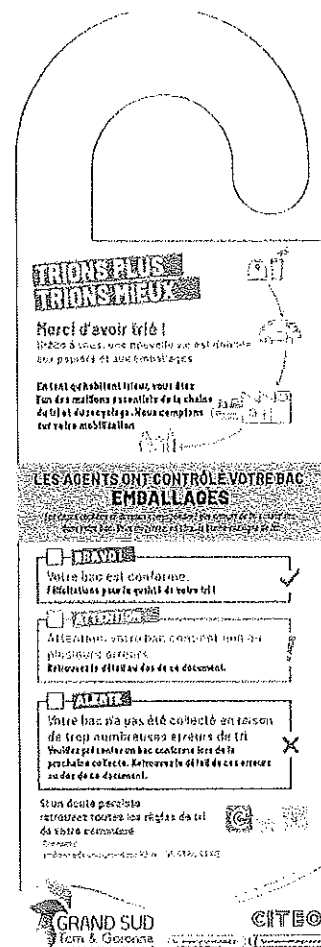


Figure 2 : Accroche bac utilisé

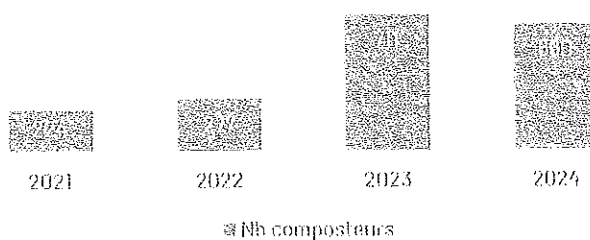
#### 1.4. Les actions de valorisation des biodéchets et végétaux à domicile chez l'usager

##### 1.4.1. LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL

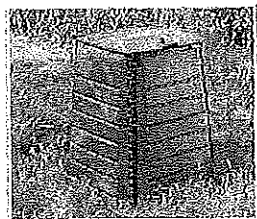
Pour les habitants qui ont un jardin, la collectivité propose des composteurs individuels de 345 L au prix de 15 € (en plastique).

En 2024, **660 composteurs** ont été **vendus** lors des distributions de composteurs proposées sur l'ensemble du territoire.

#### Evolution annuelle de la vente des composteurs individuels



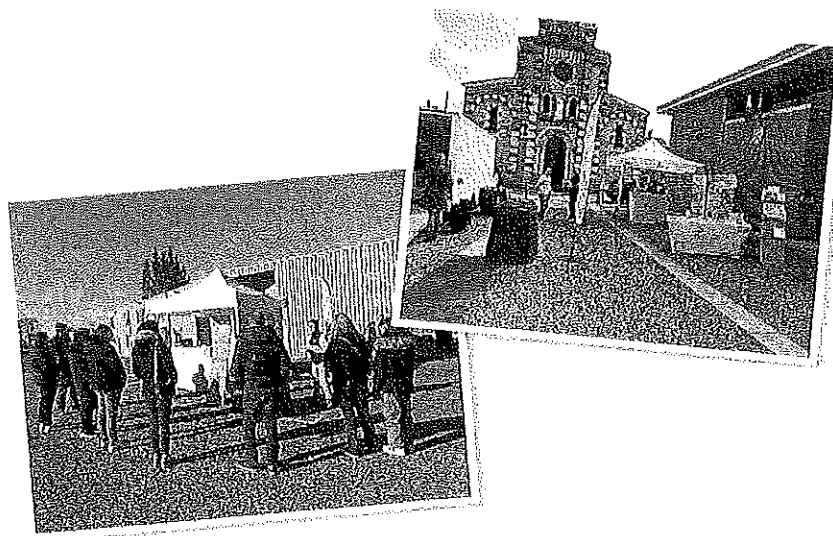
Graphique 1 : Evolution annuelle de la vente de composteur individuel



Il est observé que les périodes les plus propices pour équiper les foyers d'un composteur sont le printemps et l'automne avec des pics de distribution en mars-avril puis septembre-octobre.

Il est estimé au niveau national qu'un foyer produit environ 150 kg/an de biodéchets compostables jetés traditionnellement dans les ordures ménagères. L'installation de ces 660 composteurs permet donc de **détourner environ 99 tonnes des ordures ménagères**.

En 2024, les distributions de composteurs individuels ont été poursuivies au sein de plusieurs communes du territoire. L'information et la sensibilisation des habitants est la priorité lors de ces distributions, sur les questions de compostage mais plus généralement sur le tri et la prévention des déchets.



#### 1.4.2. LE SERVICE DE BROYAGE DES VÉGÉTAUX À DOMICILE

En 2024, 368 foyers ont bénéficié du service de broyage à domicile ce qui représente 453 heures de broyage soit 19% d'augmentation en heures de broyage. On estime que plus de 160 tonnes de déchets verts (sur la base de 370kg de branches broyées par heure) ont été détournées de la déchèterie et seront ainsi valorisées in-situ chez l'utilisateur.

Onze des 25 communes ont bénéficié au moins une fois dans l'année de la location du broyeur ou d'une prestation de broyage avec agent Grand Sud 82 pour l'usage de leurs services techniques.

#### 1.5. Développer le compostage partagé et en établissement

Le **compostage partagé** est géré par plusieurs personnes, sur un lieu public ou collectif (espace d'un quartier, d'une résidence...). Les participants assurent la collecte et le transport de leurs biodéchets jusqu'au site de compostage, et participent aussi souvent aux manipulations du compostage. Elle concerne les déchets suivants : déchets alimentaires issus de la cuisine et végétaux (pour les apports de matière sèche : broyat, feuilles mortes...).

Le **compostage autonome** en établissement concerne aussi les déchets de plusieurs personnes, mais à l'échelle d'un établissement (cantines, restaurants). L'opération, à la charge de l'établissement, est gérée sous sa responsabilité par des membres du personnel attachés au site.

Dans le cadre du programme de prévention des déchets, la collectivité développe la pratique du compostage dans de nouvelles structures telles que les EHPAD, lieux de restauration collective...

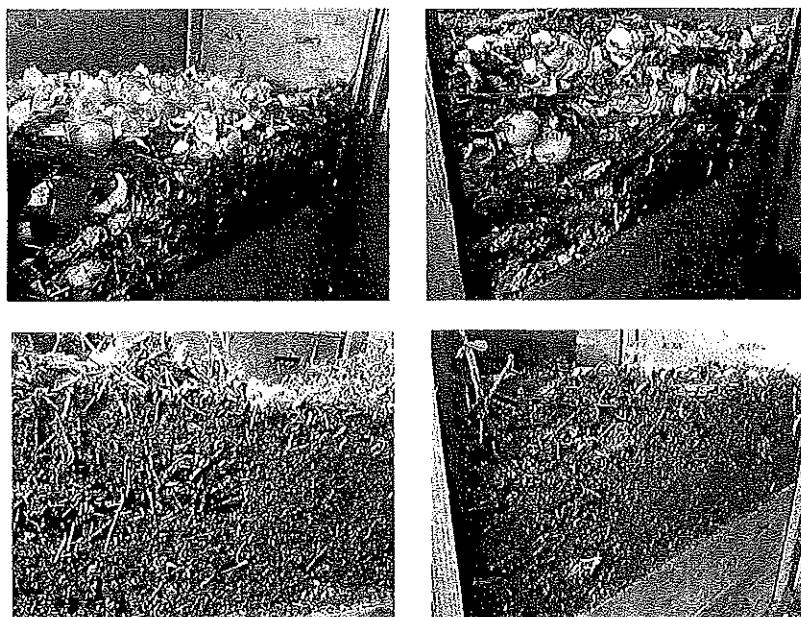


Figure 4 : Cycle de décomposition au sein d'un composteur - Cuisine centrale Villebrumier

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

13

### 1.5.1. LE COMPOSTAGE PARTAGE

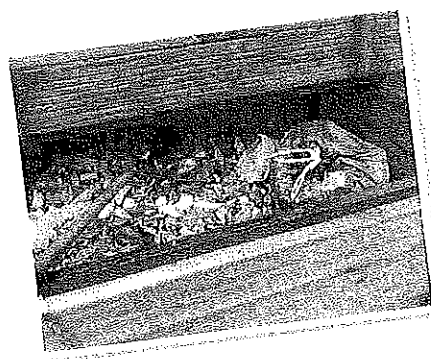
| Année                                   | 2019        | 2020                      | 2020                 | 2021                      | 2022    | 2023      | 2024                                                                |
|-----------------------------------------|-------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|---------|-----------|---------------------------------------------------------------------|
| Nb composteurs<br>partagés<br>installés | 1           | 3                         | 2                    | 2                         | 1       | 1         | 10                                                                  |
| Communes<br>concernées                  | Montbartier | Labastide<br>Villebrumier | Grisolles<br>Montech | Grisolles<br>Villebrumier | Montech | Varennnes | Bourret<br>Grisolles<br>Saint-Sardos<br>Verdun<br>Finhan<br>Beaupuy |

En 2024, 10 composteurs partagés ont été installés sur le territoire. Des sites de compostage partagé ont été installés à proximité des bornes déchets installées sur le territoire. L'objectif est de proposer une solution complète aux habitants pour la gestion de leurs déchets. En complément, des installations ont été réalisées dans des résidences en habitat collectif et dans des centres bourgs. Une inauguration est proposée après l'installation pour distribuer des bioseaux aux habitants futurs utilisateurs du composteur partagé et pour expliquer le fonctionnement du composteur partagé.



En parallèle des nouvelles installations, l'accompagnement et le suivi des sites existants mobilisent le service prévention. En 2024, une nouvelle organisation est mise en place, des agents sont formés pour réaliser un suivi mensuel sur la majorité des sites existants.

Un suivi des sites est primordial pour vérifier que les différentes règles de fonctionnement sont bien respectées. Lors des visites de suivi différentes actions sont réalisées : apport de broyat, mélange/brassage des bacs, retraits des erreurs de tri et parfois transfert du bac d'apport vers le bac de maturation. Lorsque des erreurs sont observées, une affiche est apposée sur le composteur pour informer de l'erreur observée et de la correction associée.



### 1.5.2. LE COMPOSTAGE AUTONOME EN ETABLISSEMENT SCOLAIRE ET DE SANTE

- De 2018 à 2020, nous avons équipé principalement les écoles du territoire.
- De 2021 et 2023, le déploiement du compostage en établissement passe également par l'installation de composteurs dans les collèges, crèches et EHPAD du territoire.
- En 2024, **sept nouvelles installations de composteurs en établissement** : crèche de Montech, écoles de Finhan, Orgueil, Labastide St Pierre, collège de Grisolles, Lycée de Montech et EHPAD de Montech.

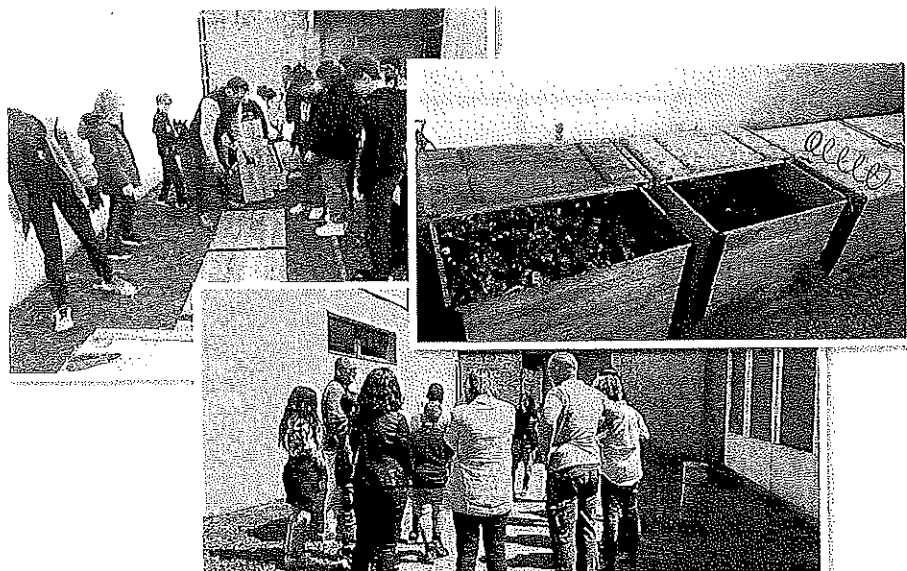


Figure 5 - Projet pédagogique autour du composteur du collège de Grisolles

En parallèle des nouvelles installations, **l'accompagnement et le suivi des sites existants** mobilisent le service prévention. Un passage régulier de l'équipe prévention au sein des établissements est importante pour répondre aux questionnements des agents, réexpliquer l'intérêt des différentes actions à réaliser lors de l'apport et si besoin corriger certaines erreurs. Quand cela est souhaité par l'équipe pédagogique, le pôle environnement accompagne également les élèves, éco-délégués au suivi du composteur partagé.

### 1.6. Soutenir le développement du réemploi et de la réparation

Cet axe traite les thématiques permettant d'allonger la durée de vie des produits afin d'alléger leur impact environnemental en optimisant leur utilisation. Des locaux réemploi sont présents sur les déchèteries de Dieupentale et Verdun sur Garonne, un espace dédié a été créé sur la déchèterie de Reyniès en 2024.

En 2024, **77 tonnes d'objets** ont été récupérées par Emmaüs sur les déchèteries de Dieupentale, Verdun sur Garonne et Reyniès. Emmaüs est l'association qui effectue les enlèvements hebdomadaires sur les locaux réemploi de Verdun sur Garonne et Dieupentale. Nous disposons des tonnages exacts uniquement pour le local réemploi de Dieupentale, les tonnages de Verdun sur Garonne sont estimatifs.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

15

IDDEES est l'association qui réalise les enlèvements sur l'espace réemploi de la déchèterie de Reyniès.

### 1.7. Accompagnement des professionnels en lien avec la redevance spéciale

Dans le cadre de la **Redevance Spéciale** (facturation des professionnels), un accompagnement est proposé au travers de la sensibilisation des professionnels au geste de tri, au rappel des consignes de tri, à des propositions de filières de valorisation et à une optimisation de leurs bacs de collecte pour une facturation au plus juste de la production.

Cet accompagnement est parfois prolongé avec le déploiement de projets de compostage. Suite à l'installation d'un composteur, le professionnel bénéficie d'un suivi par le service prévention pour s'assurer d'une gestion autonome du site de compostage par les équipes en place.

### 1.8. Les outils de communication

En 2024, la collectivité a édité deux exemplaires de son magazine d'information propre à la communauté de communes : Grand Sud le Mag'.

Le nouveau site internet développé en 2023, est régulièrement mis à jour.

La page Facebook permet également de relayer les informations auprès des habitants utilisant ce réseau social.



## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

## 2. ORGANISATION DU SERVICE ; LA COLLECTE DES DECHETS

## 2.1. Schéma d'organisation

| Année 2024                              | Ordures<br>ménagères<br>résiduelles | Verre                 | Recyclables<br>secs des OM<br>hors verre | Déchets<br>verts      | Textile               | Autres<br>déchets /<br>déchets<br>dangereux |
|-----------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------------------|
| Mode de gestion de<br>la collecte       | Régie                               | Régie                 | Régie                                    | Régie                 | Partenaire            | Régie et<br>prestation                      |
| Mode de collecte                        | PAP, AV,<br>Regr.                   | AV.                   | PAP, AV,<br>Regr.                        | AV.,<br>déchèterie    | AV.                   | Déchèteries                                 |
| Fréquence<br>majoritaire de<br>collecte | 1 fois par<br>semaine               | 1 fois par<br>mois    | 2 fois par<br>mois                       | 1 fois par<br>semaine | 1 fois par<br>semaine |                                             |
| Fréquence<br>maximale de<br>collecte    | 2 fois par<br>semaine               | 1 fois par<br>semaine | 1 fois par<br>semaine                    | 2 fois par<br>semaine | 2 fois par<br>semaine |                                             |
| Qual de transfert                       | Oui                                 | Oui                   | Oui                                      |                       |                       | Oui                                         |

2.2. Marchés publics de prestations de services

Les marchés traitement des ordures ménagères, du tri des déchets recyclables et de la reprise du papier ont été renouvelés en 2024 pour démarrage au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les marchés concernant le traitement et la valorisation des végétaux ont été renouvelés en février 2024.

La prestation d'évacuation et valorisation des bennes déchets n'a pas été renouvelée en mars 2024, cette prestation a été reprise en régie.

|                                                                        |                                                                                                                                                         |                                      |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Traitement et valorisation des végétaux                                | Lot 1 : Broyage, enlèvement et valorisation des déchets végétaux stockés sur des plateformes                                                            | APAG ENVIRONNEMENT                   |
|                                                                        | Lot 2 : Evacuation et valorisation des bennes déchets verts présentes sur les « espaces déchets verts » des communes de Finhan, Monbéqui et Montbartier | DTL ENVIRONNEMENT (fin en mars 2024) |
| Traitement des déchets (déchets ménagers résiduels et encombrants, tri | 1- traitement des déchets ménagers résiduels et encombrants                                                                                             | DRIMM                                |
|                                                                        | 2- tri des déchets recyclables                                                                                                                          | DRIMM                                |
|                                                                        | 3- reprise des papiers                                                                                                                                  | DRIMM                                |

## AR Prefecture

082-20006652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

19

### 2.3. Equipements

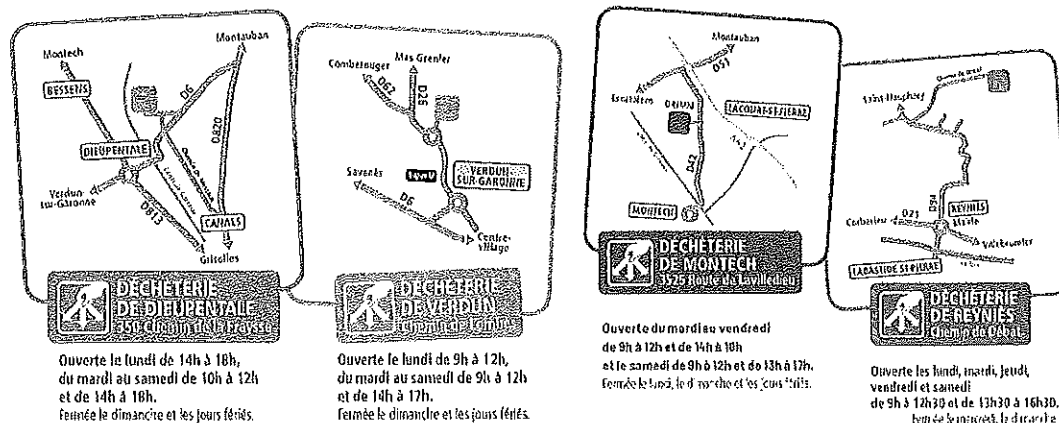
#### 2.3.1. LES DÉCHÈTERIES

Les habitants de la Communauté de Communes ont accès à **4 déchèteries** dont 3 sont exploitées en régie directe par la Communauté de Communes (Dieupentale, Verdun-sur-Garonne, Reyniès).

La déchèterie de Montech est la propriété du prestataire DRIMM.

Les trois déchèteries exploitées en régie directe sont fermées les dimanches et jours fériés. De nouveaux horaires harmonisés entre les 3 sites ont été décidés en 2023 pour une mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (9h-12h / 14h-17h).

#### Horaires et adresses des déchèteries



#### Conditions d'accès aux déchèteries gérées en régie

**Particuliers :** L'accès aux déchèteries est autorisé aux seuls habitants des communes de la CCGSTG.

Un **contrôle d'accès** a été mis en place sur les déchèteries de Verdun sur Garonne et Dieupentale. Pour accéder aux déchèteries, les usagers doivent être munis d'un **PASS déchèterie**. Il est délivré par le Pôle Environnement (Dieupentale) sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture d'électricité, d'eau ou avis d'imposition...) et d'une pièce d'identité. Le **PASS** autorise **18 passages/an**. Les passages supplémentaires seront facturés pour réguler le nombre de visites.



Sa durée de validité est de 2 ans, renouvelable avec justificatif de domicile. En cas de perte son remplacement sera facturé 10 €.

**Professionnels :** L'accès est soumis à conditions pour les professionnels installés sur le territoire.

La fourniture d'un extrait Kbis et d'une carte grise sont obligatoires.  
Le dépôt de certains déchets est payant.

### AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

### AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

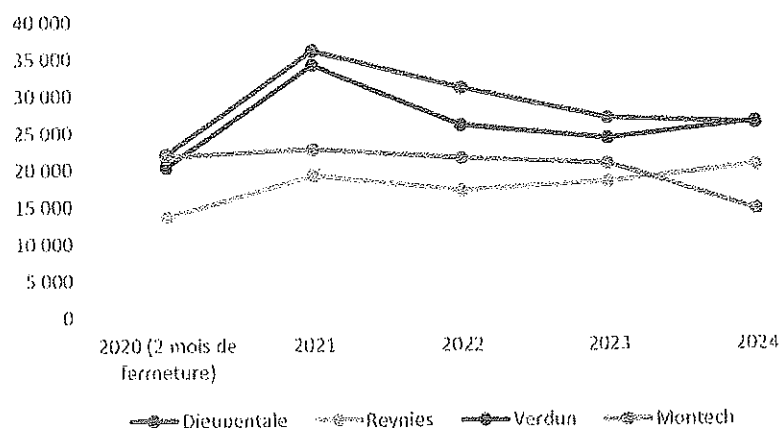
19

### Conditions d'accès à la déchèterie de Montech

Accès uniquement sur rendez-vous et sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture d'électricité, d'eau ou avis d'imposition...) et d'une pièce d'identité.

### Fréquentation des déchèteries

#### Evolution de la fréquentation en déchèterie



Graphique 2 : Evolution de la fréquentation en déchèterie

En 2024, on observe une légère augmentation de la fréquentation sur les 3 déchèteries gérées en régie. Sur les déchèteries de Verdun et de Dieupentale, on comptabilise plus de 26 000 passages, contre 20 000 passages à Reynies.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

20

## Déchets acceptés

| Catégories                                                          | Déchèterie Dieupentale | Déchèterie Verdun | Déchèterie Montech | Déchèterie Reyniès |
|---------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Bois multi REP</b>                                               | Benne                  | Benne             |                    | Benne              |
| <b>Ferraille</b>                                                    | Benne                  | Benne             | Benne              | Benne              |
| <b>Plastiques durs</b>                                              | Benne                  | Benne             | Benne              | -                  |
| <b>Mobilier</b>                                                     | Benne                  | Benne             | Benne              | Benne              |
| <b>Non valorisable</b>                                              | Benne                  | Benne             | Benne              | Benne              |
| <b>Gravats</b>                                                      | Benne                  | Benne             | Benne              | Benne              |
| <b>Déchets verts</b>                                                | Benne/Plateforme       | Plateforme        | Benne              | Benne              |
| <b>Cartons</b>                                                      | Benne                  | Benne             | Benne              | Benne              |
| <b>Gros électroménagers hors froid</b>                              | Benne                  | Benne             | Benne              | Zone de stockage   |
| <b>Emballages légers</b>                                            | Conteneurs             | Conteneurs        | Conteneurs         | Conteneurs         |
| <b>Papiers</b>                                                      | Borne                  | Borne             | Borne              | Borne              |
| <b>Pneumatiques</b>                                                 | Zone définie           | Zone définie      | -                  | Zone définie       |
| <b>Textiles, chaussures</b>                                         | Borne                  | Borne             | Borne              | Borne              |
| <b>Tubes néons</b>                                                  | Box                    | Box               | Box                | Box                |
| <b>Lampes</b>                                                       | Box                    | Box               | Box                | Box                |
| <b>Piles</b>                                                        | Fût                    | Fût               | Fût                | Fût                |
| <b>Batteries</b>                                                    | Géobox                 | Géobox            | Géobox             | Géobox             |
| <b>Emballages en verre</b>                                          | Borne                  | Borne             | Borne              | Borne              |
| <b>Huiles de vidange</b>                                            | Cuve                   | Cuve              | Cuve               | Cuve               |
| <b>Huiles alimentaires</b>                                          | Fût                    | Fût               | Fût                | Fût                |
| <b>Déchets de soins perforants</b>                                  | Boîte sp.              | Boîte sp.         | Boîte sp.          | Boîte sp.          |
| <b>Ecrans</b>                                                       | Grille                 | Grille            | Grille             | Grille             |
| <b>Petits appareils ménagers</b>                                    | Grille                 | Grille            | Grille             | Grille             |
| <b>Gros électroménagers froid</b>                                   | Zone de stockage       | Zone de stockage  | Zone de stockage   | Zone de stockage   |
| <b>Bouchons plastiques</b>                                          | Sacs                   | Sacs              | -                  | Sacs               |
| <b>Radiographies médicales</b>                                      | Cartons                | Cartons           | -                  | Cartons            |
| <b>Capsules Nespresso</b>                                           | Conteneur              | Conteneur         | Conteneur          | Conteneur          |
| <b>Filtres à huile véhicules</b>                                    | Fût                    | Fût               | Fût                | Fût                |
| <b>Cartouches d'encre</b>                                           | Conteneur              | Conteneur         | Cartons            | Conteneur          |
| <b>Déchets ménagers spéciaux*<br/>(peintures, phyto, acides...)</b> | Géobox                 | Géobox            | Géobox             | Géobox             |
| <b>*Déchets Diffus Spécifiques</b>                                  | Caisse croco           | Caisse croco      | Caisse croco       | Caisse croco       |

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

21

**2.3.2. LES PLATEFORMES AVEC BENNES A DECHETS VERTS**

A l'échelle communale des bennes sont mises à disposition pour que les usagers des communes concernées puissent y déposer leurs végétaux. Il existe 3 sites dédiés répartis sur les communes de Finhan, Monbéqui et Montbartier. Une benne de 15 m<sup>3</sup> est présente sur chaque plateforme, et deux à Montbartier. Ces bennes sont sur des terrains communaux. La collectivité prend en charge financièrement la gestion de ces bennes (rotation bennes + traitement déchets verts). Le marché avec le prestataire, DTL Environnement a pris fin en mars 2024, la collecte et le traitement de ces bennes ont été repris en régie. Les déchets verts sont déposés par les équipes du transfert sur la plateforme déchets verts de Dieupentale, ils sont ensuite broyés par APAG Environnement puis compostés sur leur plateforme de compostage.

|                      | Finhan             | Monbéqui            | Montbartier                    |
|----------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| Adresse              | Rue des Bouziques  | Chemin des Tilleuls | Rue de la Salle                |
| Horaires d'ouverture | Vendredi et samedi | Tous les jours      | Tous les jours,<br>Libre accès |

## AR Prefecture

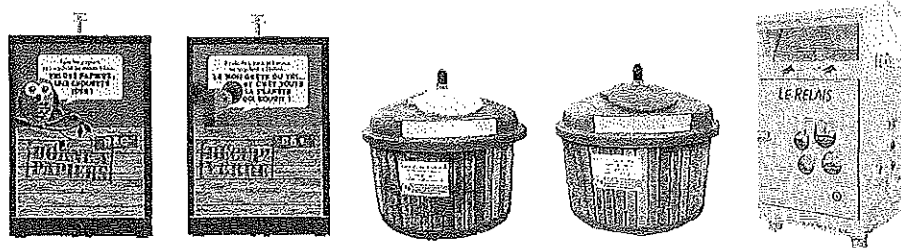
082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

22

### 2.3.1. LES BORNES DÉCHETS / POINTS D'APPORTS VOLONTAIRES



|                  | Papier | Verre | Emballages recyclables | Ordures ménagères | Textile |
|------------------|--------|-------|------------------------|-------------------|---------|
| Nb de contenants | 108    | 181   | 22                     | 22                | 41      |

En 2024, de nouvelles bornes déchets pour les ordures ménagères et les emballages ont été installées et mises en service sur les communes de Bourret, Grisolles, Labastide St Pierre, Saint Sardos, pour répondre à des enjeux de sécurité et de salubrité publique. La suite et fin des travaux sont programmées pour 2025 pour les centres bourgs de Verdun sur Garonne et Pompignan.

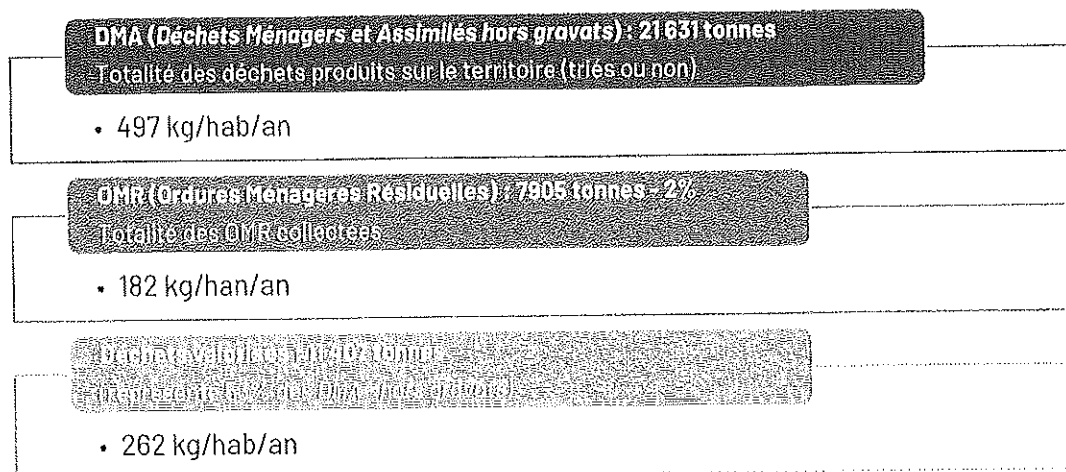
### 2.3.2. LES BACS ET SACS

La CCGSTG a équipé la majorité des foyers en maison individuelle d'un bac individuel afin de réduire la production d'ordures ménagères et d'augmenter le tri des emballages sur le territoire.

En 2024, les centres-bourgs qui étaient encore collectés en sacs ont été équipés de conteneurs enterrés pour réduire et limiter l'exposition des agents de collecte aux troubles musculosquelettiques. Les travaux d'installation de ces colonnes ont démarré en 2023 et se sont achevés au cours de l'année 2024 sur 4 des 5 communes concernées (Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Bourret, Saint Sardos). Cela représente 12 sites dans 5 Communes (Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Verdun-sur-Garonne, Bourret, Saint Sardos). Une mise en service progressive de ces sites a été réalisée tout au long de l'année 2024 avec l'information des habitants et l'équipement en Pass déchets pour leur permettre d'utiliser les bornes déchets qui disposent d'un contrôle d'accès. Ce déploiement va être poursuivi en 2025 sur la commune de Verdun sur Garonne.

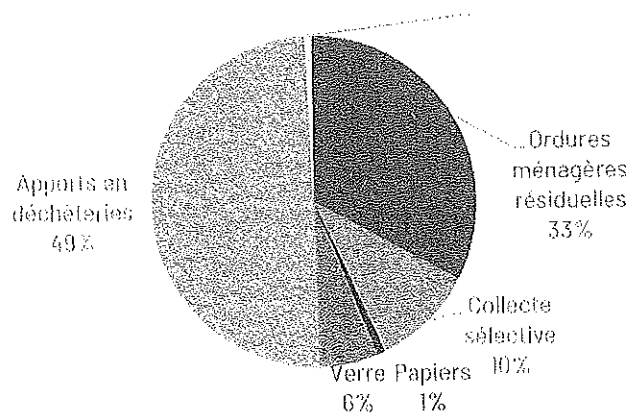
## 2.4. Bilan quantitatif 2024

Les déchets de la CC Grand Sud Tarn et Garonne en 2024



La quantité de déchets ménagers et assimilés (hors gravats) collectés est stable entre 2023 et 2024.

### RÉPARTITION TONNAGES DMA 2024 (AVEC GRAVATS)



Graphique 3 : Répartition des tonnages Déchets Ménagers et Assimilés en 2024

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

21

## 2.4.1. TONNAGES DES DÉCHÈTERIES

Les quantités de déchets apportées par les habitants de la communauté de communes Grand Sud Tarn et Garonne en déchèterie sont les suivantes :

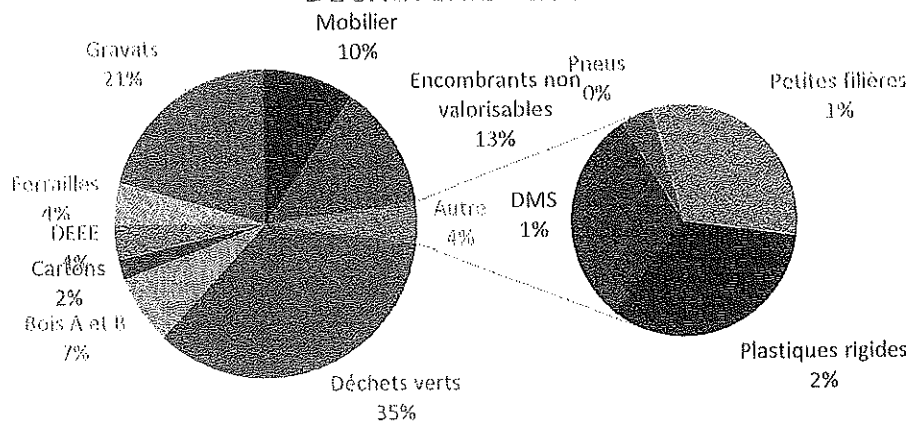
| Filières                                      | Tonnages |       |       |       |
|-----------------------------------------------|----------|-------|-------|-------|
|                                               | 2021     | 2022  | 2023  | 2024  |
| Bois traité / non traité                      | 876      | 576   | 239   | 869   |
| Cartons                                       | 242      | 250   | 265   | 253   |
| DEEE                                          | 511      | 461   | 426   | 442   |
| DMS                                           | 135      | 140   | 149   | 156   |
| Ferrailles                                    | 698      | 525   | 526   | 524   |
| Gravats                                       | 3480     | 2520  | 2612  | 2447  |
| Mobilier (DEA)                                | 1208     | 1329  | 1671  | 1166  |
| Non valorisable / Encombrants                 | 1878     | 1787  | 1719  | 1567  |
| Petites filières haut de gamme (hors textile) | 149      | 160   | 158   | 162   |
| Plastiques rigides                            | 171      | 143   | 128   | 171   |
| Pneus                                         | 47       | 37    | 40    | 24    |
| Végétaux                                      | 4032     | 3359  | 3594  | 4155  |
| Total Déchèteries (avec gravats)              | 13427    | 11285 | 11526 | 11936 |

Soit au total, plus de 11 936 t de déchets accueillies en 2024 en déchèteries.

On observe une légère hausse des tonnages en 2024 (+4%) avec un passage de 11 526 tonnes en 2023 à 11 936 tonnes en 2024. On observe une augmentation sur les déchets de déchèterie qui s'explique par la reprise en régie de la collecte des bennes à déchets verts (environ 400 tonnes) qui est intégrée au tonnage déchets verts des déchèteries en 2024, alors qu'ils étaient traités hors déchèterie auparavant.

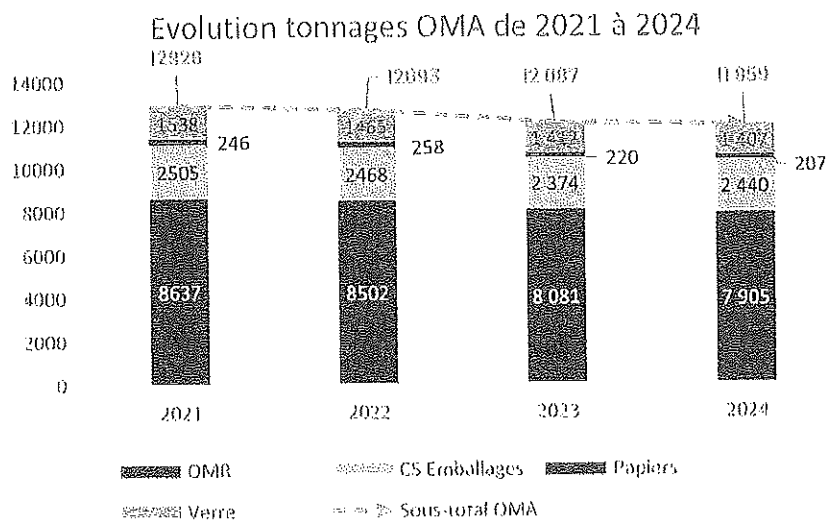
On observe des transferts de tonnages entre certains flux notamment entre les bennes mobiliers, et les bennes bois.

## RÉPARTITION DES TONNAGES PAR FLUX EN DÉCHÈTERIE - 2024



Graphique 4 : Répartition des tonnages par flux en déchèterie en 2024

### 2.4.2. TONNAGES ORDURES MENAGÈRES ET ASSIMILÉES



Graphique 5 : Evolution des tonnages OMA de 2021 à 2024

Entre 2022 et 2024, on constate une baisse sensible des OMA de 6%, ce qui représente 734 tonnes. Ils représentent désormais 275 Kg/an et par habitant contre 296 Kg/an et par habitant en 2022.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

20

## 2.4.3. SYNTHÈSE TOUTS TONNAGES

|                                                                            | 2021          |            | 2022          |            | 2023          |            | 2024          |            | %<br>évolution<br>2023-<br>2024<br>en<br>tonnages | %<br>évolution<br>2023-24<br>en<br>kg/hab |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|
|                                                                            | Tonnes        | Kg/hab     | Tonnes        | Kg/hab     | Tonnes        | Kg/hab     | Tonnes        | Kg/hab     |                                                   |                                           |
| <b>Ordures<br/>ménagères<br/>résiduelles</b>                               | 8 637         | 203        | 8 502         | 198        | 8 081         | 187        | 7 905         | 182        | -2%                                               | -3%                                       |
| <b>CS<br/>Emballages</b>                                                   | 2 506         | 59         | 2 468         | 58         | 2 374         | 55         | 2 440         | 56         | 3%                                                | 2%                                        |
| <b>Papiers<br/>(y compris<br/>tonnage<br/>collecté en<br/>déchèterie)</b>  | 246           | 6          | 258           | 6          | 220           | 5          | 207           | 5          | -6%                                               | -7%                                       |
| <b>Verre<br/>(y compris<br/>tonnage<br/>collecté en<br/>déchèterie)</b>    | 1 538         | 36         | 1 465         | 34         | 1 412         | 33         | 1 407         | 32         | 0%                                                | -1%                                       |
| <b>Total DMA*</b>                                                          | <b>12 926</b> | <b>304</b> | <b>12 693</b> | <b>296</b> | <b>12 087</b> | <b>280</b> | <b>11 959</b> | <b>275</b> | <b>-1%</b>                                        | <b>-2%</b>                                |
| <b>Apports en<br/>Déchèteries<br/>avec<br/>gravats</b>                     | 13 427        | 316        | 11 285        | 263        | 11 526        | 267        | 11 936        | 274        | +4%                                               | +3%                                       |
| <b>Textiles (y<br/>compris<br/>tonnage<br/>collecté en<br/>déchèterie)</b> | 212           | 5          | 235           | 5          | 222           | 5          | 183           | 4          | -17%                                              | -18%                                      |
| <b>Déchets<br/>verts (hors<br/>déchèterie)</b>                             | 405           | 10         | 382           | 9          | 414           | 10         | NC            | NC*        | NC                                                | NC                                        |
| <b>Total DMA**<br/>hors<br/>gravats</b>                                    | <b>23 490</b> | <b>552</b> | <b>22 076</b> | <b>515</b> | <b>21 637</b> | <b>502</b> | <b>21 631</b> | <b>497</b> | <b>0%</b>                                         | <b>-1%</b>                                |
| <b>Total DMA<br/>avec<br/>gravats</b>                                      | <b>26 970</b> | <b>634</b> | <b>24 596</b> | <b>574</b> | <b>24 248</b> | <b>562</b> | <b>24 078</b> | <b>553</b> | <b>-1%</b>                                        | <b>-2%</b>                                |

\*Les déchets verts collectés en bennes sont intégrés au tonnage déchèteries à partir de 2024

AR Prefecture

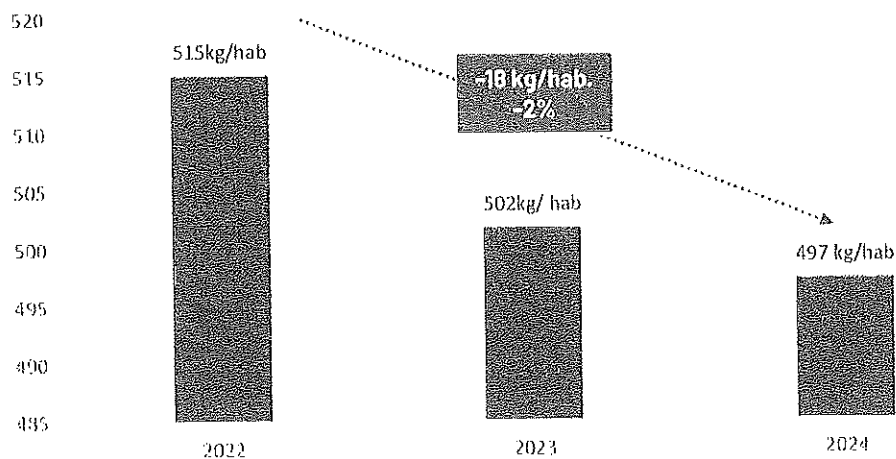
082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

27

Evolution des DMA hors gravats en kg par habitant



Graphique 6 : Evolution des Déchets Ménagers et Assimilés en kg/hab de 2022 à 2024

Depuis 2 ans, on constate une baisse des DMA (hors gravats) par habitant de 2%, ils représentent désormais 497 Kg/an et par habitant contre 515 Kg/an et par habitant en 2022.

\*OMA : Ordures ménagères et assimilées

\*\*DMA : Déchets ménagers et assimilés

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

20

## 3. ORGANISATION DU SERVICE : LE TRAITEMENT DES DECHETS

## 3.1. Nature des traitements

| Déchet                              | Entreprise / Eco-organisme              | Localisation            | Type de traitement / Mode de valorisation                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| OMR                                 | DRIMM                                   | Montech (82)            | Enfouissement / stockage                                                                                                                                                                                                                                             |
| Collecte sélective                  | DRIMM                                   | Montech (82)            | Tri et conditionnement avant expédition vers entreprises de recyclages (valorisation matière)<br><b>Repreneurs :</b> aluminium : REGEAL-AFFIMET (60) --- briques alimentaires : REVIPAC --- plastiques : VALORPLAST --- acier : AFM (82) --- papier-carton : REVIPAC |
| Verre                               | Briane Environnement                    | Saint-Juéry (81)        | Tri puis valorisation matière à la Verrerie Ouvrière d'Albi (VERALLIA)                                                                                                                                                                                               |
| Papiers                             | DRIMM                                   | Montech (82)            | Tri et conditionnement avant expédition pour recyclage - Attente réponse DRIMM Pour repreneur                                                                                                                                                                        |
| Cartons                             | DRIMM                                   | Montech (82)            | Tri et conditionnement avant expédition pour recyclage CORENSO (24)                                                                                                                                                                                                  |
| Gravats                             | Eco-Mat                                 | Bessens (82)            | 10% valorisation matière (ECOMAT Transit 82170 Bessens) - 90% stockage (ECOMAT ISDI 82170 Bessens)                                                                                                                                                                   |
| Encombrants                         | DRIMM                                   | Montech (82)            | Enfouissement à Montech (82)                                                                                                                                                                                                                                         |
| Plastiques durs                     | DRIMM (fin 07/2024)<br>Puis<br>VALDELIA | Montech (82)            | Transfert par Montech (82)<br>100% valorisation combustible Cimentiers : Lafarge (31220 Martres) et Port la nouvelle (11210) - CEMENTOS LEMONA (48330 LEMONA Espagne)<br>REP PMCB                                                                                    |
| Mobilier                            | VALDELIA                                |                         |                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Bois non traité                     | SEOSSE                                  | Bruguères (31)          | Transfert vers St Lons les mines (40300)                                                                                                                                                                                                                             |
| Bois traité                         | SEOSSE                                  | Bruguères (31)          | 98 % Fabrication de panneaux de particules de bois (Losàn- 42005 - Espagne)<br>1% Recyclage métaux (AFM - 65320 Borderes sur l'echéz) - 1% Enfouissement SIETOM de Chalosse (40250 Caupenne)                                                                         |
| Ferraille                           | AFM Recyclage SA                        | Montauban (82)          | Tri et conditionnement matière avant expédition pour valorisation matière                                                                                                                                                                                            |
| Déchets verts                       | APAG Environnement                      | Castelsarrasin (82)     | Broyage puis compostage                                                                                                                                                                                                                                              |
| Pneumatiques                        | APAG Environnement                      |                         | Réutilisation, valorisation matière et/ou énergétique                                                                                                                                                                                                                |
| Textiles, chaussures                | Le Relais / Refashion                   | Lafrançaise (82)        | Tri et expédition pour réemploi et recyclage                                                                                                                                                                                                                         |
| Néons, lampes et petits extincteurs | Paprec / Ecosystem                      | Vulaines (10)           | Recyclage                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Piles                               | Paprec / Corepile                       | 31                      | Recyclage                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Batteries                           | AFM Recyclage SA                        | Montauban (82)          | Tri et conditionnement expédition en Espagne                                                                                                                                                                                                                         |
| Huiles de vidange                   | Sevia / Cyclevia                        | Saint-Alban (31)        | Régénération matière en lubrifiants (Osilub)                                                                                                                                                                                                                         |
| Huiles et graisses alimentaires     | Quatra                                  | Colomiers (31)          | Régénération des huiles (13)                                                                                                                                                                                                                                         |
| Déchets de soins perforants         | Chlorocleaner / DASRI                   | Montauban (82)          | Incinération                                                                                                                                                                                                                                                         |
| DEEE<br>ABJ Thermiques et<br>ASL    | Envie / Ecologic                        | Portet sur Garonne (31) | Réemploi, Tri et broyage puis recyclage - valorisation matière et énergétique et enfouissement                                                                                                                                                                       |
| DMS                                 | Eoval 31 / EcoDDS                       | (31)                    | Valorisation énergétique (Neutralisation ou incinération) Bassens (33) ou Lafitte Vigordane                                                                                                                                                                          |
| Objets réutilisables                | Emmaüs / IOOESS                         | Tarn et Garonne (82)    | Réemploi                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Bouchons plastiques                 | Bouchons d'Amour                        | Grisolles (82)          | Recyclage                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Cartouches d'encre                  | Printerre                               | Chevilly (28)           |                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### 3.2. Chiffres clés de 2024

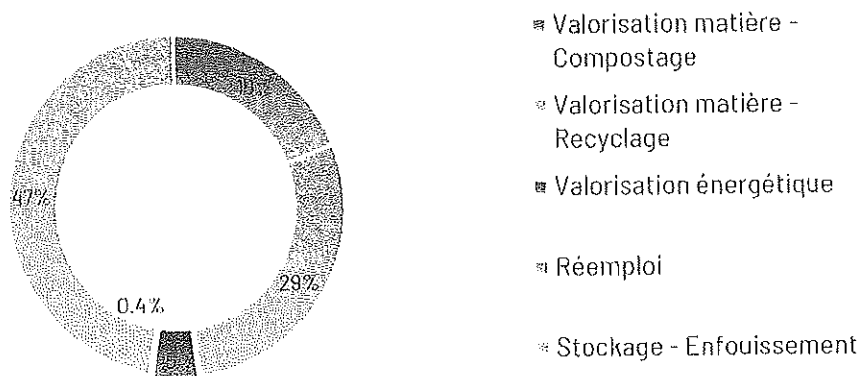
**Tonnage Déchets Ménagers et Assimilés (DMA hors gravats) : 21 631 t (21 637 t en 2023)**

- **53 % des Déchets Ménagers et Assimilés sont valorisés**
  - ✓ 29% sous forme de valorisation matière y compris le recyclage
  - ✓ 19% sous forme de valorisation organique (compostage)
  - ✓ 4% sous forme de valorisation énergétique
  - ✓ 0.4% sous forme de réemploi
- **47% des déchets sont traités en installation de stockage des déchets non dangereux**
  - ✓ 601 tonnes de refus de tri
  - ✓ 7 905 tonnes d'ordures ménagères résiduelles
  - ✓ 1567 tonnes de tout-venant issu des déchèteries
  - ✓ 151 tonnes de mobiliers

Les gravats représentent 2 447 tonnes, 10% sont valorisés sous forme de valorisation matière et 90% sont traités en installation de stockage des déchets non dangereux (enfouissement).

### 3.3. Taux global de valorisation

Taux de valorisation DMA 2024 - hors gravats



Graphique 7 : Taux de valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés en 2024

Après leur collecte, les déchets ménagers et assimilés ont été majoritairement orientés vers le stockage (47%) et aussi vers :

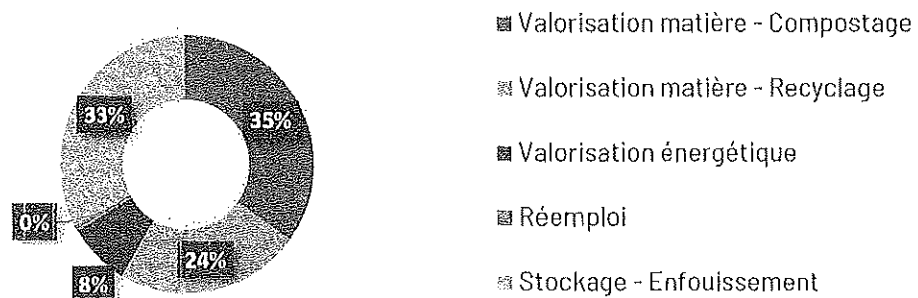
- La valorisation matière (recyclage – compostage)(48%)
- La valorisation énergétique : 5 %
- Le réemploi : 0.4 %

## 3.3.1. LE TRAITEMENT DES DÉCHETS ISSUS DES DÉCHÈTERIES

En 2024, les tonnages collectés en déchèterie sont de 11 936 tonnes (dont 2 447 tonnes de gravats). Le taux de valorisation matière c'est-à-dire compostage et recyclage (hors gravats) en 2024 est de 71%. Il est en augmentation par rapport à 2023 (63%) et atteint un excellent niveau.

Tous les graphiques présentés ci-dessous concernent les tonnages avec gravats.

### Traitement déchets déchèteries 2024 (avec gravats)



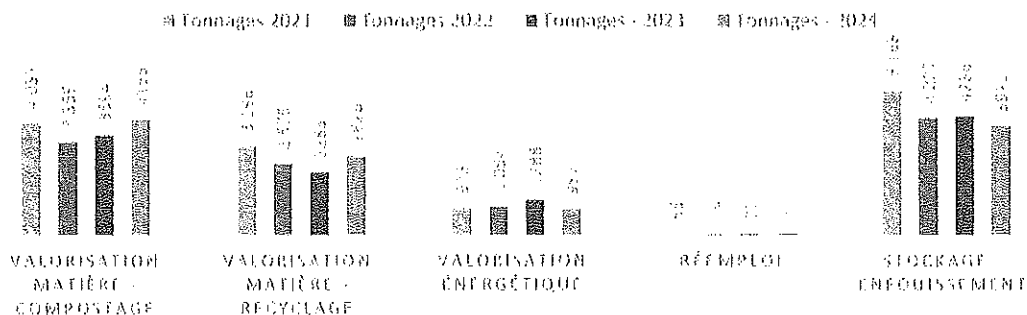
Graphique 8 : traitement des déchets en déchèterie en 2024

La part de valorisation matière en compostage est la plus importante et représente 35 % des tonnages pris en charge, elle concerne l'ensemble des végétaux apportés en déchèterie. La part de valorisation matière en recyclage est de 24 %,.

La part des matériaux en provenance des déchèteries est principalement orientée vers la valorisation matière (recyclage + compostage) pour atteindre 58 % (6 981 t.).

La quantité de déchets envoyée en stockage diminue et représente 3 921 tonnes en 2024 soit 33 % des déchets (avec gravats).

### MODES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DE DÉCHÈTERIES (AVEC GRAVATS) (EN TONNES)



Graphique 9 : Modes de traitement des déchets de déchèteries en tonne de 2021 à 2024

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

51

## 3.3.2. RECYCLAGE DES EMBALLAGES ISSUS DE LA COLLECTE SEPARÉE

Une fois collectés, les emballages légers (hors verre et papiers séparés) triés par les habitants sont transportés jusqu'au centre de tri de la DRIMM à Montech. Les différents matériaux sont séparés puis expédiés vers des repreneurs.

On observe une légère augmentation des quantités de déchets collectés et apportés au centre de tri en 2024 :

- 2 440 tonnes en 2024
- 2 374 tonnes en 2023
- 2 468 tonnes en 2022
- 2 505 tonnes en 2021

En 2024, le taux de refus de tri a légèrement diminué en passant à 25% du poids de la collecte sélective, par rapport à 2023 (29%) mais reste supérieur à 2021-2022 (19%). Avec 601 tonnes (25%), la quantité de refus de tri est trop importante. Les taux de refus de tri s'explique par différentes raisons, dont à notre sens le fonctionnement du centre de tri et un processus vieillissant.

Ces refus de tri sont enfouis au centre d'enfouissement de la DRIMM à Montech. Après déduction des refus de tri, 1 839 tonnes de déchets recyclables sont reçues en centre de tri pour valorisation.

Les refus de tri correspondent à des déchets mal triés et qui ne devaient pas être triés. Enchâssés par la collecte sélective, une fois arrivés au centre de tri, des déchets sont déchantés et envoyés directement en enfouissement.

| MATÉRIAUX                           | Tonnage<br>recyclé<br>2022 | Tonnage<br>recyclé<br>2023 | Tonnage<br>recyclé<br>2024 | Evolution<br>23-24 en % |
|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------|
| Emballages en acier                 | 96,7                       | 80,3                       | 80,0                       | 0%                      |
| Emballages en aluminium             | 11,0                       | 11,2                       | 20,7                       | 85%                     |
| Emballages en papier/carton         | 1384,0                     | 1165,4                     | 1392,6                     | 19%                     |
| Briques alimentaires                | 33,9                       | 42,1                       | 47,2                       | 12%                     |
| Emballages en plastique             | 330,9                      | 298,4                      | 301,8                      | 1%                      |
| <b>SOUS-TOTAL EMBALLAGES LÉGERS</b> | <b>1856,5</b>              | <b>1597,4</b>              | <b>1842,3</b>              | <b>15%</b>              |

En 2024, la quantité recyclée d'emballages légers (hors verre et papiers séparés) est de 1 842.3 tonnes.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

32

## 3.3.3. RECYCLAGE DES PAPIERS ET DU VERRE ISSUS DE LA COLLECTE EN BORNES

| MATERIAUX                                | Tonnage<br>recyclé<br>2022 | Tonnage<br>recyclé<br>2023 | Tonnage<br>recyclé 2024 | Evolution % |
|------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------|
| Emballages en verre (collectés en borne) | 1465                       | 1412                       | 1406.5                  | 0%          |
| Papiers (collectés en borne)             | 258                        | 220                        | 206.7                   | -6%         |

Les papiers collectés dans les bornes à papiers (206 tonnes) sont acheminés directement au centre de tri de la DRIMM où ils sont repris pour être valorisés. On observe une forte baisse des tonnages de papiers collectés dans les bornes qui s'explique par la baisse de la consommation du papier d'une manière générale.

Les emballages en verre que les habitants apportent dans les bornes à verre dédiées à ce matériau sont acheminés vers la Verrerie Ouvrière d'Albi (VOA). En 2024, 1 406 tonnes de verre ont été valorisées.

Pour conclure, valorisation emballages légers, verre et papiers :

| MATERIAUX                                     | Tonnage<br>recyclé 2022 | Tonnage<br>recyclé 2023 | Tonnage<br>recyclé 2024 | Evolution<br>% |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|
| Emballages en verre                           | 1465                    | 1412                    | 1406.5                  | 0%             |
| Papiers (collectés séparément)                | 258                     | 220                     | 206.7                   | -6%            |
| Emballages légers                             | 1856.5                  | 1597.4                  | 1842.3                  | 15%            |
| TOTAL EMBALLAGES LEGERES,<br>VERRE ET PAPIERS | 3 579.5                 | 3 229.4                 | 3455.5                  | 7%             |

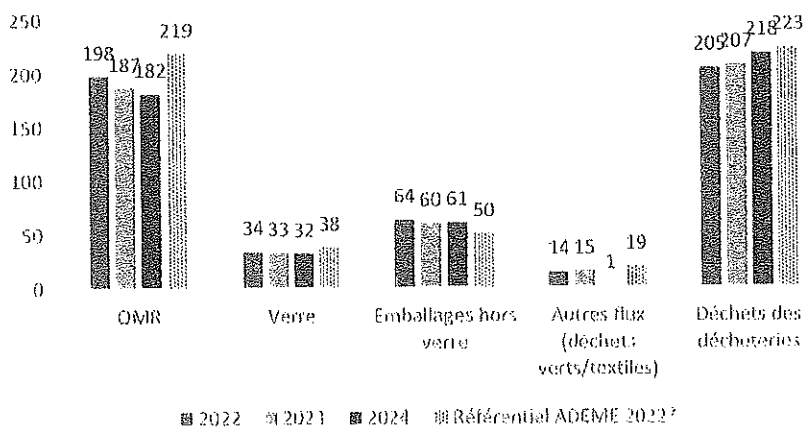
#### 4. MODALITES D'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

##### 4.1. Organisation du service public des déchets - restitution

| Année 2024                    | Ordures ménagères                  | Recyclables secs des OM hors verre | Verre           | Déchets verts              | Déchèteries                     |
|-------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------|
| <b>Fréquence majoritaire</b>  | 1 fois par semaine                 | 2 fois par mois                    | 1 fois par mois |                            | 3 déchèteries                   |
| <b>Collecte et contenants</b> | PAP + AV<br>Régie                  | PAP + AV<br>Régie                  | PAV<br>Régie    | AV,<br>déchèterie<br>Régie | en régle +1<br>en<br>prestation |
| <b>Transport / Transfert</b>  | Régie                              | Régie                              | Régie           | Régie                      | -                               |
| <b>Traitement</b>             | Enfouissement<br>géré par la DRIMM | Tri géré par la DRIMM              |                 | Géré par la<br>DRIMM       |                                 |

##### 4.2. Indicateurs de suivi

Evolution des ratios par flux (kg/hab.)



Graphique 10 : Evolution des ratios par flux

\* issue du référentiel national ADEME - Mixte à dominante rurale

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

34

## 5. Suivi post-exploitation de l'ISDND de Reyniès

### 5.1. Introduction

Au cours de son exploitation, l'ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) a été géré successivement par 3 collectivités (1983-2013 SICTOM des Vallées du Tescou et du Tarn, 2013-2017 CC Territoire de Grisolles et Villebrumier, 2017- CC Grand Sud Tarn et Garonne).

En 2024, le site est exploité par la CC Grand Sud Tarn et Garonne, sous la Présidence de Madame Marie Claude NEGRE et la Vice-Présidence de Monsieur Jérôme BEQ. Le suivi technique est assuré par le pôle Environnement.

#### 5.1.1. LOCALISATION

L'ISDND est localisée au Nord du territoire de la commune de Reyniès, à la frontière avec la commune de St-Nauphary dans le département du Tarn-et-Garonne (82). Elle est située au 650 chemin de Débat, 82370 REYNIES.

#### 5.1.2. HISTORIQUE DU SITE

Avant la création de l'ISDND, le site était constitué de parcelles agricoles et de taillis. L'Arrêté Préfectoral (AP) initial d'exploiter du 25 janvier 1983 autorise la création d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères. L'autorisation de poursuivre l'exploitation fait ensuite l'objet de l'AP du 12 juillet 2004, complété de plusieurs Arrêtés Préfectoraux Complémentaires (APC) dont le dernier date du 16 janvier 2018.

Sont rappelée ci-dessous le classement ICPE du site actualisé par l'APC n° 82-2018-01-16-002 du 16 janvier 2018 :

| Rubrique et libellé                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Quantité, puissance ou volume autorisé | Régime |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------|
| <b>3540</b> Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L.541- 30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25000 tonnes         | 17,3 t/j                               | A      |
| <b>2760-2</b> Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 ; 2. Installation de stockage de déchets non dangereux                                                                                                                                                     | 4 500 t/an                             | A      |
| <b>2760-3</b> Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 ; 3. Installation de stockage de déchets inertes                                                                                                                                                           | 500 t/an                               | E      |
| <b>2710-1b</b> Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ; 1. Collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.                                   | 4 t                                    | DC     |
| <b>2710-2c</b> Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ; 2. Collecte de déchets non dangereux. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : c. supérieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> et inférieure à 300 m <sup>3</sup> . | 200 m <sup>3</sup>                     | D      |

A : Autorisation E : Enregistrement DC : Déclaration avec contrôle périodique D : Déclaration

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

35

## Rappel de l'activité du site

Concernant les activités de l'ISDND, elles débutent en 1984 avec le remplissage progressif de l'alvéole n°1. Entre 1984 et 2017, neuf alvéoles sont exploitées successivement ou en parallèle (alvéoles n°4 et n°5). La capacité de stockage de l'installation est de 4 500 t/an. Elle reçoit environ 85% d'ordures ménagères résiduelles et 15% de déchets industriels banals et tout-venant.

L'alvéole n°9 est fermée le 30 juin 2017 à environ 85% de sa capacité de stockage maximale. Les données disponibles sur l'exploitation des différentes alvéoles sont présentées dans le tableau ci-après.

| Casier/alvéole | Superficie           | Début | Fin  | Tonnage (environ) |
|----------------|----------------------|-------|------|-------------------|
| 1              | 4 000 m <sup>2</sup> | 1984  | 1987 | 22 000            |
| 2              | 4 000 m <sup>2</sup> | 1988  | 1991 | 22 000            |
| 3              | 4 000 m <sup>2</sup> | 1992  | 1995 | 16 500            |
| 4              | 5 000 m <sup>2</sup> | 1996  | 2003 | 35 000            |
| 5              | 5 000 m <sup>2</sup> |       |      |                   |
| 6              | 2 000 m <sup>2</sup> | 2004  | 2007 | 12 700            |
| 7              | 2 200 m <sup>2</sup> | 2007  | 2010 | 13 800            |
| 8              |                      | 2011  | 2014 | >11 950*          |
| 9 (85%)        |                      | 2014  | 2017 |                   |

\* Données 2013

Remarque : Un pont-bascule est installé en 1995. Les tonnages réceptionnés auparavant sont issus d'estimations de l'exploitant.

Ces lixiviats sont traités par un système de huit bassins de lagunage-évaporation répartis sur l'ensemble du périmètre de l'ISDND. L'une des lagunes est sous serre pour permettre une meilleure évaporation des effluents (L5).

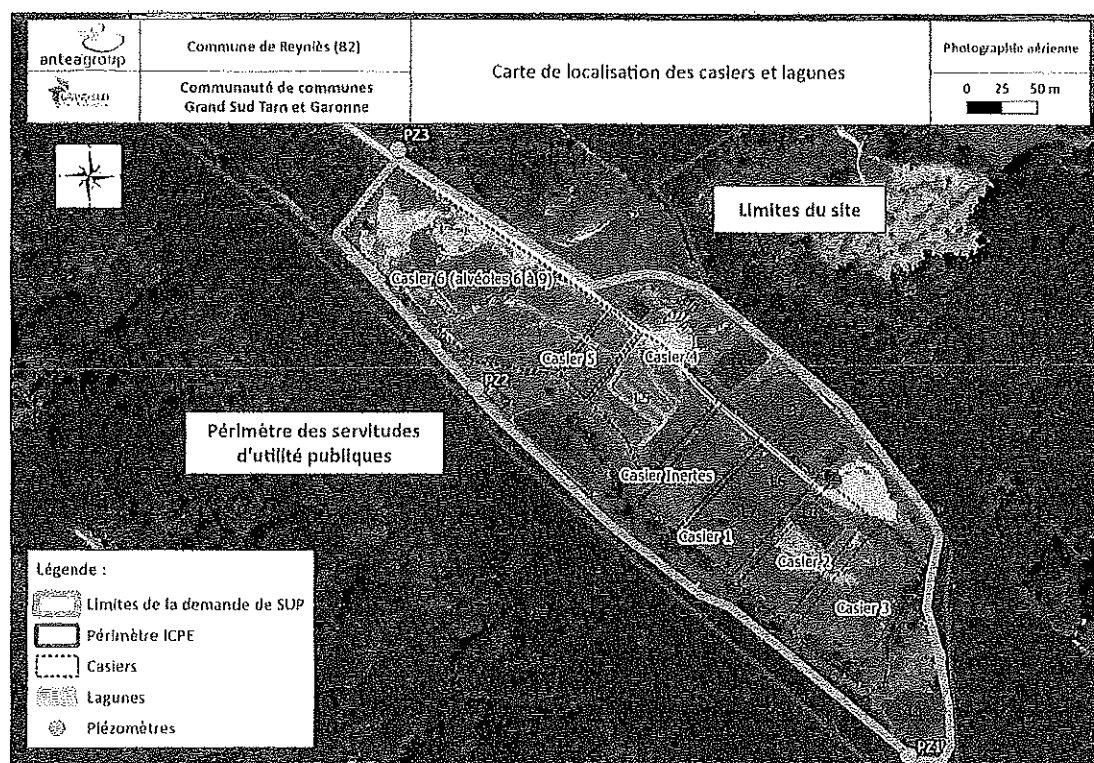
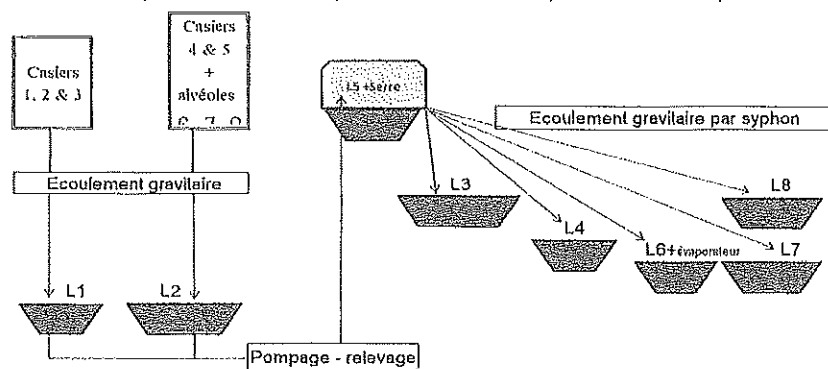
Le tableau suivant synthétise les données disponibles concernant les lagunes du site.

| Lagune      | Mise en conformité    | Superficie           | Capacité (m <sup>3</sup> ) | Profondeur | Provenance effluents                     |
|-------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|------------|------------------------------------------|
| L1          | Ancienne exploitation | 1 278 m <sup>2</sup> | 1 822                      | 1,55 m     | Casiers 1, 2 et 3                        |
| L2          | oct-04                | 2 000 m <sup>2</sup> | 1 650                      | 1,35 m     | Casiers 4 et 5,<br>Alvéoles 6, 7, 8 et 9 |
| L3          | nov-05                | 2 463 m <sup>2</sup> | 3 200                      | 1,25 m     | L5                                       |
| L4          | oct-04                | 857 m <sup>2</sup>   | 750                        | 1,40 m     | L5                                       |
| L5 couverte | nov-07                | 469 m <sup>2</sup>   | 418                        | 0,85 m     | L1 et L2                                 |
| L6          | juil-08               | 721 m <sup>2</sup>   | 930                        | 1,25 m     | L5                                       |
| L7          | janv-09               | 677 m <sup>2</sup>   | 950                        | 1,50 m     | L5                                       |
| L8          | févr-14               | 800 m <sup>2</sup>   | 1 120                      | 1,40 m     | L5                                       |

Le principe d'exploitation des lagunes est présenté ci-après.

La lagune 1 reçoit gravitairement les lixiviats des casiers 1, 2 et 3. La Lagune 2 reçoit gravitairement les lixiviats des casiers 4, 5 et des alvéoles 6 à 9. Un relevage des lagunes 1 et 2 est réalisé par pompage vers L5, puis une distribution gravitaire par siphon s'effectue vers les lagunes 3, 4, 6, 7 et 8.

Les différents casiers et lagunes mentionnés précédemment sont présentés sur le plan ci-dessous.



### 5.1.3. CESSATION D'ACTIVITÉ - AMÉNAGEMENTS

La dernière alvéole (n°9) a été fermée à 85% de sa capacité le 30 juin 2017.

Conformément à l'article 38 de l'AP du 12 juillet 2004, l'ensemble des installations nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats présents pendant l'exploitation de l'ISDND, reste en place.

La clôture du site et le portail donnant sur l'ISDND sont également maintenus.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

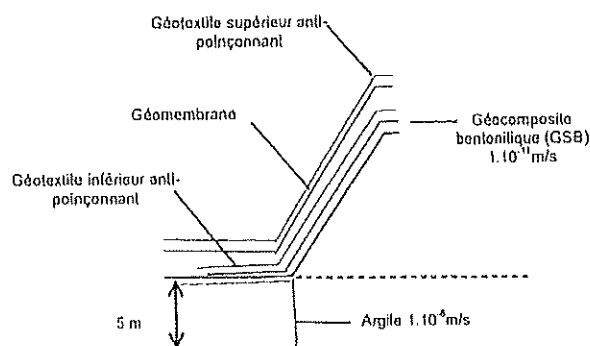
082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

37

La couverture de chaque alvéole est réalisée selon les prescriptions applicables au moment de sa fermeture. Les aménagements réalisés sont ainsi rappelés dans le tableau ci-après :

| Casiers 1 à Casier 5 / Alvéole | Flancs          | Couverture                             | Tests de perméabilité | Dispositif d'étanchéité |
|--------------------------------|-----------------|----------------------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 5                              | Terre argileuse | 2 m de terre argileuse, et végétalisée | Non                   | Non                     |

|                           |                                        |                                                                                                 |                                                                                                                   |
|---------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Casier 6 (Alvéoles 8 à 9) | Matériaux argileux sur 1 m d'épaisseur | 0,6 m d'épaisseur de terre argileuse, Géotextile drainant, 0,8 m d'épaisseur de terre argileuse | $<10^{-9}$ m/s sur 1 mètre puis $<10^{-9}$ m/s sur au moins 5 mètres ; ou géotextile perméabilité $<10^{-11}$ m/s |
|---------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



Les alvéoles 8 et 9 ont bénéficié au cours de leur exploitation de couvertures provisoires hebdomadaires : après le remplissage d'une couche de déchets compactés d'environ 1,5 m d'épaisseur, une couche de terre argileuse de 10 cm d'épaisseur est déposée.

### 5.2. Mesures d'entretien et de suivi 2024

Les mesures de suivi et de surveillances sont réalisées conformément à l'arrêté du 15/02/16 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et à l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 12/07/2004 relatif à l'exploitation d'un centre de stockage de déchets ultimes sur la commune de Reyniès.

Les mesures sont les suivantes :

- Lagunes (APC article 25) :
  - o Contrôle de l'étanchéité des lagunes tous les 5 ans
  - o Mesure des hauteurs de lixiviats dans les lagunes tous les mois
  - o Tenue d'un registre de pompage des lagunes
  - o Analyses semestrielles des lixiviats
- Bassins d'Eaux Pluviales (BEP) (APC article 26) :
  - o Analyse des eaux pluviales avant rejet
  - o Analyses annuelles des eaux pluviales dans les BEP (APC article 26)
  - o Tenue d'un registre de pompage des BEP
- Piézomètres (APC article 27) :
  - o Analyses annuelles
- Ruisseau (APC article 28) :
  - o Analyses trimestrielles
- Biogaz (APC article 30) :
  - o Contrôle annuel de la quantité et de la qualité du biogaz
  - o Analyses annuelles des émissions de la torchère

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

38

Conformément à l'article 39 de l'annexe de l'AP du 12 juillet 2004, le programme de suivi de l'ensemble du site est prévu pour une période d'au moins 5 ans (lixiviats, biogaz et qualité des eaux souterraines).

**5.2.1. SUIVI DE LA STABILITE DES COUVERTURES**

Le suivi de la stabilité des couvertures est effectué visuellement mensuellement par un agent de la CCGSTG ainsi que ponctuellement via des relevés topographiques réalisés par des prestataires externes.

Les derniers relevés topographiques ont été réalisés en 2017 et en 2020.

**5.2.2. SUIVI DE LA PRODUCTION DE BIOGAZ ET DU FONCTIONNEMENT DE LA TORCHERE**

Le suivi de la production de biogaz est effectué par un agent de la CCGSTG.

Conformément à l'article 13 de l'AP du 12 juillet 2004, chaque alvéole est équipée d'un puit de biogaz et d'une tête de puits permettant un contrôle de sa qualité et de sa quantité. Le réseau de collecte est raccordé à la torchère du site.

La torchère assure le respect des prescriptions de l'AP de production maximale de 50 Nm<sup>3</sup>/h pour un biogaz à 50% de CH<sub>4</sub>.

En 2024, un contrôle des rejets de la torchère a été réalisé par le BE IRH. Les rejets de la torchère sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral ministériel du 2 février 1998.

**5.2.3. SUIVI DU NIVEAU DES LAGUNES**

Le suivi du niveau des lagunes est effectué par un agent de la CCGSTG afin de contrôler le seuil de remplissage de celles-ci et déclencher les opérations de pompage si nécessaire pour rééquilibrer les niveaux.

Les niveaux relevés dans chaque lagune en 2024 sont donnés ci-après.

| (cm) | Profondeur<br>Lagune | Janvier | Juillet | Septembre | Octobre | Novembre |
|------|----------------------|---------|---------|-----------|---------|----------|
| Date |                      | 16-janv | 17-juil | 04-sept   | 15-oct  | 20-nov   |
| L1   | 155                  | 115     | 129     | 115       | 115     | 121      |
| L2   | 135                  | 105     | 113     | 102       | 105     | 115      |
| L3   | 125                  | 107     | 94      | 84        | 85      | POMPAGE  |
| L4   | 140                  | 120     | VIDE    | VIDE      | VIDE    | VIDE     |
| L5   | 85                   | 13      | 65      | 65        | 65      | 65       |
| L6   | 125                  | 113     | 75      | 76        | 78      | POMPAGE  |
| L7   | 150                  | 104     | 108     | 92        | 95      | 105      |
| L8   | 140                  | 98      | 110     | 102       | 105     | 113      |

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

39

#### 5.2.4. SUIVI DE LA QUALITÉ DES LIXIVIATS

Des analyses de la composition des lixiviats sont réalisées par un prestataire externe, les résultats 2024 présentés en Annexe 1 permettent de comparer le comportement des lixiviats dans les différentes lagunes suivant leur exposition et les casiers d'origine. Il est constaté une concentration des lixiviats dans les lagunes particulièrement exposées au soleil et aux vents.

#### 5.2.5. ANALYSES ENVIRONNEMENTALES

Le suivi de qualité des eaux superficielles et souterraines est effectué par un prestataire externe (piézomètres, bassins pluviaux et ruisseau).

##### Piezomètres

Concernant les eaux souterraines, le site est équipé de 3 piézomètres :

- PZ1 est situé en aval hydrogéologique du site au niveau des casiers 1 à 3 ainsi que de la lagune L1
- PZ2 est situé en amont hydrogéologique des casiers ne disposant pas de dispositif d'étanchéité (casiers 1 à 5) et en aval de casier 6
- PZ3 est situé en amont hydrogéologique du site

Les analyses sont réalisées annuellement, les résultats 2024 sont présentés dans l'Annexe 2.

L'objectif de ces prélèvements est de comparer la qualité des eaux en amont et en aval du site afin de s'assurer qu'il n'y a pas de pollution par le sol.

Les résultats 2024 ne permettent pas de comparer la qualité des eaux en l'absence de prélèvement possible sur les piézomètres 2 et 3, certainement due à la période de nappe basse lors de laquelle ont été réalisés ces prélèvements.

Pour l'année 2025, les prélèvements seront réalisés en période de nappe haute afin de vérifier le bon fonctionnement des piézomètres et de pouvoir effectuer des comparatifs.

##### Bassins d'Eaux Pluviales

Le dispositif de récupération des eaux pluviales est constitué d'un réseau de fossés reliés à trois bassins tampon afin de permettre leur contrôle avant rejet vers le milieu naturel.

Le rejet des eaux des bassins d'eaux pluviales est soumis aux résultats suivants :

- pH compris entre 5 et 9
- DCO inférieure à 90mgO<sub>2</sub>/L
- NH<sub>4</sub> inférieur à 5mg/L

Les analyses sont réalisées annuellement et également avant rejet, les résultats 2024 sont présentés en Annexe 3.

Les analyses effectuées ont permis de rejeter les eaux des bassins pour lesquels c'était possible.

##### Ruisseau

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

40

L'APC du 12 juillet 2004 demande une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux du ruisseau en contre-bas du site lorsqu'il coule. Pour ce faire des analyses sont effectuées par un prestataire extérieur. Les résultats 2024 sont présentés en Annexe 4.

**5.2.6. REGISTRES DE POMPAGES**

Les opérations de transfert de lixiviats et de vidange des BEP sont effectuées par un agent de la CCGSTG suivant les relevés présentés précédemment.

Les pompages effectués en 2024 sont les suivants :

| DATE       | DE ... VERS ... | QUANTITÉ (m3) |
|------------|-----------------|---------------|
| 17/07/2024 | L2 vers L5      | 153.29        |
| 03/12/2024 | L2 vers L5      | 412.24        |

**5.2.7. ENTRETIEN GÉNÉRAL (TONTE, ENTRETIEN CLÔTURES, RESTAU BIOGAZ, TORCHÈRE ...)**

Les opérations d'entretien général (fauchage, entretien des clôtures et des haies, petites interventions sur le réseau de biogaz et sur la torchère, entretien et petites réparations des pompes) sont effectuées par un agent de la CCGSTG.

Les interventions 2024 ont été les suivantes :

| DATE       | OPERATION                                                               |
|------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 10/07/2024 | Entretien réseau biogaz<br>Entretien digue L1<br>Tonte                  |
| 17/07/2024 | Nettoyage compteur<br>Réparation clôture<br>Graissage torchère<br>Tonte |
| 04/08/2024 | Graissage torchère<br>Nettoyage pompe L2                                |
| 24/09/2024 | Intervention prestataire révision pompe de relevage L2                  |
| 15/10/2024 | Réparation clôture<br>Graissage torchère                                |
| 26/11/2024 | Surveillance clôture                                                    |

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

41

### 5.3. Evénements particuliers 2024

#### 5.3.1. CONTROLE DREAL 11/01/2024

Suite à l'AP82-2021-08-03-00001, un contrôle a été effectué par les services de la DREAL le 11/01/2024 afin de lever les réserves émises. Sur les 7 non conformités relevées, seule une persiste (vérification de l'étanchéité des lagunes). La CCGSTG présente lors de ce contrôle le résultat d'une étude de gestion des lixiviats et de planification de ces tests d'étanchéité via un plan triennal de vidange.

#### 5.3.2. INCIDENT 11/01/2024

Un dysfonctionnement de l'organe de sécurité de la pompe de relevage de L2 vers L5 a causé un débordement de L5 constaté le 11/01/2024.

Cet incident a fait l'objet d'une notification d'accident/incident auprès des services de la DREAL.

#### 5.3.3. SCHEMA D'EVACUATION DES LIXIVIATS

En 2023, la CCGSTG a confié à SETEC ÉNERGIE ENVIRONNEMENT une mission d'étude de faisabilité pour l'élaboration d'un programme de gestion/résorption des lixiviats présents et futurs du site.

Cette étude présente 3 scénarios de gestion des lixiviats avec des durées d'exécution allant de 6 à 24 mois et des coûts de 670K€ TTC à 975K€ TTC.

Un scénario soutenable par la CCGSTG a été choisi et présenté aux services de l'État pour accord, ce scénario a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire prouvant l'engagement de la CCGSTG à réaliser les travaux présentés.

Le choix s'est porté sur un scénario sur 24 mois avec vidange et tests d'étanchéité progressifs des lagunes. Les lagunes 3 et 4 seront alors vidées et non reremplies et la lagune 1 (lagune en argile non bâchée) remplacée par un ouvrage dont l'étanchéité sera prouvée.

#### 5.3.4. TRANSPORT ET TRAITEMENT DES BOUES ET DES LIXIVIATS

Suite à l'APC82-2024-03-20-00002, la CCGSTG s'est engagée sur un plan triennal de vidange des lagunes afin de faire vérifier l'étanchéité de celles-ci.

Ainsi au vu des montants prévisionnels, une consultation formalisée a été réalisée pour le transport et le traitement des lixiviats et des boues de l'ISDND.

Les volumes évacués en 2024 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Lagune | Période                | Boues/Lixiviats | Quantité (T) |
|--------|------------------------|-----------------|--------------|
| L4     | Avril Mai 2024         | Lixiviats       | 909.48       |
| L4     | Mai Juin 2024          | Boues           | 237.36       |
| L6     | Mai Juin 2024          | Lixiviats       | 390.16       |
| L3     | Juillet 2024           | Lixiviats       | 459.82       |
| L6     | Octobre 2024           | Lixiviats       | 535.72       |
| L6     | Décembre 2024          | Boues           | 143.12       |
| L3     | Novembre Décembre 2024 | Lixiviats       | 2380.58      |

Ainsi l'étanchéité des lagunes 4 et 6 a pu être vérifiée en 2024.

AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

42

#### 5.3.5. CAMPAGNE DE MESURE DES PFAS

Conformément à l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, la CCGSTG a été dans l'obligation de réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement.

Les résultats de cette campagne ont été transmis aux services de l'état dans l'outil GIDAF, ils sont présentés dans l'Annexe 5.

#### 5.4. Projections 2025

Les objectifs de l'exploitant pour l'année 2025 sont :

- Poursuite des mesures de suivi générales
- Vidage et test d'étanchéité sur les lagunes 2,5 et 7
- Etablissement d'un relevé topographique à 5 ans du dernier pour comparatif de la stabilité des couvertures
- Arrêt de l'exploitation de l'ISDI avec fermeture du site
- Avancée du projet Photovoltaïque sur le site : création de la SPV et dépôt du permis de construire

## PARTIE 3 : INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

## 1. BUDGET, COUT DU SERVICE ET FINANCEMENT

## 1.1. Montant annuel global des dépenses et recettes liées au budget du service de gestion des déchets

Pour l'année 2024, le Compte Financier Unique (CFU) du Budget Annexe du Service de gestion des déchets fait apparaître les réalisations de l'exercice suivants :

- ➔ 6 549 989.78 € TTC en dépenses en fonctionnement
- ➔ 6 829 610.99 € TTC en recettes de fonctionnement

La section d'investissement se compose quant à elle comme suit :

- ➔ 1 900 300.63 € TTC en dépenses d'investissement
- ➔ 1 561 581.97 € TTC en recettes d'investissement

## 1.2. Analyse et évolution des coûts du service public

La CCGSTG utilise la méthode « *ComptaCoût* » promue par l'ADEME pour retraiter les données issues du compte administratif et analyser les charges et produits liés au service de gestion des déchets. Cette analyse prend uniquement en compte les dépenses et recettes d'exploitation de l'exercice 2024. Les dotations aux amortissements sont retraitées sur une base de durée standardisée ADEME conformément à la méthodologie « *ComptaCoût* » utilisée. Certaines dépenses de charges exceptionnelles de l'exercice ne sont également pas prises en compte.

Ainsi les coûts sont ventilés par étape technique (Prévention, collecte, traitement) et par flux de déchets (OMR / Verre / Recyclables secs hors verre / Papiers / Déchets en déchèterie / Déchets verts).

Le coût net (ou coût aidé) est constitué de l'ensemble des charges moins les produits industriels, les soutiens des organismes agréés et les aides publiques. En 2024, le coût aidé s'établit à 5.01 M€ HT ce qui équivaut à 115 € HT par habitant pour une population municipale INSEE de 43 507 habitants en 2024. Si on y ajoute la TVA, le cout aidé TTC est de 123 € par habitant.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

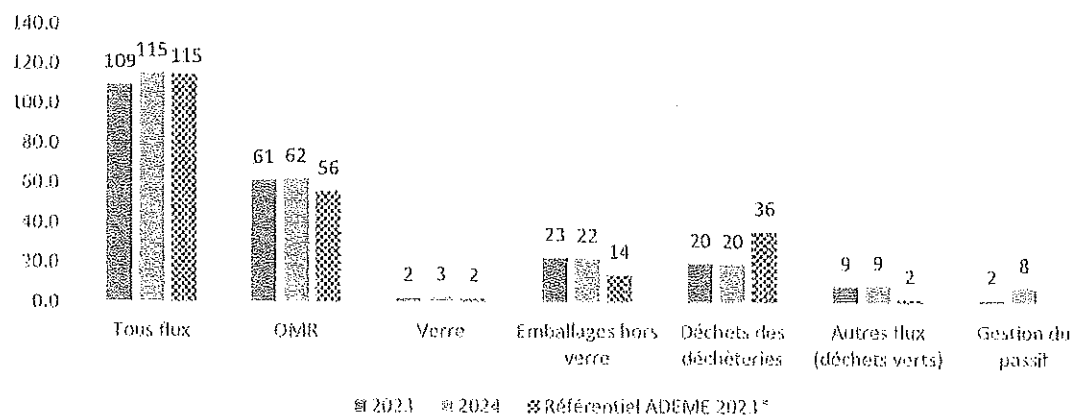
082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

44

| Année 2024<br>Montants HT | Flux de déchets                     |                     |                                        |                          |                  |                      | Total          |
|---------------------------|-------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|--------------------------|------------------|----------------------|----------------|
|                           | Ordures<br>ménagères<br>résiduelles | Emballages<br>verre | Papiers et<br>emballages<br>hors verre | Déchets en<br>déchèterie | Déchets<br>verts | Gestion du<br>passif |                |
| Coût complet              | 2<br>705 621 €                      | 164 270 €           | 1<br>635 108 €                         | 1<br>067 743 €           | 22 208 €         | 343 905 €            | 5<br>938 935 € |
| Coût technique            | 2<br>698 793 €                      | 129 533 €           | 1<br>459 993 €                         | 929 184 €                | 20 612 €         | 343 905 €            | 5<br>582 020 € |
| Coût partage              | 2<br>698 793 €                      | 117 454 €           | 963 326 €                              | 866 888 €                | 20 612 €         | 343 905 €            | 5<br>010 978 € |
| Coût aidé HT              | 2<br>698 168 €                      | 117 454 €           | 963 326 €                              | 866 888 €                | 20 612 €         | 343 905 €            | 5<br>010 353 € |
| TVA acquittée             | 168 550 €                           | 7 343 €             | 69 344 €                               | 46 992 €                 | 974 €            | 48 284 €             | 341 487 €      |
| Coût aidé TTC             | 2<br>866 718 €                      | 124 797 €           | 1<br>032 670 €                         | 913 880 €                | 21 586 €         | 392 189 €            | 5<br>351 840 € |
| Financement<br>déchets    |                                     |                     |                                        |                          |                  |                      | 5<br>606 724 € |

Les coûts en euros HT par habitant :

## Evolution du coût aidé (en € par habitant)



\* Données issues du référentiel national des coûts 2023

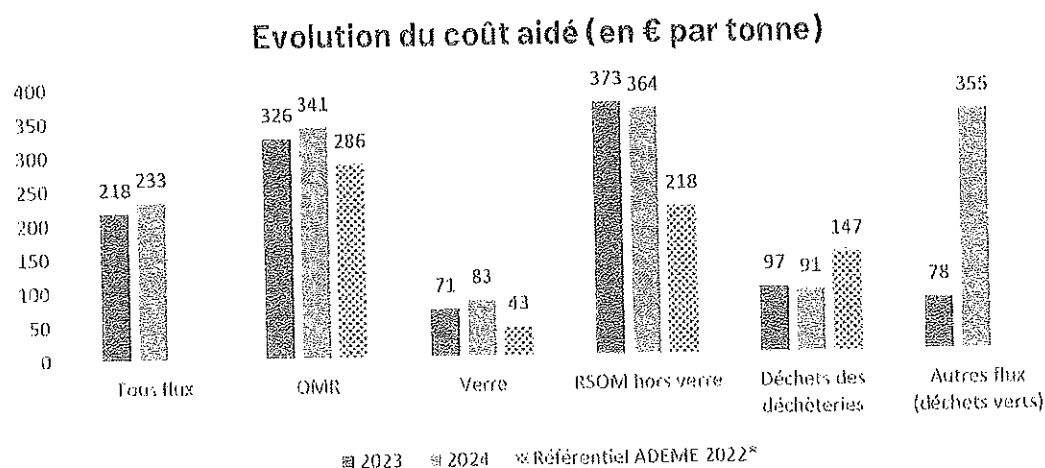
Graphique 11 : Evolution du coût aidé en € par habitant

Entre 2023 et 2024 le coût aidé HT est passé de 109 € à 115 € HTVA sous l'effet de la très forte augmentation du coût de collecte et de traitement des OMR (bac noir). Cela s'explique par la hausse de la TGAP et du prix pratiqué dans le cadre du nouveau marché par le prestataire qui exploite l'installation de stockage de Montech.

Le coût aidé par habitant des emballages a connu une légère baisse entre 2023 et 2024, en passant de 23 € HT/hab à 22 € HT/hab. Cela s'explique par une augmentation des recettes de ventes d'emballages (125 714 € en 2023 et 161 694 € en 2024).

Le coût aidé pour le recyclage de la CCGSTG reste plus important que le référentiel national mixte à dominante rurale, cela s'explique en partie par la collecte en porte à porte de la quasi-totalité des emballages avec l'extension des consignes de tri, et des coûts de prestation de tri des emballages élevés.

Les coûts en euros HT par tonne :



Graphique I2 : Evolution du coût aidé en € par tonne

L'évolution des coûts aidés à la tonne suit logiquement la même tendance que ceux à l'habitant.

Ainsi tous flux confondus, une tonne de déchets coûte **15 € de plus (+ 7%)** entre 2023 (218 €/t) et 2024 (233€/t).

On observe une augmentation du **coût des OMR à la tonne, (+ 15 €)** entre 2023 et 2024 qui s'explique par :

- Une hausse de la TGAP
- Une hausse de carburant
- Des investissements pour les colonnes enterrées

Ces augmentations incombent également au flux « Recyclables hors verre » :

- augmentation de carburant
- investissement colonnes enterrées

Cependant, le **coût aidé « Recyclables hors verre »** est lui légèrement en baisse, cela s'explique par une augmentation des recettes de ventes d'emballages (125 714 € en 2023 et 161 694 € en 2024). Le coût des recyclables reste plus élevé que la moyenne mixte à dominante rurale car les coûts de traitement sont élevés et en augmentation.

Concernant le **verre**, le **coût aidé à la tonne** a augmenté ce qui s'explique par une augmentation de carburant et de personnel comme pour tous les autres flux. Cette augmentation a été accentuée par les investissements sur les colonnes enterrées (pré-collecte).

Concernant les **coûts en déchèteries**, on observe une légère baisse du coût aidé par tonne car malgré une légère augmentation des tonnages en déchèterie (+ 575 tonnes (hors gravats) entre 2023 et 2024), les recettes de ventes de matériaux ont fortement augmenté en 2024.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

46

### 1.3. Le financement du service public

Sur le territoire de la CCGSTG, le service public d'enlèvement des ordures ménagères est financé par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

La CCGSTG a institué la Redevance Spéciale destinée à financer la collecte et le traitement des déchets non ménagers assimilables aux ordures ménagères.

|                                              | € TTC                                                   | €/hab TTC. |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------|
| Coût aidé TTC du service public              | 5 352 k€                                                | 123 €      |
| Niveau de financement, dont :                | 5 607 k€                                                | 128.9 €    |
| TEOM                                         | 5 303 550 €                                             |            |
| REOM                                         | /                                                       | /          |
| Redevance spéciale et facturation à l'usager | RS 299 617.65 €*<br>Facturation pro déchèteries 7 295 € |            |

Taux de couverture du coût aidé par contribuable : 105%

\*Montant de la RS facturé après annulations et réductions pour 2024

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

47

### 1.3.1. REDEVANCE SPECIALE D'ELIMINATION DES DECHETS

En application de l'article L 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, la CCGSTG a institué la Redevance Spéciale (RS) destinée à financer la collecte et le traitement des déchets non ménagers assimilables aux ordures ménagères.

Le règlement de service et les modalités d'organisation du service ont été adoptés par la délibération n° 2021.07.01-167 du Conseil Communautaire du 1 juillet 2021 puis complété par la délibération n°2023.06.29-189 précisant la date d'effet des nouveaux tarifs.

Les tarifs ont été validés par la délibération n°2018.05.03-100 du Conseil Communautaire du 3 mai 2018, puis une augmentation du barème du calcul de la redevance spéciale a été adopté par la délibération n°2023.04.13-105.

Le règlement de redevance spéciale de la CCGSTG précise notamment que :

- Les petits producteurs (moins de 700 litres hebdomadaires) ne sont pas soumis à la redevance spéciale. Le service minimum est couvert par la TEOM.
- La collecte d'emballages recyclables (CS) est facturée 4 fois moins cher au litre que la collecte des ordures ménagères (OM).
- Le montant de la redevance spéciale est calculé à partir d'un forfait annuel, auquel s'ajoute le produit du volume des bacs par la fréquence de collecte par semaine, par le nombre de semaines annuelles d'activité (52 semaines) par le prix au litre (révisable chaque année).

En 2024, la redevance spéciale s'applique aux professionnels et aux collectivités dont les déchets sont collectés par les services de la CCGSTG suivant la tarification suivante :

|                                                 | Depuis 1 <sup>er</sup> juillet 2023 |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Un forfait annuel                               | 120 €                               |
| Coût des Ordures Ménagères Résiduelles au litre | 0.0216 €                            |
| Coût de la collecte Sélective au litre          | 0.0054 €                            |

La Redevance Spéciale est calculée à partir des éléments suivants :

- A. Le forfait annuel
- B. Les volumes hebdomadaires de déchets déclarés par le redevable (en litres produits) selon le flux collecté
- C. Le nombre de collecte des déchets par semaine
- D. Le nombre annuel de semaines d'activité de l'établissement, tenant compte de la saisonnalité de l'activité
- E. Le tarif au litre tenant compte du coût de la collecte et du traitement de déchets selon le flux collecté

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

48

La formule de calcul est la suivante pour chaque flux collecté :

$$\text{Montant de la redevance spéciale} = A + (B \times C \times D \times E) - (TEOM n-1)$$

## Bilan facturation RS

|                 | 2024         | 2023         | 2022         |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|
| Montant facturé | 299 617,65 € | 316 220,37 € | 297 894,13 € |

\*les montants facturés tiennent compte des réductions de titres effectuées au cours de l'année mais pas des annulations postérieures

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

49

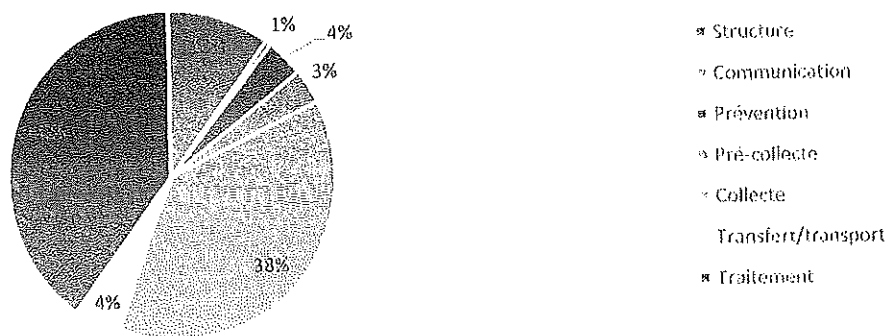
## 2. STRUCTURE DU COUT

### 2.1. La nature des charges (ou coût complet par étape technique, tous flux confondus)

| Postes de charge                          | Charges<br>en k€ HT<br>2022 | Charges<br>en k€ HT<br>2023 | Charges<br>en k€ HT<br>2024 |
|-------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Structure                                 | 488 k€                      | 571 k€                      | 598 k€                      |
| Communication                             | 43 k€                       | 70 k€                       | 31 k€                       |
| Prévention                                | 140 k€                      | 174 k€                      | 226 k€                      |
| Pré-collecte                              | 104 k€                      | 176 k€                      | 197 k€                      |
| Collecte                                  | 2 258 k€                    | 2 231 k€                    | 2 273 k€                    |
| Transfert/transport                       | 366 k€                      | 288 k€                      | 252 k€                      |
| Traitement                                | 2 023 k€                    | 2 040 k€                    | 2 362 k€                    |
| <b>Total charges<br/>matrice en k€ HT</b> | <b>5 422 k€</b>             | <b>5 553 k€</b>             | <b>5 939 k€</b>             |

En 2024, les dépenses de prévention et gestion des déchets s'élèvent à 5 939 k€. Les principales charges du service déchets concernent le traitement des déchets (40%) suivie par la collecte (38%)

### Répartition des charges - Tous flux - Année 2024



Graphique 13 : Répartition des postes de charge

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

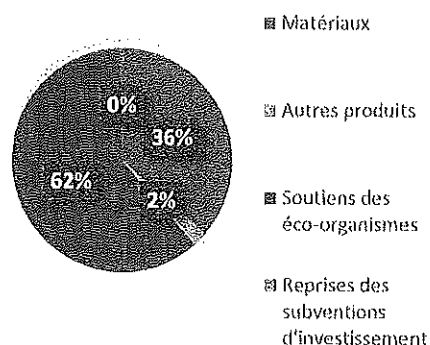
082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

50

## 2.2. La nature des produits (ou montant global et détaillé des recettes issues des activités)

| Postes de recettes / produits      | Produits en € 2022 | Produits en € 2023 | Produits en € 2024 |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de produits ou d'énergie    | 475 k€             | 231 k€             | 338 k€             |
| Prestations à des tiers            | 0                  | 0                  |                    |
| Autres produits                    | 25 k€              | 21 k€              | 19 k€              |
| Soutiens                           | 567 k€             | 615 €              | 571 k€             |
| Aides / subventions                | 8 k€               | 3 k€               | 625 €              |
| <b>Total produits matrice en €</b> | <b>1075 k€</b>     | <b>872 k€</b>      | <b>929 k€</b>      |

### Répartition des produits - Tous flux - Année 2024



Graphique 14 : Répartition des postes de recettes

En 2024, les recettes issues des activités s'élèvent à **929 k€**. Elles se répartissent entre :

- Les **soutiens et aides (62%)** qui sont versés par les organismes extérieurs (CITEO, ECOMAISON, OCAD3€, ADEME...);
- Les **recettes industrielles (36%)** qui correspondent à la vente de matières issues de la collecte sélective (y compris verre) et de la vente des matières issues des déchèteries (ferrailles, batteries, ...);
- Les **autres produits (2%)** qui correspondent à la revente matière des bacs usagers ainsi que les recettes de ventes de composteurs et prestations de broyage à domicile.

En 2024, la part des recettes industrielles a fortement augmenté en passant de 27% en 2023 à 36 % en 2024. Par conséquent la part des soutiens est prépondérante en 2024 avec 62% des produits.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

51

# SYNTHESE 2024 ET PERSPECTIVES 2025

## SYNTHESE 2024

Les points clés de l'année 2024 sont :

- La structuration et le début du déploiement du projet global autour de la tarification incitative, la généralisation du tri à la source des biodéchets et la refonte du schéma de collecte
- Le début des travaux d'aménagement des locaux du Pôle Environnement à Dieupentale
- La structuration du suivi des sites ICPE gérés par la Communauté de Communes
- La mise en place de nouvelles filières en déchèterie « *Produits et Matériaux issus de la Construction et du Bâtiment* » PMCB
- La poursuite des actions en faveur de la prévention des déchets et tout particulièrement en lien avec le tri à la source des biodéchets, le compostage partagé, une solution pour les habitants des centre bourgs
- La mise en service des colonnes enterrées auprès de la population concernée
- La baisse continue des Ordures ménagères résiduelles : - 5 Kg/hab entre 2023 (187 Kg/hab.) et 2024 (182 Kg/hab)
- Une augmentation des tonnages recyclés issus de la collecte sélective des emballages de +15% entre 2023 (1 597 tonnes) et 2024 (1 842 tonnes).
- Une hausse du coût du service qui est passé de 109 € HTVA par habitant à 115 €, sous l'effet de l'augmentation de la TGAP.
- Suivi technique quotidien de l'ISDND et évacuation de 4 675 tonnes de lixivats et 380 tonnes de boues des lagunes 4 et 6 dans le but de réaliser les tests d'étanchéité qui se sont avérés positifs.

## PERSPECTIVES 2025

- Finalisation de la mise en service des colonnes enterrées auprès de la population concernée et renouvellement des colonnes semi-enterrées sur territoire
- Campagne en porte à porte auprès des habitants pour équiper tous les foyers en bacs pucés et la construction de la base de données pour la Tarification incitative
- Equipements des véhicules de collecte avec des outils de géolocalisation et de guidage, ainsi que d'un système de lecture de puces en vue de la refonte des collectes
- Equipement de tous les centres bourgs denses en composteurs partagés et passage à la gratuité des composteurs individuels pour faciliter l'accès au compostage à toute la population
- Poursuite du suivi technique quotidien de l'ISDND et de l'opération exceptionnelle de vidange des lagunes dans le but de réaliser les tests d'étanchéité dans les lagunes 2, 5 et 7.

**AR Prefecture**

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

**AR Prefecture**

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

52

**TABLE DES GRAPHIQUES**

|                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Graphique 1 : Evolution annuelle de la vente de composteur individuel.....                  | 11 |
| Graphique 2 : Evolution de la fréquentation en déchèterie.....                              | 19 |
| Graphique 3 : Répartition des tonnages Déchets Ménagers et Assimilés en 2024 .....          | 23 |
| Graphique 4 : Répartition des tonnages par flux en déchèterie en 2024 .....                 | 25 |
| Graphique 5 : Evolution des tonnages OMA de 2021 à 2024 .....                               | 25 |
| Graphique 6 : Evolution des Déchets Ménagers et Assimilés en kg/hab de 2022 à 2024 .....    | 27 |
| Graphique 7 : Taux de valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés en 2024 .....          | 29 |
| Graphique 9 : traitement des déchets en déchèterie en 2024 .....                            | 30 |
| Graphique 10 : Modes de traitement des déchets de déchèteries en tonne de 2021 à 2024 ..... | 30 |
| Graphique 10 : Evolution des ratios par flux.....                                           | 33 |
| Graphique 11 : Evolution du coût aidé en € par habitant .....                               | 44 |
| Graphique 12 : Evolution du coût aidé en € par tonne .....                                  | 45 |
| Graphique 13 : Répartition des postes de charge.....                                        | 49 |
| Graphique 14 : Répartition des postes de recettes .....                                     | 50 |

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

53

## ANNEXES

## Annexe 1 : Résultat des analyses de lixiviats 2024

| PARAMETRE           | Unité    | L1     | L2      | L3      | L5         | L6      | L7      | L8      |
|---------------------|----------|--------|---------|---------|------------|---------|---------|---------|
| Date                |          |        |         |         | 01/10/2024 |         |         |         |
| Analyses            |          |        |         |         |            |         |         |         |
| pH                  | unité pH | 8.5    | 9.1     | 10.1    | 8.9        | 9.5     | 9.9     | 9.6     |
| Conductivité        | µS/cm    | 1979   | 6690    | 10410   | 9340       | 13620   | 11920   | 9120    |
| Chlorures           | mg/l     | 288.00 | 1560.00 | 2310.00 | 2120.00    | 2890.00 | 3310.00 | 2590.00 |
| DCO                 | mgO2/l   | 182    | 2340    | 3470    | 3410       | 3160    | 3120    | 2990    |
| MES                 | mg/l     | 17.0   | 660.0   | 1200.0  | 820.0      | 950.0   | 1300.0  | 820.0   |
| Hydrocarbures total | mg/l     | <0.10  | 0.3     | <0.10   | 0.1        | <0.10   | <0.10   | <0.10   |
| Azote total         | mg/l     | 21.9   | 189.5   | 149.2   | 284.4      | 165.3   | 125.6   | 150.9   |
| AOX                 | mg/l     | 0.220  | 0.650   | 2.740   | 1.360      | 2.490   | 3.310   | 4.480   |
| Pb                  | mg/l     | <0.003 | <0.030  | <0.030  | <0.030     | <0.030  | <0.030  | <0.030  |
| Cu                  | mg/l     | <0.005 | <0.050  | <0.050  | <0.050     | <0.050  | <0.050  | <0.050  |
| Cr                  | mg/l     | <0.005 | <0.005  | <0.005  | <0.005     | <0.005  | <0.005  | <0.005  |
| Ni                  | mg/l     | <0.005 | 0.085   | 0.059   | 0.121      | <0.091  | 0.067   | 0.092   |
| Mn                  | mg/l     | 0.052  | 0.030   | 0.031   | 0.085      | 0.100   | 0.010   | 0.154   |
| Cd                  | mg/l     | <0.003 | <0.030  | <0.030  | <0.030     | <0.030  | <0.030  | <0.030  |
| Hg                  | mg/l     | 0.0040 | <0.0100 | 0.0010  | 0.0040     | 0.0040  | 0.0030  | 0.0020  |
| As                  | mg/l     | 0.035  | 0.067   | 0.111   | 0.104      | 0.172   | 0.128   | 0.137   |
| Zn                  | mg/l     | <0.005 | 0.011   | <0.050  | 0.030      | <0.050  | 0.051   | 0.012   |
| Sn                  | mg/l     | 0.007  | 0.100   | 0.053   | 0.145      | 0.060   | 0.025   | 0.128   |

La lagune 4 avait été vidée et non remplie en lixiviats lors de l'analyse.

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

54

## Annexe 2 : Résultat des analyses des piézomètres 2024

| PARAMETRE           | Unité    | PZ1 2024   | PZ2 2024      | PZ3 2024      |
|---------------------|----------|------------|---------------|---------------|
| Date                |          | 01/10/2024 | 01/10/2024    | 01/10/2024    |
| Hauteur d'eau       | m        | 3.00       | Absence d'eau | Absence d'eau |
| pH                  | unité pH | 6.80       |               |               |
| Conductivité        | µS/cm    | 2340.00    |               |               |
| Chlorures           | mg/l     | 451.00     |               |               |
| Métaux totaux       | mg/l     |            |               |               |
| Pb                  | mg/l     | <0.003     |               |               |
| Cu                  | mg/l     | <0.005     |               |               |
| Cr                  | mg/l     | <0.005     |               |               |
| Ni                  | mg/l     | <0.005     |               |               |
| Mn                  | mg/l     | <0.003     |               |               |
| Cd                  | mg/l     | <0.003     |               |               |
| Hg                  | mg/l     | 0.0050     |               |               |
| Fe                  | mg/l     |            |               |               |
| As                  | mg/l     | 0.0240     |               |               |
| Zn                  | mg/l     | <0.005     |               |               |
| Sn                  | mg/l     | 0.0100     |               |               |
| DCO                 | mgO2/l   | 44.00      |               |               |
| DBO5                | mgO2/l   | <5         |               |               |
| Azote total         | mg/l     | 1.80       |               |               |
| Hydrocarbures total | mg/l     | <0.10      |               |               |
| Phénols             | mg/l     | <0.020     |               |               |
| AOX                 | mg/l     | 0.250      |               |               |

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
 Reçu le 30/09/2025  
 Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
 Reçu le 31/10/2025

55

## Annexe 3 : Résultat des analyses des bassins d'eaux pluviales 2024

| PARAMETRE           | Unité    | BEP1 2024  | BEP2 2024  | BEP3 2024  |
|---------------------|----------|------------|------------|------------|
| Date                |          | 22/11/2024 | 22/11/2024 | 22/11/2024 |
| pH                  | unité pH | 9,0        | 8,2        | 8,1        |
| Conductivité        | µS/cm    | 50.00      | 211.00     | 229.00     |
| Chlorures           | mg/l     | 6.80       | 4.30       | 4.10       |
| Métaux totaux       | mg/l     |            |            |            |
| Pb                  | mg/l     | <0.003     | <0.003     | <0.003     |
| Cu                  | mg/l     | <0.005     | <0.005     | <0.005     |
| Cr                  | mg/l     | <0.005     | 0.008      | <0.005     |
| Ni                  | mg/l     | <0.005     | <0.005     | <0.005     |
| Mn                  | mg/l     | 0.005      | 0.004      |            |
| Cd                  | mg/l     | <0.003     | <0.003     | <0.003     |
| Hg                  | mg/l     | <0.0010    | <0.0010    | <0.0010    |
| Fe                  | mg/l     |            |            |            |
| As                  | mg/l     | <0.003     | 0.003      | 0.010      |
| Zn                  | mg/l     | <0.005     | <0.005     | <0.005     |
| Sn                  | mg/l     | <0.005     | <0.005     | <0.005     |
| DCO                 | mgO2/l   | 147.000    | 20.000     | 20.000     |
| DBO5                | mgO2/l   |            |            |            |
| Azote total         | mg/l     | 3.500      | <1.0       | <1.0       |
| Hydrocarbures total | mg/l     | <0.10      | <0.10      | <0.10      |
| Phénols             | mg/l     | 0.080      | 0.030      | 0.060      |
| AOX                 | mg/l     | 0.030      | <0.010     | <0.010     |

## AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

56

## Annexe 4 : Résultat des analyses du ruisseau 2024

| PARAMETRE           | Unité    | T1 2024    | T2 2024    | T3 2024       | T4 2024    |
|---------------------|----------|------------|------------|---------------|------------|
| Date                |          | 22/03/2024 | 13/06/2024 | 01/10/2024    | 22/11/2024 |
| Commentaire         |          |            |            | Absence d'eau |            |
| pH                  | unité pH | 7.80       | 7.60       |               | 7.60       |
| Conductivité        | µS/cm    | 655.00     | 776.00     |               | 670.00     |
| Chlorures           | mg/l     | 23.50      | 26.80      |               | 25.70      |
| Métaux lourds       | mg/l     |            |            |               |            |
| Cr6                 | mg/l     | <0.003     | <0.005     |               | <0.005     |
| Hg                  | mg/l     | <0.0010    | <0.0010    |               | <0.0010    |
| Cd                  | mg/l     | <0.003     | <0.003     |               | <0.003     |
| As                  | mg/l     | <0.003     | 0.003      |               | 0.004      |
| Pb                  | mg/l     | <0.003     | <0.003     |               | <0.003     |
| DCO                 | mgO2/l   | 7          | 14         |               | 29         |
| COT                 | mg/l     | 8.46       | 6.94       |               | 12.88      |
| Hydrocarbures total | mg/l     | <0.10      | <0.10      |               | <0.10      |

Annexe 6 : Résultats des analyses PFAS 2024 (V2)

| PARAMÈTRE                             | LQ   | L1      |         |        | L2      |         |        | L3      |         |        | L5      |         |        |
|---------------------------------------|------|---------|---------|--------|---------|---------|--------|---------|---------|--------|---------|---------|--------|
|                                       |      | août-24 | sept-24 | oct-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 |
| 4:2 FTS                               | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorohexane sulfonique      | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorononane sulfonique      | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorooctane sulfonique      | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| DONA                                  | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorodioxolane-acétique     | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorodioxolane-acétique     | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| PFHxDA                                | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| PFODA                                 | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorooctadecanoïque         | 0.02 | 0.033   | 0.042   | 0.023  | 0.16    | 2.3     | 1.3    | 2.1     | 0.3     | 0.52   | 0.46    | 0.38    | 0.27   |
| Acide perfluorobutane sulfonique      | 0.02 | 0       | 0.021   | 0      | 0.19    | 0.26    | 0.14   | 0.3     | 0.52    | 0.46   | 0.19    | 0.38    | 0.27   |
| PFPeS                                 | 0.02 | 0       | 0.021   | 0      | 1.2     | 1.2     | 0.68   | 2.3     | 2.4     | 1.6    | 1.6     | 1.7     | 1.4    |
| Acide perfluoropentane sulfonique     | 0.02 | 0.12    | 0.12    | 0.085  | 1.2     | 0.97    | 0.047  | 0.054   | 0.092   | 0.058  | 0.054   | 0.095   | 0.068  |
| PFHxS                                 | 0.02 | 0       | 0       | 0      | 0.059   | 0.097   | 0.047  | 0.054   | 0.092   | 0.058  | 0.054   | 0.095   | 0.068  |
| Acide perfluorohexane sulfonique      | 0.02 | 0.076   | 0.13    | 0.066  | 0.81    | 1.4     | 0.77   | 0.35    | 0.62    | 0.42   | 0.74    | 1.4     | 0.96   |
| PFHpS                                 | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| Acide perfluorooctane sulfonique      | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| PFNS                                  | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| Acide perfluorononane sulfonique      | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| PFDS                                  | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluorodécane sulfonique      | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| PFDoS                                 | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluorodécane sulfonique      | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| PFTrDS                                | 0.1  | 0.1     | 0.12    | 0.13   | 0.92    | 0.89    | 0      | 1.6     | 2.1     | 1.7    | 1.4     | 1.6     | 1.6    |
| Acide perfluorotridecane sulfonique   | 0.1  | 0.1     | 0.16    | 0.14   | 0.7     | 0.74    | 0.3    | 1.3     | 1.3     | 1.1    | 0.81    | 1       | 0.67   |
| PFBA                                  | 0.1  | 0       | 0.19    | 0.16   | 1.7     | 2.5     | 1.7    | 3.8     | 7.3     | 3.7    | 2.2     | 3.5     | 3.6    |
| Acide perfluorobutanoïque             | 0.02 | 0.19    | 0.33    | 0.25   | 0.45    | 0.55    | 0      | 0.89    | 1.1     | 0.69   | 0.71    | 0.84    | 0      |
| PFHxA                                 | 0.02 | 0.093   | 0.18    | 0      | 1.3     | 1.8     | 0.91   | 1.9     | 2.4     | 1.6    | 1.4     | 2.1     | 1.7    |
| Acide perfluorohexanoïque             | 0.02 | 0.29    | 0.5     | 0.32   | 0.056   | 0.053   | 0.044  | 0.041   | 0.05    | 0.037  | 0.065   | 0.047   | 0.054  |
| PFoA                                  | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | 0.053   | 0.047   | 0.032  | 0.029   | 0.04    | 0.023  | 0.057   | 0.043   | 0.033  |
| Acide perfluorooctanoïque             | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | 0.053   | 0.047   | 0.032  | 0.029   | 0.04    | 0.023  | 0.057   | 0.043   | 0.033  |
| PFNA                                  | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | 0.053   | 0.047   | 0.032  | 0.029   | 0.04    | 0.023  | 0.057   | 0.043   | 0.033  |
| Acide perfluorononanoïque             | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | 0.053   | 0.047   | 0.032  | 0.029   | 0.04    | 0.023  | 0.057   | 0.043   | 0.033  |
| Acide perfluorodécanoïque             | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| PFUDA                                 | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluoroundécane sulfonique    | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| PFDoA                                 | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluorodécane sulfonique      | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| PFTrDA                                | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorotridecane sulfonique   | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| PFTrDA                                | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorotetradécane sulfonique | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluoro-2-propoxypropanoïque  | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Sen X                                 | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

Annexe 6 : Résultats des analyses PFAS 2024 (2/2)

| PARAMÈTRE                            | LQ   | L6      |         |        | L7      |         |        | L8      |         |        |
|--------------------------------------|------|---------|---------|--------|---------|---------|--------|---------|---------|--------|
|                                      |      | août-24 | sept-24 | oct-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 | août-24 | sept-24 | oct-24 |
| Acide perfluorohexane sulfonique     | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorononane sulfonique     | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorooctane sulfonique     | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | 0.29    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | 0.39    | 0.24   |
| Acide perfluorononanoïque            | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluoro-dioxolane-acétique   | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorohexadecanoïque        | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorooctadecanoïque        | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluorobutane sulfonique     | 0.02 | 2.9     | 3.4     | 2.2    | 2.4     | 2.9     | 1.7    | 2.5     | 3.1     | 2      |
| Acide perfluoropentane sulfonique    | 0.02 | 0.38    | 0.85    | 0.64   | 0.19    | 0.77    | 0.52   | 0.49    | 0.43    | 0.26   |
| Acide perfluorohexane sulfonique     | 0.02 | 2.5     | 2.2     | 1.6    | 1.7     | 3.3     | 2.2    | 3.6     | 1.4     | 0.92   |
| Acide perfluoroheptane sulfonique    | 0.02 | 0.038   | 0.052   | 0.035  | 0.036   | 0.22    | 0.12   | 0.12    | 0.088   | 0.037  |
| Acide perfluorooctane sulfonique     | 0.02 | 0.34    | 0.35    | 0.28   | 0.44    | 0.91    | 0.72   | 0.48    | 0.81    | 0.43   |
| Acide perfluorononane sulfonique     | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| Acide perfluorodécane sulfonique     | 0.02 | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  | <0.02   | <0.02   | <0.02  |
| Acide perfluoroUndecane sulfonique   | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluoroDodecane sulfonique   | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluoroTridecane sulfonique  | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluorobutanoïque            | 0.1  | 2.3     | 2.4     | 2.5    | 1.4     | 2.3     | 1.6    | 1.9     | 1.6     | 1.2    |
| Acide perfluoropentanoïque           | 0.1  | 2.4     | 1.8     | 1.9    | 1.4     | 1.7     | 1.2    | 1.8     | 1.3     | 0.75   |
| Acide perfluorohexanoïque            | 0.02 | 9.5     | 10      | 5      | 2.8     | 9.3     | 4.1    | 4.7     | 4.5     | 2.9    |
| Acide perfluoroheptanoïque           | 0.02 | 1.1     | 1.6     | 0.84   | 0.72    | 1.3     | 0.79   | 1.1     | 0.93    | 0.48   |
| Acide perfluorooctanoïque            | 0.02 | 1.7     | 2.2     | 1.3    | 1.3     | 3.5     | 2.4    | 2.8     | 1.7     | 1.1    |
| Acide perfluorononanoïque            | 0.02 | 0.031   | 0.024   | 0.026  | 0.036   | 0.1     | 0.076  | 0.072   | 0.052   | 0.029  |
| Acide perfluorodécanoïque            | 0.02 | 0.023   | 0       | 0      | 0.034   | 0.044   | 0.024  | 0.034   | 0.06    | 0.025  |
| Acide perfluoroUndecanoïque          | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluoroDodecanoïque          | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluoroTridecanoïque         | 0.05 | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  | <0.05   | <0.05   | <0.05  |
| Acide perfluorotétradécanoïque       | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |
| Acide perfluoro-2-propoxypropanoïque | 0.1  | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   | <0.1    | <0.1    | <0.1   |

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025

AR Prefecture

082-200066652-20250925-20250925\_207-DE  
Reçu le 30/09/2025  
Publié le 30/09/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_35-DE  
Reçu le 31/10/2025



GRAND SUD  
Tarn & Garonne  
Communauté de communes

Communauté de communes  
GRAND SUD TARN & GARONNE

170, Avenue Jean Jaurès  
62570 LABASTIDE SAINT PIERRE

Tél. 05 63 30 04 31  
[grand.sud.tarn.et.garonne@grandsud82.fr](mailto:grand.sud.tarn.et.garonne@grandsud82.fr)

[www.grandsud82.fr](http://www.grandsud82.fr)

DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MONTAUBAN  
CANTON DE VERDUN-SUR-GARONNE  
COMMUNE DE CANALS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 27/10/2025

Nbre de conseillers 14  
En séance 11  
Ont voté 11

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept octobre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Sylvie BOREL, Maire.

**Etaient présents :** Mmes Sylvie BOREL, Anne-Marie MIANCIEN, Isabelle PALTOU, Patricia ZANUSSO. Gaëlle CLARA, Marie-José RODRIGUEZ et Mm Denis THAU, Serge CAZALON, Frédéric WEBER, Alain HAMMERLIN, Thierry BATTISTELLA.

**Etaient absents excusés :** Mm François PURCHA, Stéphane THERON et Mme Aurélie SADY.

Mme Isabelle PALTOU est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

**DELIBERATION N° D 2025\_36**

**OBJET :** Prise d'acte du rapport d'activité 2024 sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable du SIAEP

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire présente au Conseil Municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable dont dépend la collectivité.

Ainsi, Madame le Maire présente le rapport d'activité 2024 du service public d'alimentation en eau potable du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la région de Grisolles (SIAEP), transmis en date du 15/10/2025.

Après présentation de ce dernier, le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte du rapport d'activité 2024 sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable du SIAEP.

Fait et délibéré jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme au registre des délibérations.  
Canals, le 28 octobre 2025

Publié ou notifié le : 31 OCT. 2025  
Certifié exécutoire le : 31 OCT. 2025

La secrétaire de séance,

Isabelle PALTOU.



Le Maire,

Sylvie BOREL.



# SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE GRISOLLES

eau potable

## Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

### Exercice 2024



Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice  
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007  
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.  
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs  
peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

**Table des matières**

|        |                                                                                                                                                    |    |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.     | Caractérisation technique du service.....                                                                                                          | 3  |
| 1.1.   | Présentation du territoire desservi.....                                                                                                           | 3  |
| 1.2.   | Mode de gestion du service .....                                                                                                                   | 3  |
| 1.3.   | Estimation de la population desservie (D101.1).....                                                                                                | 4  |
| 1.4.   | Nombre d'abonnés.....                                                                                                                              | 4  |
| 1.5.   | Eaux brutes .....                                                                                                                                  | 6  |
| 1.5.1. | Prélèvement sur les ressources en eau .....                                                                                                        | 6  |
| 1.5.2. | Achats d'eaux brutes .....                                                                                                                         | 6  |
| 1.6.   | Eaux traitées.....                                                                                                                                 | 7  |
| 1.6.1. | Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2024.....                                                                         | 7  |
| 1.6.2. | Production .....                                                                                                                                   | 7  |
| 1.6.3. | Achats d'eaux traitées .....                                                                                                                       | 8  |
| 1.6.4. | Volumes vendus au cours de l'exercice .....                                                                                                        | 8  |
| 1.6.5. | Autres volumes.....                                                                                                                                | 9  |
| 1.6.6. | Volume consommé autorisé .....                                                                                                                     | 9  |
| 1.7.   | Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements).....                                                                                           | 9  |
| 2.     | Tarification de l'eau et recettes du service .....                                                                                                 | 10 |
| 2.1.   | Modalités de tarification .....                                                                                                                    | 10 |
| 2.2.   | Facture d'eau type (D102.0) .....                                                                                                                  | 11 |
| 2.3.   | Recettes.....                                                                                                                                      | 13 |
| 3.     | Indicateurs de performance .....                                                                                                                   | 14 |
| 3.1.   | Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1).....                                                                                                           | 14 |
| 3.2.   | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B).....                                                                       | 14 |
| 3.3.   | Indicateurs de performance du réseau.....                                                                                                          | 16 |
| 3.3.1. | Rendement du réseau de distribution (P104.3) .....                                                                                                 | 16 |
| 3.3.2. | Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3).....                                                                                              | 17 |
| 3.3.3. | Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3).....                                                                                                  | 17 |
| 3.3.4. | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) .....                                                                              | 19 |
| 3.4.   | Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) .....                                                                             | 19 |
| 3.5.   | Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) .....                                                                      | 20 |
| 3.6.   | Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1).....                                                                                  | 20 |
| 3.7.   | Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) .....                                                                                   | 20 |
| 3.8.   | Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) .....                                                                               | 21 |
| 3.9.   | Taux de réclamations (P155.1) .....                                                                                                                | 22 |
| 4.     | Financement des investissements.....                                                                                                               | 23 |
| 4.1.   | Branchements en plomb.....                                                                                                                         | 23 |
| 4.2.   | Montants financiers.....                                                                                                                           | 23 |
| 4.3.   | État de la dette du service .....                                                                                                                  | 23 |
| 4.4.   | Amortissements .....                                                                                                                               | 23 |
| 4.5.   | Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service ..... | 24 |
| 4.6.   | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                         | 24 |
| 5.     | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....                                                                | 25 |
| 5.1.   | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) .....                                                                          | 25 |
| 5.2.   | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                             | 25 |
| 6.     | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                        | 26 |

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ communal  
☒ intercommunal

- Nom de la collectivité : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE GRISOLLES
- Nom de l'entité de gestion : eau potable
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- Compétences liées au service :

|                                                       | Oui                                 | Non                      |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Production                                            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement <sup>(1)</sup> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Traitement <sup>(1)</sup>                             | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Transfert                                             | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Stockage <sup>(1)</sup>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Distribution                                          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Aucamville, Bessens, Bressols, Campsas, Canals, Dieupentale, Fabas, Fronton, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Monbéqui, Montbartier, Nohic, Orgueil, Pompignan, Savenès, Verdun-sur-Garonne
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un schéma de distribution ☒ Oui, date d'approbation\* : 21/09/2023 ☐ Non  
au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☒ Non

## 1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en Délégation par Entreprise privée

\* Approbation en assemblée délibérante

## AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE

Reçu le 02/10/2025  
Nature du contrat :

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE

Reçu le 31/10/2025

- Nom du prestataire : VEOLIA
- Date de début de contrat : 01/01/2024
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2031
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 0
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

|                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gestion du service      | Campagnes de mesures (débit, pression), conformité des branchements, fonctionnement, surveillance et entretien des installations, recherche des fuites, relève des compteurs                                                                                                                                                                                                                    |
| Gestion des abonnés     | Accueil des usagers, facturation, traitement des doléances client                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Mise en service         | Des branchements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Entretien               | De l'ensemble des ouvrages, des branchements, des canalisations, des captages, des clôtures, des compteurs, des équipements électromécaniques, des espaces verts, des installations de télésurveillance, des installations électriques, des ouvrages de traitement, des ouvrages métalliques, serrurerie, menuiserie, des vannes, du génie civil, matériels tournants hydrauliques et d'exhaure |
| Renouvellement          | Des branchements, des canalisations <20m, des compteurs, des équipements électromécaniques, des installations de télésurveillance, des installations électriques, des vannes, matériels tournants hydrauliques et d'exhaure (à l'identique).                                                                                                                                                    |
| Prestation particulière | Mise à niveau des bouches à clé, hors modification de voirie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### 1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert 35 096 habitants au 31/12/2024 (34 629 au 31/12/2023).

### 1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 13 427 abonnés au 31/12/2024 (13 317 au 31/12/2023).

## AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE

Reçu le 02/10/2025

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE

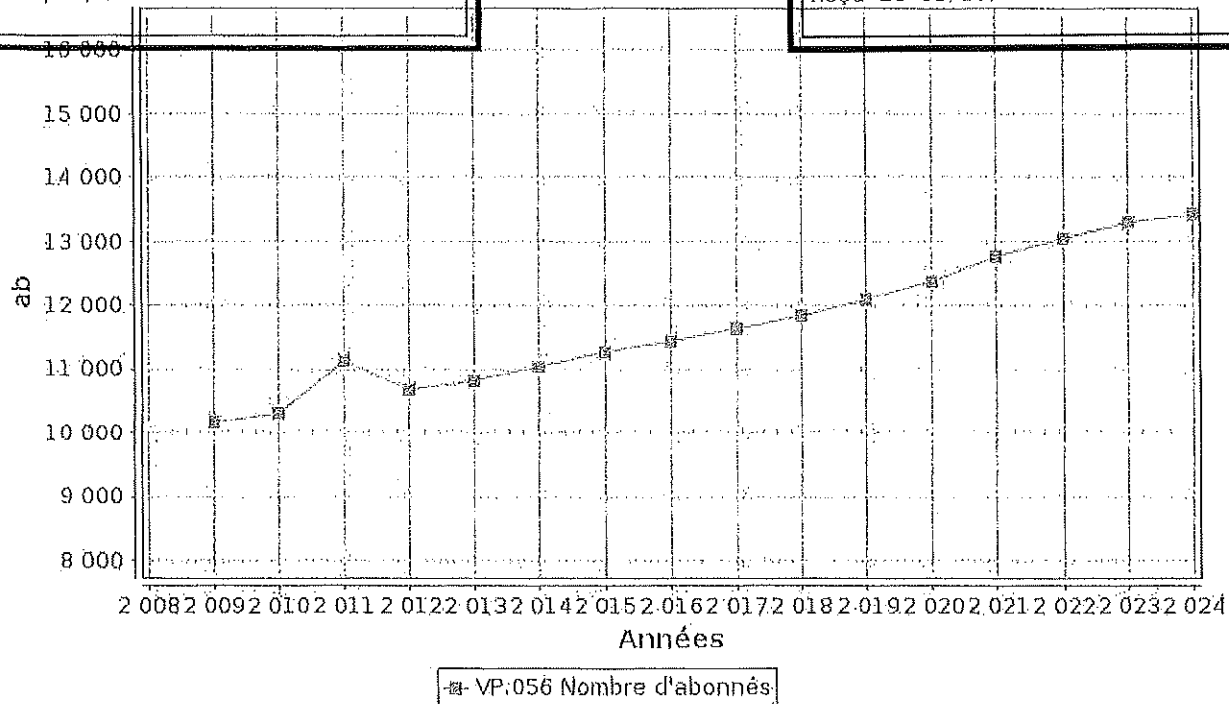
Reçu le 31/10/2025

| Commune                | Nombre total d'abonnés<br>31/12/2023 | Nombre total d'abonnés<br>au 31/12/2024 | Variation en % |
|------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|----------------|
| Aucamville             | 716                                  | 712                                     | -0,6           |
| Bessens                | 641                                  | 658                                     | 2,7            |
| Bressols               | 1975                                 | 1996                                    | 1,1            |
| Campsas                | 629                                  | 634                                     | 0,8            |
| Canals                 | 375                                  | 380                                     | 1,3            |
| Dieupentale            | 775                                  | 796                                     | 2,7            |
| Fabas                  | 311                                  | 313                                     | 0,6            |
| Fronton                | 395                                  | 395                                     | 0              |
| Grisolles              | 2008                                 | 2028                                    | 1,0            |
| Labastide-Saint-Pierre | 1759                                 | 1751                                    | -0,5           |
| Monbéqui               | 299                                  | 303                                     | 1,3            |
| Montbartier            | 758                                  | 773                                     | 2              |
| Nohic                  | 608                                  | 608                                     | 0              |
| Orgueil                | 728                                  | 731                                     | 0,4            |
| Pompignan              | 831                                  | 837                                     | 0,7            |
| Savenès                | 347                                  | 350                                     | 0,9            |
| Verdun-sur-Garonne     | 162                                  | 162                                     |                |
| Total                  | 13 317                               | 13 427                                  | 0,8            |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 23,79 abonnés/km au 31/12/2024 (23,57 abonnés/km au 31/12/2023).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 2,61 habitants/abonné au 31/12/2024 (2,6 habitants/abonné au 31/12/2023).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 99,12 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2024. (101,01 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2023).



## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 1 888 939 m<sup>3</sup> pour l'exercice 2024 (2 016 899 pour l'exercice 2023).

| Ressource et implantation          | Volume prélevé durant l'exercice 2023 en m <sup>3</sup> | Volume prélevé durant l'exercice 2024 en m <sup>3</sup> | Variation en % |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------|
| Puits de réalimentation de Rabanel | 2 016 899                                               | 1 888 939                                               | -6,3%          |
| Total                              | 2 016 899                                               | 1 888 939                                               | -6,3%          |

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

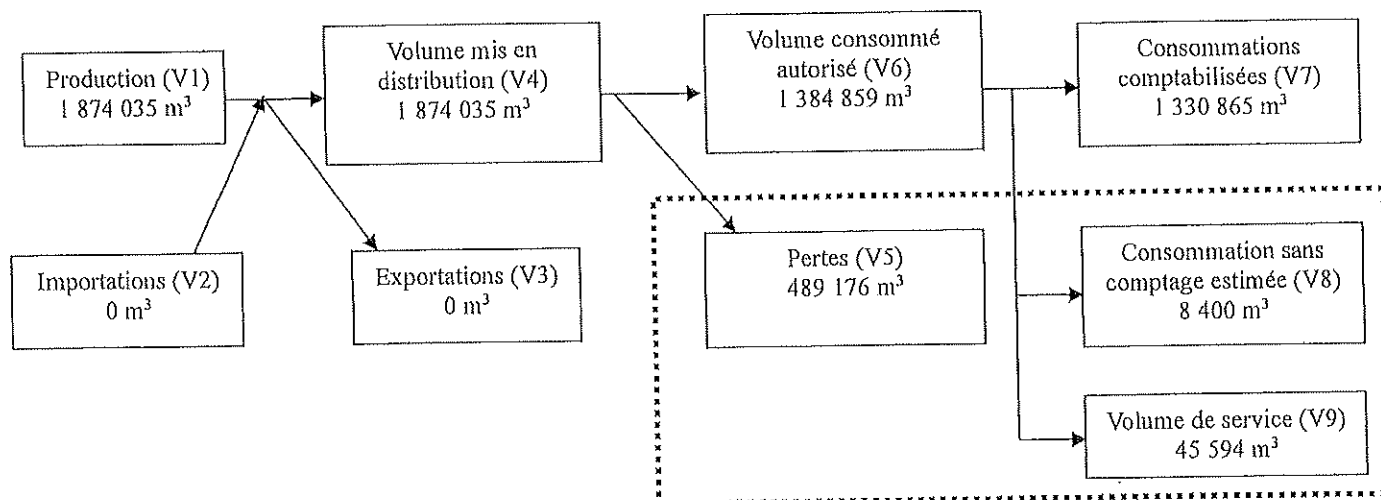
L'eau est prélevée dans la Garonne à l'exhaure de Sagnac subit une décantation puis est réinfiltrée dans la nappe. L'eau est ensuite pompée dans la nappe est dirigée vers l'usine de traitement (filtration).

### 1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Le service n'achète pas d'eaux brutes

## 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2024



## 1.6.2. Production

Le service a une station de traitement : Rabanel

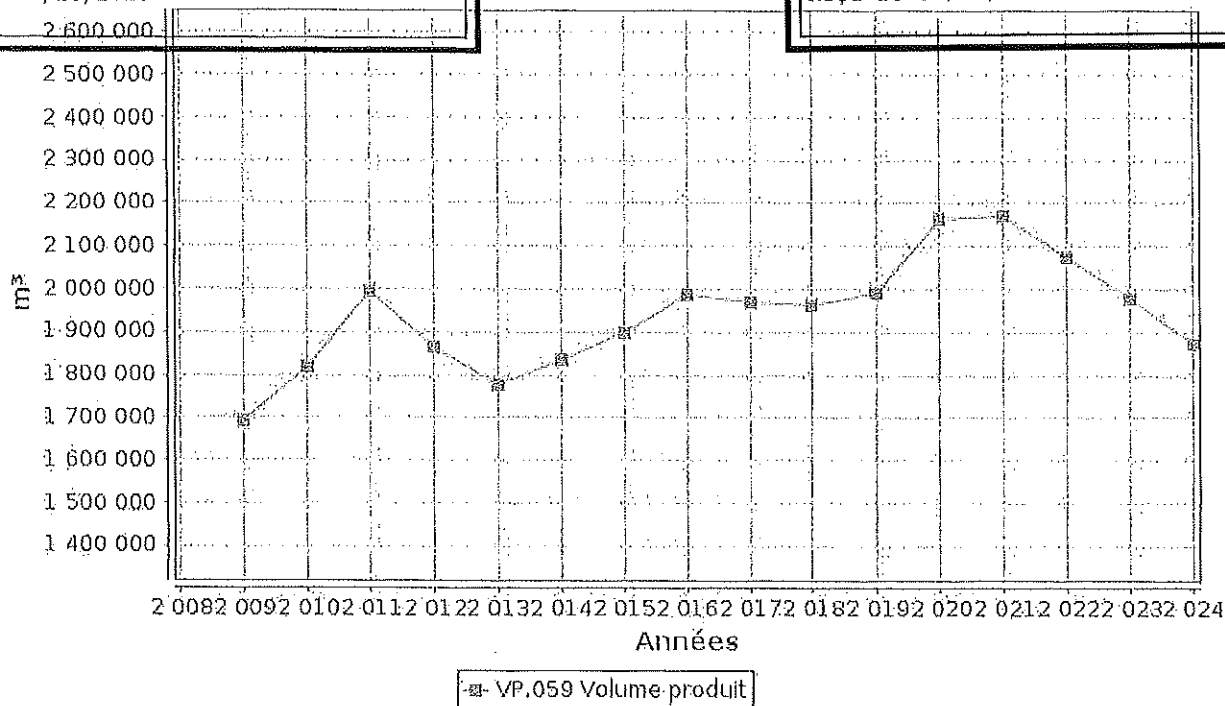
Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

| Ressource                          | Volume produit<br>durant l'exercice<br>2023 en m <sup>3</sup> | Volume produit<br>durant l'exercice<br>2024 en m <sup>3</sup> | Variation des<br>volumes produits<br>en % | Indice de<br>protection de la<br>ressource exercice<br>2024 |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Puits de réalimentation de Rabanel | 1 979 613                                                     | 1 874 035                                                     | -5,3%                                     | 80                                                          |
| Total du volume produit (V1)       | 1 979 613                                                     | 1 874 035                                                     | -5,3%                                     | 80                                                          |

## AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE  
Reçu le 02/10/2025

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE  
Reçu le 31/10/2025

## 1.6.3. Achats d'eaux traitées

Le syndicat n'a pas acheté d'eaux traitées en 2024

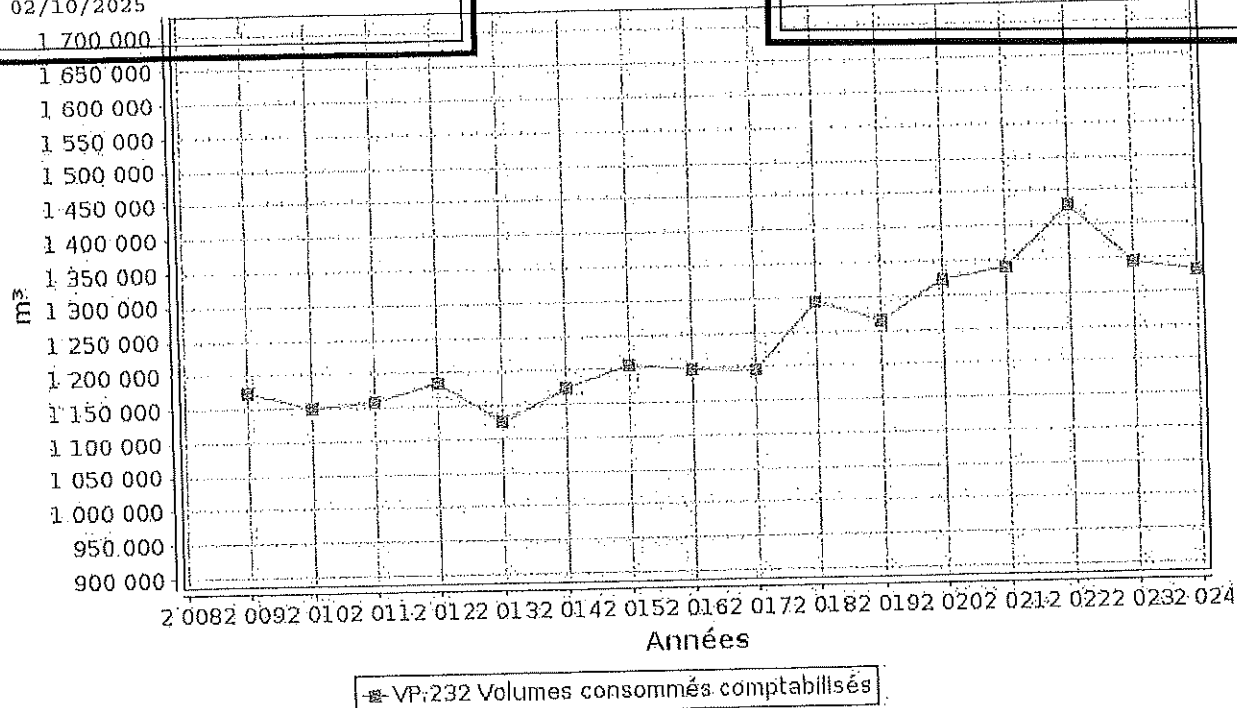
## 1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

| Acheteurs                                         | Volumes vendus<br>durant<br>l'exercice 2023 en m³ | Volumes vendus<br>durant<br>l'exercice 2024 en m³ | Variation en % |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>                | 1 392 046                                         | 1 330 865                                         | -1,1%          |
| Abonnés non domestiques                           | 4 122                                             | 4 997                                             | 21,2%          |
| Total vendu aux abonnés (V <sub>7</sub> )         | 1 339 618                                         | 1 330 865                                         | -1,1%          |
| Total vendu à d'autres services (V <sub>3</sub> ) | 0                                                 | 0                                                 | 0%             |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Le Syndicat n'a pas vendu d'eau à d'autre services en 2024



## 1.6.5. Autres volumes

|                                        | Exercice 2023 en m³/an | Exercice 2024 en m³/an | Variation en % |
|----------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------|
| Volume consommation sans comptage (V8) | 18 020                 | 8 400                  | -53,4%         |
| Volume de service (V9)                 | 66 258                 | 45 594                 | -31,2%         |

## 1.6.6. Volume consommé autorisé

|                               | Exercice 2023 en m³/an | Exercice 2024 en m³/an | Variation en % |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|----------------|
| Volume consommé autorisé (V6) | 1 429 368              | 1 384 859              | -3,1%          |

## 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 564,46 kilomètres au 31/12/2024 (564,95 au 31/12/2023).

## 2. Tarification de l'eau et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2024 et 01/01/2025 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 75 € au 01/01/2024  
75 € au 01/01/2025

| Tarifs                                      |                                                       | Au 01/01/2024           | Au 01/01/2025           |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Part de la collectivité                     |                                                       |                         |                         |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                       |                         |                         |
|                                             | Abonnement DN 15mm<br>y compris location du compteur  | 5,24 €                  | 5,24 €                  |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup> DN ____                     |                         |                         |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                       |                         |                         |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                | 1,5644 €/m <sup>3</sup> | 1,5944 €/m <sup>3</sup> |
| Autre : _____                               |                                                       | €                       | €                       |
| Taxes et redevances                         |                                                       |                         |                         |
| Taxes                                       |                                                       |                         |                         |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                            | 5,5 %                   | 5,5 %                   |
| Redevances                                  |                                                       |                         |                         |
|                                             | Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau) | 0,08 €/m <sup>3</sup>   | 0,0882 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | Pollution domestique (Agence de l'Eau)                | 0,33 €/m <sup>3</sup>   | ____ €/m <sup>3</sup>   |
|                                             | VNF Prélèvement                                       | 0 €/m <sup>3</sup>      | 0 €/m <sup>3</sup>      |
|                                             | Autre : SMEAG                                         | 0,007 €/m <sup>3</sup>  | 0,007 €/m <sup>3</sup>  |

<sup>(1)</sup> Rajouter autant de lignes que d'abonnements

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 29/03/2023 effective à compter du 01/01/2024 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 03/04/2024 effective à compter du 01/01/2025 fixant les tarifs du service d'eau potable

## AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE

Reçu le 02/10/2025

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

## AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE

Reçu le 31/10/2025

Les tarifs applicables au 01/01/2024 et au 01/01/2025 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

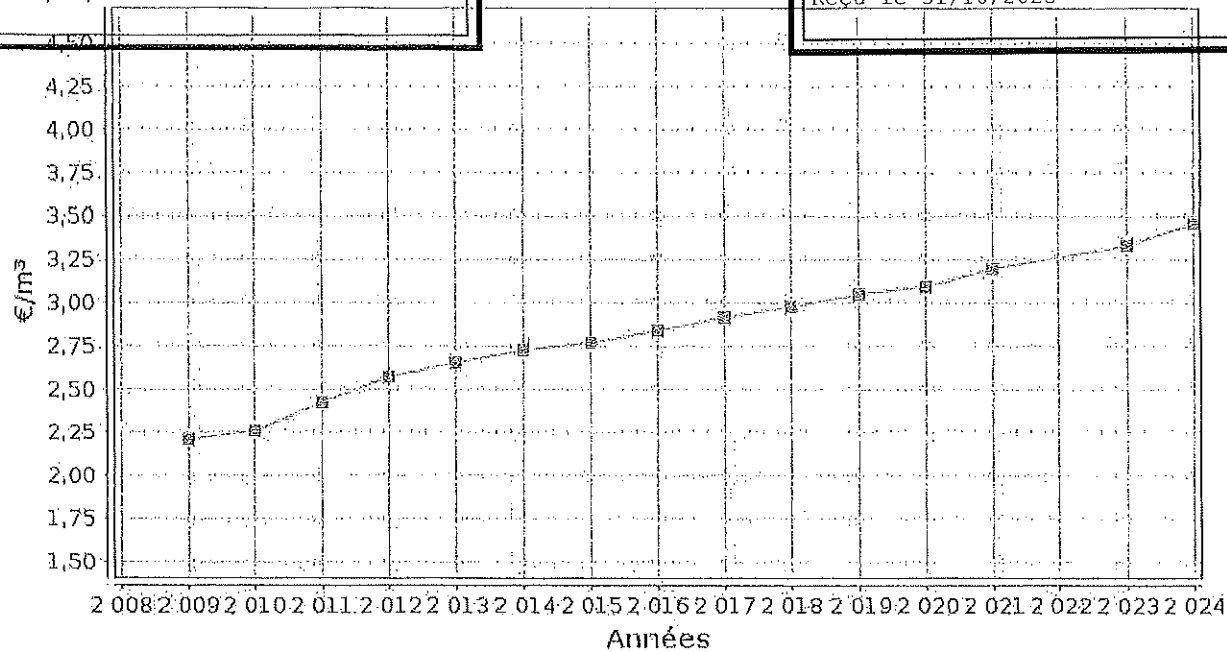
| Facture type                                                              | Au 01/01/2024 en € | Au 01/01/2025 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 5,24               | 5,24               | 0%             |
| Part proportionnelle                                                      | 187,73             | 191,33             | 1,9%           |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 192,97             | 196,57             | 1,9%           |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 31,00              | 30,22              | -2,5%          |
| Part proportionnelle                                                      | 105,60             | 104,59             | -1%            |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | 136,60             | 134,81             | -1,3%          |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)      | 9,60               | 10,58              | 10,2%          |
| Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)                       | 39,60              | —                  | —              |
| VNF Prélèvement : .....                                                   | 0,00               | 0,00               | —              |
| Autre : .....                                                             | 0,84               | 0,84               | 0%             |
| TVA                                                                       | 20,88              | 18,85              | -9,7%          |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 70,92              | 83,96              | 18,3%          |
| Total                                                                     | 400,49             | 415,34             | 3,7%           |
| Prix TTC au m <sup>3</sup>                                                | 3,33               | 3,46               | 3,6%           |

AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE  
Reçu le 02/10/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE  
Reçu le 31/10/2025



— D102.0 Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier N+1

*ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.*

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence semestrielle.

La facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle.

Les volumes facturés au titre de l'année 2024 sont 1 226 840 m³/an (1 339 616/an en 2023).

Recettes de la collectivité :

| Type de recette                               | Exercice 2023 en € | Exercice 2024 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers              | 918 870            | 2 507 184          | 172,86         |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros                |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute             |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-)        | 528 622            | -316 887           | -159,95        |
| Total recettes de vente d'eau                 | 1 447 492          | 2 190 298          | 51,3           |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     | <b>1 447 492</b>   | <b>2 190 298</b>   | <b>51,3</b>    |

Recettes de l'exploitant :

| Type de recette                        | Exercice 2023 en € | Exercice 2024 en € | Variation en % |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Recettes vente d'eau aux usagers       | 1 355 007          | 2 664 210          | 96,6           |
| <i>dont abonnements</i>                |                    |                    |                |
| Recette de vente d'eau en gros         |                    |                    |                |
| Recette d'exportation d'eau brute      |                    |                    |                |
| Régularisations des ventes d'eau (+/-) | 855 771            | -1 006 646         | -218           |
| Total recettes de vente d'eau          | 2 210 778          | 1 657 564          | -25            |
| Recettes liées aux travaux             | 262 110            | 146 760            | -44            |
| Autres recettes (préciser)             | 104 538            | 130 827            | 25,1           |
| Total autres recettes                  | 366 648            | 277 587            | -24            |
| <b>Total des recettes</b>              | <b>2 577 426</b>   | <b>1 935 151</b>   | <b>-25</b>     |

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2024 : 4 414 910 € (4 220 394 € au 31/12/2023).

Les différences constatées dans le tableau s'expliquent par la mise en place de la nouvelle Délégation de Service Public (DSP). Celle-ci prévoit une augmentation significative des recettes pour la collectivité, grâce à une négociation favorable menée par le syndicat avec l'exploitant. Désormais, les versements liés à la surtaxe ne sont plus calculés uniquement sur les sommes facturées, mais bien sur les sommes effectivement perçues. Ce mécanisme assure une sécurisation renforcée des recettes et représente un avantage direct pour la collectivité, qui bénéficie ainsi de ressources plus stables et garanties.

### 3. Indicateurs de performance

#### 3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses                     | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2023 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2023 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 |
|------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Microbiologie                | 67                                            | 0                                                  | 61                                            | 0                                                  |
| Paramètres physico-chimiques | 77                                            | 9                                                  | 64                                            | 1                                                  |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} \times 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m<sup>3</sup>/jour.

| Analyses                              | Taux de conformité exercice 2023 | Taux de conformité exercice 2024 |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Microbiologie (P101.1)                | 100%                             | 100%                             |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 88,3%                            | 98,4%                            |

#### 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

**PARTIE A : PLAN DES RESEAUX**

(15 points)

|                                                                                                                                                                                                                                                            |                                  |     |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----|----|
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures                                                      | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point  | Oui | 5  |

**PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX**

(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)

|                                                                                                                                                                                                                                             |                                              |      |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------|----|
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                  | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui  | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) |                                              | Oui  |    |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                        |                                              | 100% |    |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                     | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 95%  | 15 |

**PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX**

(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)

|                                                                                                                                                                                                                                             |                                  |          |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------|
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux                                                                                        | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux <sup>(3)</sup>                                                                                                                                                               | oui : 10 points<br>non : 0 point | Non      | 0          |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur <sup>(3)</sup>                                                                     | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées                                                                                                               | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)                                                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                   | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui      | 10         |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux                                                                                                                            | oui : 5 points<br>non : 0 point  | Oui      | 5          |
| <b>TOTAL (indicateur P103,2B)</b>                                                                                                                                                                                                           | <b>120</b>                       | <b>-</b> | <b>110</b> |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

**3.3. Indicateurs de performance du réseau****3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)**

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_4 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_2}{V_1}$$

|                                                                                                                                                 | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Rendement du réseau                                                                                                                             | 72,2 %        | 73,9 %        |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 6,93          | 6,72          |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)                                                                            | 67,9 %        | 71 %          |

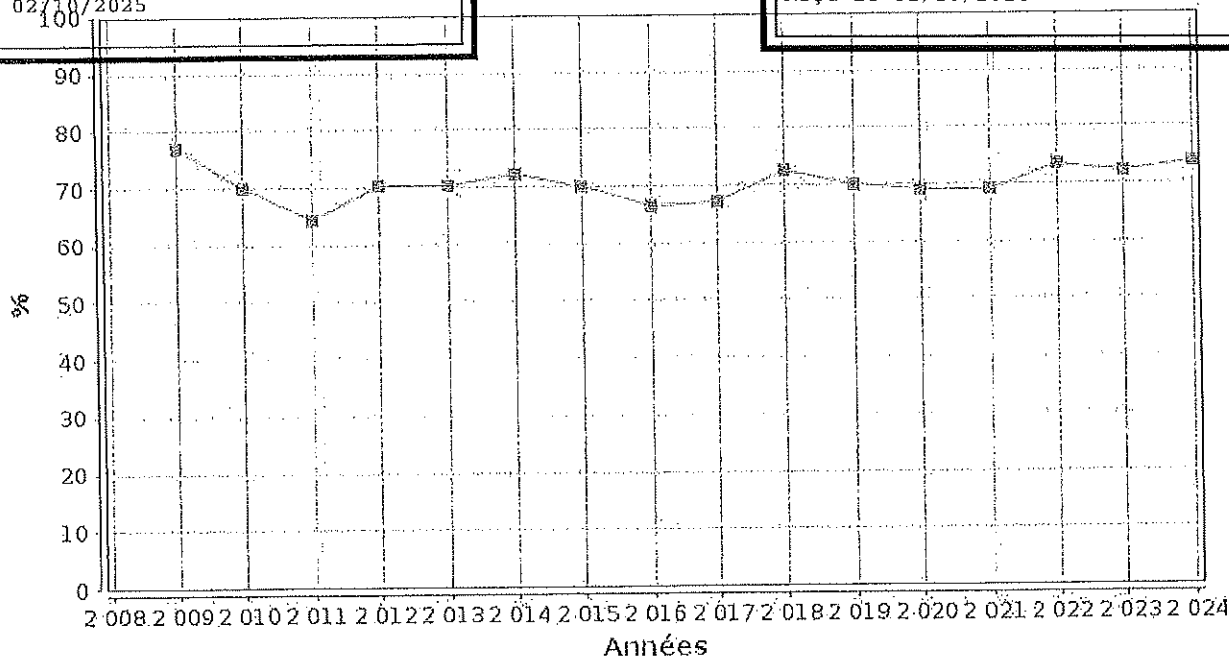
| Années    | Rendement contrat DSP% |
|-----------|------------------------|
| 2024-2025 | 74%                    |
| 2026-2027 | 79%                    |
| 2028-2029 | 81%                    |
| 2030      | 82.5%                  |
| 2031      | 83.5%                  |

### AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE  
Reçu le 02/10/2025

### AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE  
Reçu le 31/10/2025



Reçu P104.3 Rendement du réseau de distribution

### 3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2024, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 2,6 m<sup>3</sup>/j/km (3,1 en 2023).

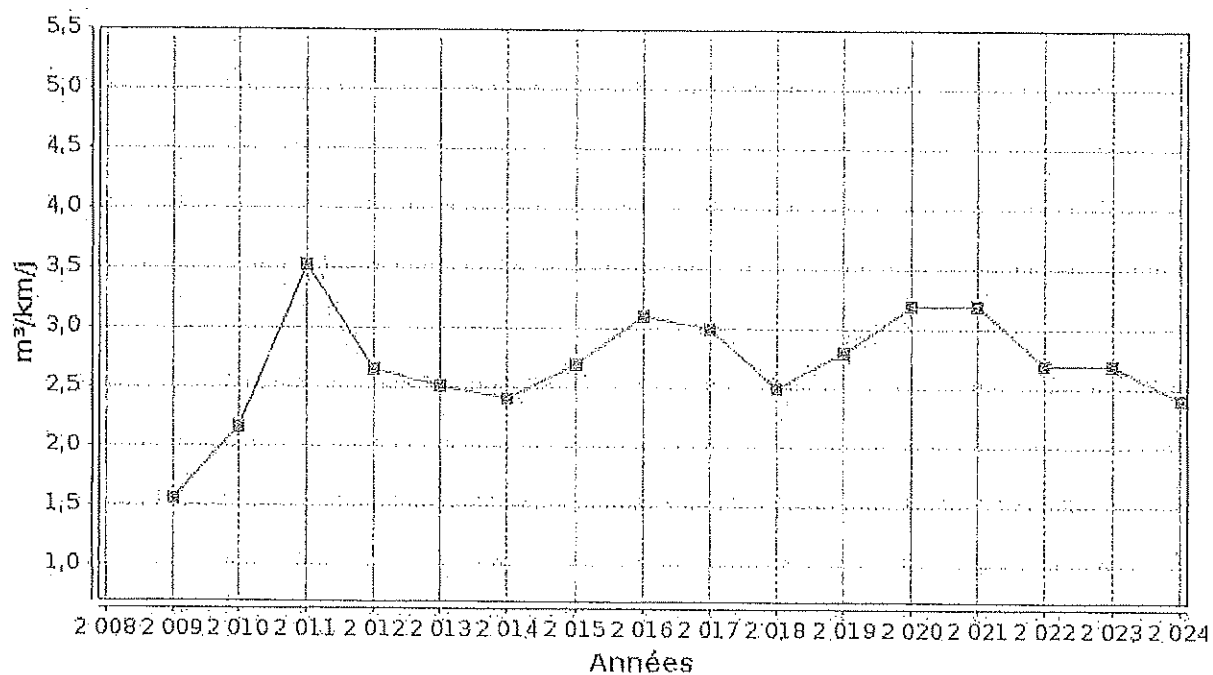
### 3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_3 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2024, l'indice linéaire des pertes est de 2,4 m<sup>3</sup>/j/km (2,7 en 2023).

| Catégorie de réseau | Rural                       | Urbain                           | Urbain                      |
|---------------------|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
|                     | ICL < 10 m <sup>3</sup> /km | 10 < ICL < 30 m <sup>3</sup> /km | ICL > 30 m <sup>3</sup> /km |
| Bon                 | ILP < 1,5                   | ILP < 3                          | ILP < 7                     |
| Acceptable          | 1,5 < ILP < 2,5             | 3 < ILP < 5                      | 7 < ILP < 10                |
| Médiocre            | 2,5 < ILP < 4               | 5 < ILP < 8                      | 10 < ILP < 16               |
| Mauvais             | ILP > 4                     | ILP > 8                          | ILP > 16                    |



-■- P106.3 Pertes en réseau

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice                                               | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  |
|--------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 1,56% | 1,31% | 1,28% | 1,31% | 1,19% |

Au cours des 5 dernières années, 33,5 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2024, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 1,19% (1,31 en 2023).

### 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2024, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2023).

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurrence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} \times 1000$$

Pour l'année 2024, 141 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (161 en 2023), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 10,5 pour 1 000 abonnés (12,09 en 2023).

### 3.6. **Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)**

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} \times 100$$

Pour l'année 2024, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2023).

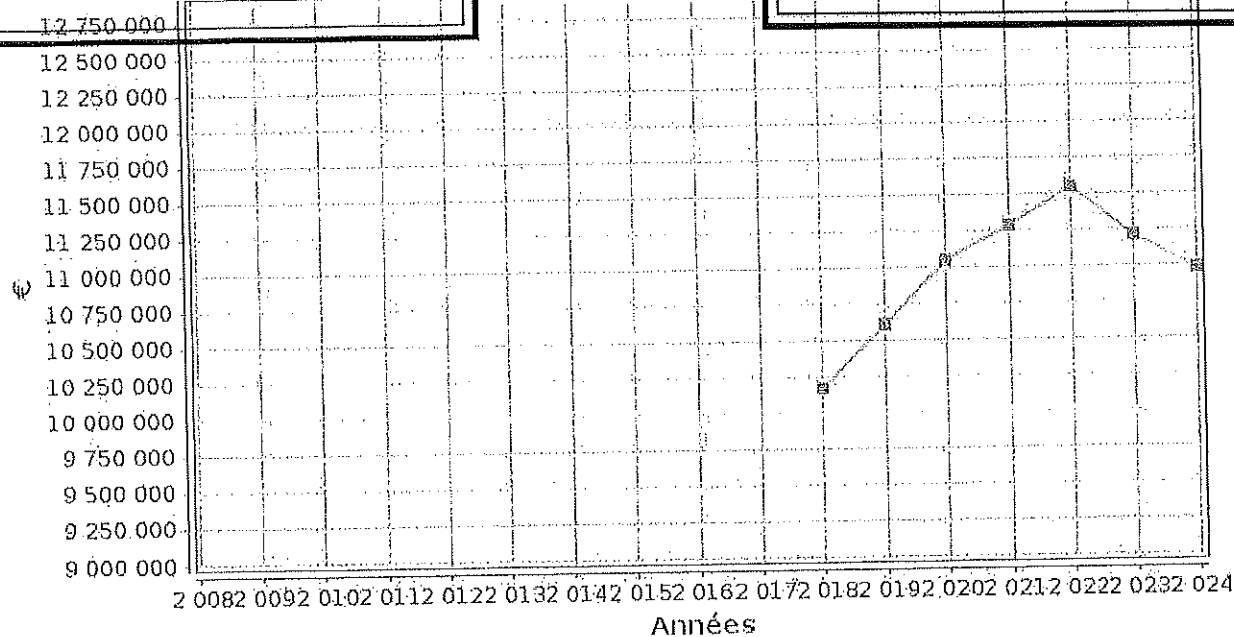
### 3.7. **Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)**

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

|                                          | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|------------------------------------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette en €                 | 11 204 703,33 | 10 978 519,73 |
| Epargne brute annuelle en €              | 1 183 837,05  | 1 344 499,96  |
| Durée d'extinction de la dette en années | 9,5           | 8,2           |

Pour l'année 2024, la durée d'extinction de la dette est de 8,2 ans (9,5 en 2023).



VP.182 Encours total de la dette

### 3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 31/12/2024 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

|                                                                             | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2023 tel que connu au 31/12/2024 | 34 112        | 22 901        |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2023 | 5 027 351     | 4 692 496     |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2023                             | 0,68          | 0,49          |

Pour l'année 2024, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2023 est de 0,49% (0,68 en 2023).

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues ☒ Oui ☐ Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 15

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2024, le taux de réclamations est de 1,12 pour 1000 abonnés (0,75 en 2023).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

| Branchements                                                                 | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Nombre total des branchements                                                | 12 326        | 12 382        |
| Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année           | 0             | 0             |
| Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)                    | 0             | 0             |
| % de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements | 0             | 0             |
| % de branchements en plomb restants/nombre total de branchements             | 0             | 0             |

### 4.2. Montants financiers

|                                                                                   | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 1 460 314     | 1 667 589,88  |
| Montants des subventions en €                                                     | 312 286       | 472 154       |
| Montants des contributions du budget général en €                                 |               |               |

### 4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2024 fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                |             | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) |             | 11 204 703,33 | 10 978 519,73 |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital  | 794 050,86    | 826 183,60    |
|                                                                | en intérêts | 289 813,3     | 298 215,35    |

### 4.4. Amortissements

Pour l'année 2024, la dotation aux amortissements a été de 590 685 € (572 640,56 € en 2023).

AR Prefecture

082-200093045-20251002-DELIB202521-DE  
Reçu le 02/10/2025

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_36-DE  
Reçu le 31/10/2025

**4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| Projets à l'étude                                                             |
| Etude patrimoniale, diagnostic et schéma directeur y compris la sectorisation |

**4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice**

| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Renouvellement et réhabilitation d'ouvrage | 2022-2024                           |                             |

## 5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

### *5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)*

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2024, le service a réalisé abandons de créance.

920 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0007 €/m<sup>3</sup> pour l'année 2024 (0,0007 €/m<sup>3</sup> en 2023).

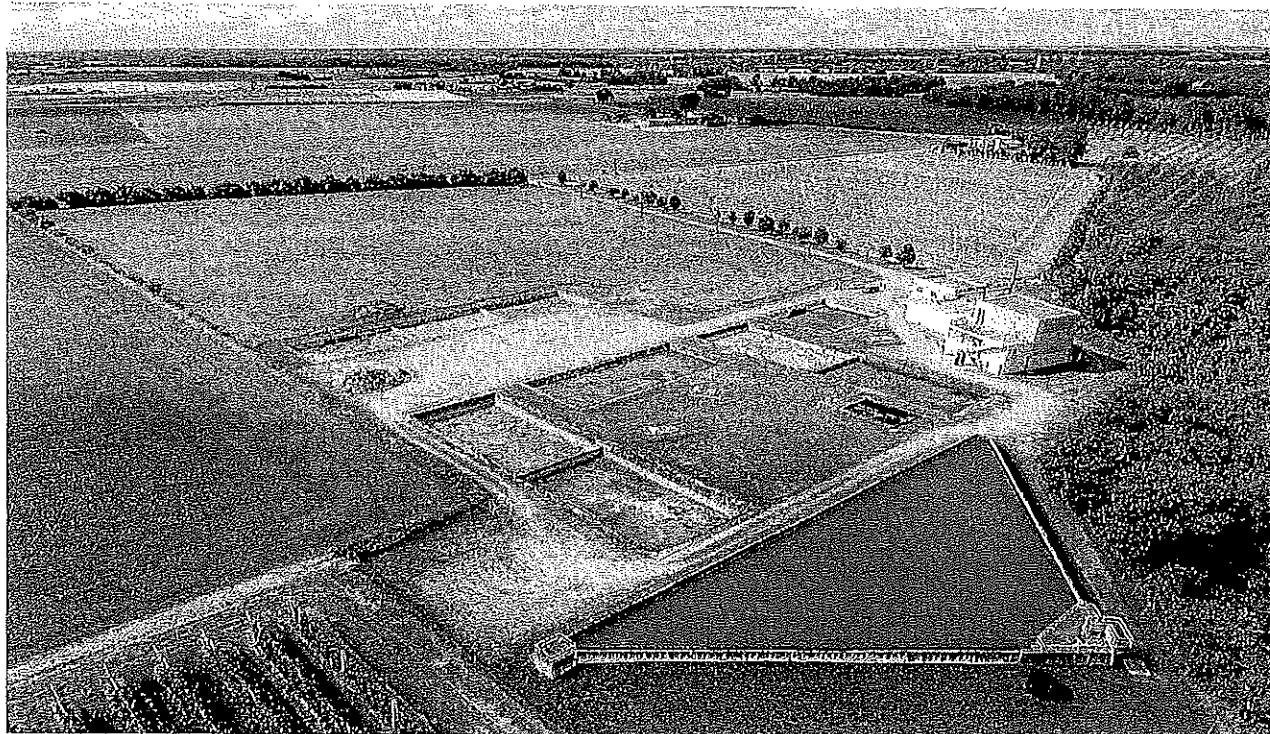
### *5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)*

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Il n'y a pas eu d'opération pour l'année 2024

## 6. Tableau récapitulatif des indicateurs

|         |                                                                                                                                                                                               | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                                                   |               |               |
| D101.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis                                                                                                                                                    | 34 629        | 35 096        |
| D102.0  | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]                                                                                                                                                  | 3,34          | 3,46          |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                                             |               |               |
| P101.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie                 | 100%          | 100%          |
| P102.1  | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques | 88,3%         | 98,4%         |
| P103.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable                                                                                                                   | 109           | 110           |
| P104.3  | Rendement du réseau de distribution                                                                                                                                                           | 72,2%         | 73,9%         |
| P105.3  | Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]                                                                                                                                          | 3,1           | 2,6           |
| P106.3  | Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]                                                                                                                                              | 2,7           | 2,4           |
| P107.2  | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable                                                                                                                                        | 1,31%         | 1,19%         |
| P108.3  | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau                                                                                                                                   | 80%           | 80%           |
| P109.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]                                                                                                             | 0,0007        | 0,0007        |



DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MONTAUBAN  
CANTON DE VERDUN-SUR-GARONNE  
COMMUNE DE CANALS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 27/10/2025

Nbre de conseillers 14  
En séance 11  
Ont voté 11

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept octobre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Sylvie BOREL, Maire.

**Etaient présents :** Mmes Sylvie BOREL, Anne-Marie MIANCIEN, Isabelle PALTOU, Patricia ZANUSSO.

Gaëlle CLARA, Marie-José RODRIGUEZ et Mm Denis THAU, Serge CAZALON, Frédéric WEBER, Alain HAMMERLIN, Thierry BATTISTELLA.

**Etaient absents excusés :** Mm François PURCHA, Stéphane THERON et Mme Aurélie SADY.

Mme Isabelle PALTOU est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

**DELIBERATION N° D 2025\_37**

**OBJET :** Avis sur le dossier de demande d'autorisation environnementale du plan de gestion des opérations pluriannuelles de dragage (PGOPD) du canal latéral à la Garonne et des canaux de Brienne et de Montech

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'une demande, en date du 16 septembre 2025, de Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne sollicitant, de la part du Conseil Municipal, un avis dans le cadre de l'enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale du plan de gestion des opérations pluriannuelles de dragage (PGOPD) du canal latéral à la Garonne et des canaux de Brienne et de Montech.

La Direction Territoriale du Sud-Ouest des Voies Navigables de France (VNF SO) assure l'entretien du Canal des Deux Mers dans le cadre réglementaire de Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage (PGPOD) décennaux autorisés au titre de la Loi sur l'Eau pour chacun des 6 départements traversés.

A l'heure de renouveler ces autorisations, l'administration a souhaité un découpage de la voie d'eau par grandes unités hydrographiques (dénommées UHC pour Unité Hydrographique Cohérente), ce qui amène VNF SO à constituer deux dossiers :

- l'un pour le Canal du Midi, reliant la ville de Toulouse à la mer Méditerranée ;
- l'autre, objet du présent dossier, pour le Canal Latéral à la Garonne prolongeant le canal du Midi et reliant Toulouse à Castets-en-Dorthe en Gironde près de Bordeaux, et ses ouvrages secondaires (Canal de Montech, Canal de Brienne et les annexes Toulousaines : Port de l'embouchure et bassin des filtres).

Le dossier concerne la demande d'autorisation environnementale du PGPOD du linéaire du canal latéral à la Garonne et des canaux de Brienne et de Montech géré par VNF SO sur quatre départements : la Haute Garonne, le Tarn et Garonne, le Lot et Garonne et la Gironde.

Cette demande est réalisée sur une période de 10 ans, pour un volume prévisionnel de 300 000 m3 de sédiments à draguer sur un linéaire de canaux de près de 210 km selon un rythme annuel de dragage programmé, variant de 20 000 m3 à 65 000 m3.

Le dragage régulier est indispensable pour que le Canal puisse assurer ses différentes fonctions, en garantissant le maintien d'une profondeur suffisante pour la voie d'eau. Il permet également de participer à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes aquatiques, en limitant l'invasion progressive pouvant être favorisée par un envasement important de la voie d'eau et d'extraire des macros-déchets rejetés dans la voie d'eau essentiellement en zone urbaine.

Le mode de dragage d'entretien utilisé par VNF SO pour l'ensemble du linéaire du Canal des Deux Mers est le dragage mécanique en eau avec transfert par voie d'eau des sédiments grâce à une barge dédiée jusqu' à la zone de transbordement des sédiments.

Un ensemble de protocoles vient encadrer chaque opération de dragage, pour garantir la préservation de l'environnement :

- ✓ choix du terrain de ressuyage et des zones de transbordement des sédiments évitant les secteurs à forte sensibilité ;
- ✓ qualité environnementale des sédiments ;
- ✓ écotoxicologie ;
- ✓ compatibilité avec le terrain receveur, les eaux souterraines et les sous-sols ainsi qu'avec l'usage futur du site.

De plus, des mesures de suivi sont mises en œuvre pendant l'opération, afin de surveiller les impacts résiduels pour la faune piscicole du bief dragué, ainsi que pour la flore et la faune terrestres du dépôt.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable à ce dossier.

Fait et délibéré jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme au registre des délibérations.  
Canals, le 28 octobre 2025

Publié ou notifié le : 31 OCT. 2025  
Certifié exécutoire le : 31 OCT. 2025

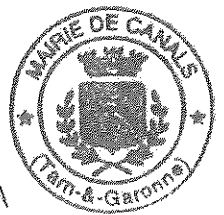
La secrétaire de séance,

Isabelle PALTOU.



Le Maire,

Sylvie BOREL.



DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE  
ARRONDISSEMENT DE MONTAUBAN  
CANTON DE VERDUN-SUR-GARONNE  
COMMUNE DE CANALS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 27/10/2025

Nbre de conseillers 14  
En séance 11  
Ont voté 11

L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-sept octobre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Sylvie BOREL, Maire.

**Etaient présents :** Mmes Sylvie BOREL, Anne-Marie MIANCEN, Isabelle PALTOU, Patricia ZANUSSO.

Gaëlle CLARA, Marie-José RODRIGUEZ et Mm Denis THAU, Serge CAZALON, Frédéric WEBER, Alain HAMMERLIN, Thierry BATTISTELLA.

**Etaient absents excusés :** Mm François PURCHA, Stéphane THERON et Mme Aurélie SADY.  
Mme Isabelle PALTOU est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

**DELIBERATION N° D 2025\_38**

**OBJET :** Avenants n°2 « Prestation de cybersécurité » et n°3 « Révision des tarifs de la messagerie et ajout de nouvelles prestations » à la convention d'adhésion générale au Pôle Informatique

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la collectivité est adhérente au Pôle Informatique du CDG82 et qu'elle bénéficie dans ce cadre d'un ensemble de prestations destinées à favoriser le déploiement de l'e-administration sur le département en mutualisant les frais d'installation et de fonctionnement d'outils et de plateformes, et en assurant la formation et une assistance personnalisée et de proximité aux utilisateurs de ces technologies. Le CDG82 propose deux nouveaux avenants.

Concernant l'avenant n°2 ci-annexé, Madame le Maire indique que face à la multiplication des attaques et des menaces numériques, il est impératif que les collectivités soient bien armées pour protéger leurs systèmes d'information et les données sensibles qu'elles détiennent. Dans cet objectif, afin de donner des moyens concrets pour anticiper, réagir et renforcer durablement la sécurité des infrastructures publiques, le CDG82 propose une prestation complète en deux phases :

→ Phase de mise en place (1ère année) :

1. Diagnostic cyber pour évaluer la situation et établir un plan d'action.
2. Élaboration d'un plan de sauvegarde locale et aide à sa mise en œuvre.
3. Sensibilisation des agents aux bonnes pratiques en cybersécurité.

→ Phase d'accompagnement (les années suivantes) :

1. Suivi et accompagnement du référent cyber dans l'exécution du plan d'action.
2. Mise à jour du plan de sauvegarde locale et contrôle des sauvegardes.
3. Sensibilisation continue des utilisateurs aux risques et aux bonnes pratiques.

Quant à l'avenant n°3 ci-annexé et adopté par le Conseil d'Administration du CDG82 le 8 juillet dernier, il porte sur :

- L'ajout de nouvelles prestations destinées à renforcer la qualité du service ;
- Une revalorisation des tarifs du service de messagerie.

Cette évolution tarifaire est rendue nécessaire par la hausse appliquée par le prestataire du CDG82, qui est dans l'obligation de la répercuter sur leurs adhérents. Afin d'en limiter l'impact et maintenir un équilibre entre la qualité du service rendu et la maîtrise des coûts pour les collectivités, ces comptes de messagerie nous seront proposés à prix coutant.

Madame le Maire donne lecture des avenants n°2 et 3 et propose au Conseil Municipal d'y adhérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

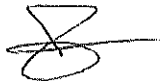
- **Valide** la proposition de Madame le Maire ;
- **Autorise** cette dernière à signer les avenants n°2 et n°3 à la convention d'adhésion générale au Pôle Informatique du CDG82 ainsi que tous les documents et pièces relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme au registre des délibérations.  
Canals, le 28 octobre 2025

Publié ou notifié le : 31 OCT. 2025  
Certifié exécutoire le : 31 OCT. 2025

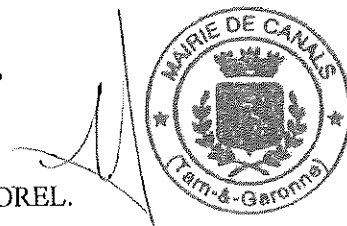
La secrétaire de séance,

Isabelle PALTOU.



Le Maire,

Sylvie BOREL.





# CDG82

CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION  
de la Fonction Publique Territoriale  
de Tarn-et-Garonne

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_38-DE  
Reçu le 31/10/2025

## Avenant n°2 à la convention générale d'adhésion au Pôle Informatique du CDG82

Entre

Le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale  
de Tarn et Garonne (CDG82)  
23, Boulevard Vincent Auriol, 82000 MONTAUBAN  
Représenté par son Président Jean-Luc DEPRINCE, dûment habilité par délibération du Conseil  
d'Administration du Centre en date du 19 novembre 2020

d'une part, et

d'autre part,

**Objet : Nouvelle prestation de cybersécurité**

**Il a été convenu ce qui suit**

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'avenant

Dans le cadre de ses missions d'assistance aux collectivités en matière de Technologies de l'Information et de la Communication, le CDG82 propose un ensemble de prestations destinées à favoriser le déploiement de l'e-administration sur le département en mutualisant les frais d'installation et de fonctionnement d'outils et de plateformes, et en assurant la formation et une assistance personnalisée et de proximité aux utilisateurs de ces technologies.

Face à l'intensification des attaques et des menaces numériques, il est essentiel que les collectivités disposent des moyens nécessaires pour sécuriser leurs systèmes d'information et protéger les données sensibles qu'elles gèrent.

Dans cette optique de renforcement de la sécurité des infrastructures publiques et d'accompagnement des collectivités, le CDG82 enrichi, à compter du 1er janvier 2025, son catalogue de services proposé dans le cadre de la convention générale d'adhésion au Pôle Informatique, en y intégrant une nouvelle prestation dédiée à la cybersécurité.

**Article 2 : Détail de la prestation Cybersécurité**

Cette prestation se décline en 2 phases, une phase de mise en place, la 1<sup>ère</sup> année et une phase d'accompagnement les années suivantes.

**Article 2.1 : Phase de mise en place (1<sup>ère</sup> année)**

Actions menées au cours de cette phase :

- Réalisation d'une évaluation cyber pour dresser un état des lieux de la situation existante et établir un plan d'action afin de définir des règles et procédures et d'élever le niveau de maturité cyber du système d'information.
- Fourniture et paramétrage d'un accès à une plateforme d'analyse et de pilotage du risque cyber, (création d'un compte utilisateur, préparation de la fiche collectivité/établissement, ...).
- Formation initiale du « référent cyber » de la collectivité/l'établissement à l'utilisation de la plateforme de pilotage du risque cyber.
- Analyse des besoins et élaboration du plan de sauvegarde locale, aide au choix de la solution de stockage (NAS, disque dur...)<sup>(1)</sup>, mise en place de l'envoi automatique des rapports de sauvegarde et contrôle à distance de ces rapports, aide à la restauration sur demande<sup>(2)</sup>.
- Sensibilisation des utilisateurs aux risques et aux bonnes pratiques en matière de cybersécurité.

<sup>(1)</sup> L'achat du matériel nécessaire à la réalisation de la sauvegarde locale reste à la charge de la collectivité/l'établissement.

<sup>(2)</sup> La responsabilité de la sauvegarde reste à la charge de la collectivité/l'établissement.

**Article 2.2 : Phase d'accompagnement (les années suivantes)**

Actions menées au cours de cette phase :

- Accompagnement du « référent cyber » de la collectivité/l'établissement dans l'exécution du plan d'action.
- Formation complémentaire et assistance du « référent cyber » à l'utilisation de la plateforme de pilotage du risque cyber.
- Actualisation du plan de sauvegarde locale, activation et suivi des rapports de sauvegarde et aide à la restauration sur demande<sup>(2)</sup>.
- Sensibilisation des utilisateurs aux risques et aux bonnes pratiques en matière de cybersécurité.

<sup>(2)</sup> La responsabilité de la sauvegarde reste à la charge de la collectivité/l'établissement.

**Article 3 : Engagements du CDG82**

Le CDG82 assurera la configuration, le déploiement, la formation et le support de cette prestation.

Le CDG82 s'engage à tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité et la confidentialité des données qu'il est amené à traiter pour le compte des collectivités.

Le CDG82 ne pourra toutefois pas être tenu responsable en cas de :

- Problèmes matériels ou logiciels (« bug » informatique, panne de réseau, ...).
- Problèmes résultant d'une erreur de manipulation de la collectivité/l'établissement ou de son prestataire informatique,
- Problèmes en lien avec des actes malveillants (cyberattaques, ...).

Le CDG82 décline toute responsabilité concernant la qualité, la complétude, ou l'intégrité des sauvegardes effectuées, ainsi que la fréquence et la vérification des sauvegardes qui restent de la responsabilité de la collectivité/l'établissement.

**Article 4 : Engagements de la collectivité/l'établissement**

La collectivité/l'établissement s'engage à :

- Désigner une personne « référente Cyber », qui sera l'interlocuteur privilégié du Pôle Informatique pour toutes les questions relatives à la cybersécurité.
- Respecter les prérequis techniques nécessaires au bon fonctionnement des logiciels et des services mis en place par le CDG82.
- Informer le CDG82 de toute modification sur son environnement numérique (connexion Internet, etc.) et son équipement informatique (nouveau serveur, nouveau poste, ...), ou tout changement pouvant impacter les services mis en place, dès qu'elle en a connaissance.
- Suivre l'ensemble des préconisations établies par le CDG82 permettant d'assurer le bon fonctionnement des outils numériques et la sécurité informatique de la collectivité/l'établissement. Le non respect des prérequis demandés par le CDG82 préalablement à toute intervention entraînera l'annulation et le report de l'intervention programmée.
- Procéder au règlement des sommes dues à réception de la ou des factures correspondantes du CDG82.

## Article 5 : Tarifs

| Grille tarifaire pour l'adhésion à la prestation Cybersécurité<br>(Tarifs par collectivité et par an pour 2025 <sup>(3)</sup> ) |                                                   |                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Tranches par nombre<br>d'habitants <sup>(4)</sup>                                                                               | 1 <sup>re</sup> année :<br>Phase de mise en place | Années suivantes :<br>Phase d'accompagnement |
| 0-300                                                                                                                           | 635.71 €                                          | 410.63 €                                     |
| 301-500                                                                                                                         | 704.14 €                                          | 479.06 €                                     |
| 501-700                                                                                                                         | 772.58 €                                          | 547.50 €                                     |
| 701-900                                                                                                                         | 841.02 €                                          | 615.94 €                                     |
| 901-2000                                                                                                                        | 1046.33 €                                         | 821.25 €                                     |
| 2001-2500                                                                                                                       | 1183.21 €                                         | 958.13 €                                     |
| 2501-5000                                                                                                                       | 1456.96 €                                         | 1231.88 €                                    |
| 5001-10000                                                                                                                      | 2004.46 €                                         | 1779.38 €                                    |
| Communes de plus de 10 000<br>habitants et autres structures                                                                    | Sur devis                                         | Sur devis                                    |

Aucune réduction au prorata temporis ne sera appliquée en cas d'adhésion au service, de souscription à une nouvelle prestation, ou de résiliation en cours d'année.

Un état détaillant l'ensemble des solutions souscrites par la collectivité/l'établissement sera adressé chaque année par le CDG82 et servira de base pour la facturation.

<sup>(3)</sup> Tarifs révisés annuellement dans les mêmes proportions que l'évolution de l'indice SYNTEC (cf. article 7.3).

<sup>(4)</sup> Les chiffres de la population pris en compte sont ceux de la « population totale » donnés par le dernier recensement de l'INSEE en vigueur.

Fait en double exemplaire

Pour le CDG82

Pour la Collectivité / l'Etablissement

|                        |      |
|------------------------|------|
| À Montauban, le        | À le |
| Le Président du CDG82, | Le   |
| Jean-Luc DEPRINCE      |      |



# CDG82

CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION  
de la Fonction Publique Territoriale  
de Tarn-et-Garonne

AR Prefecture

082-218200285-20251027-D2025\_38-DE  
Reçu le 31/10/2025

## Convention générale d'adhésion au Pôle Informatique

### Avenant n°3 - Révision des tarifs de la messagerie et ajout de nouvelles prestations

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L452-40,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la délibération n°2019-37 en date du 13/06/2019 du Conseil d'Administration du CDG82 relative à la révision de la convention générale d'adhésion au Pôle Informatique,  
Vu la délibération n°2022-37 en date du 06/10/2022 relative à l'adoption d'une nouvelle prestation de sécurisation de la messagerie et de sensibilisation aux risques cyber,  
Vu la délibération n°2024-44 en date 19/12/2024 relative à l'adoption d'une nouvelle prestation de cybersécurité.

Il est convenu ce qui suit :

Entre

**Le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale  
De Tarn et Garonne (CDG82)**  
23, Boulevard Vincent Auriol, 82000 MONTAUBAN  
Représenté par son Président Jean-Luc DEPRINCE, dûment habilité par délibération du Conseil  
d'Administration du Centre en date du 19 novembre 2020

D'une part, et

D'autre part,

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'avenant

Dans le cadre de ses missions d'assistance aux collectivités en matière de Technologies de l'Information et de la Communication, le CDG82 propose un ensemble de prestations destinées à favoriser le déploiement de l'e-administration sur le département en mutualisant les frais d'installation et de fonctionnement d'outils et de plateformes, et en assurant la formation et une assistance personnalisée et de proximité aux utilisateurs de ces technologies.

Afin de s'adapter aux évolutions techniques, réglementaires et économiques, le CDG82 met à jour son offre de services à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette mise à jour inclut :

- Une révision des tarifs du service de messagerie, rendue nécessaire par une augmentation sensible pratiquée par notre fournisseur, l'ALPI40.
- L'ajout de nouvelles prestations techniques.

Le présent avenant fixe les conditions opérationnelles et financières de ces services, accessibles aux signataires de la convention générale du Pôle Informatique.

**Article 2 : Révision des tarifs de la messagerie**

Le CDG82 propose un service d'assistance à l'utilisation de la messagerie, intégré dans les trois niveaux de packs disponibles.

Des prestations complémentaires « à la carte » sont également proposées, incluant la fourniture d'adresses électroniques supplémentaires (Zimbra Webmail), avec deux capacités disponibles :

| Capacité | Tarif annuel TTC (à compter du 01/01/2026) |
|----------|--------------------------------------------|
| 5 Go     | 21.50 €                                    |
| 10 Go    | 26.50 €                                    |

Ces tarifs seront révisés annuellement en fonction de la tarification du prestataire et facturés à prix coûtant.

**Article 3 : Nouvelles prestations proposées**

A compter du 1er janvier 2026, le CDG82 enrichit son offre de services avec les prestations suivantes :

| Prestation                                                                                                                                                                                     | Base facturation                   | Tarif TTC                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Mise en service de nouveaux modules :<br>- Actes numérisés<br>- BL Enfance<br>- Comedec<br>- Maïa<br>- Convocations aux assemblées<br>- Parapheur électronique<br>- Circuits de validation ... | Forfait par module                 | ½ journée tarif journalier agent catégorie B                                           |
| Paramétrage tablette pour l'utilisation de BL Enfance                                                                                                                                          | Coût forfaitaire par tablette      | 1h00 tarif journalier agent catégorie B                                                |
| Migration des logiciels métiers Berger-Levrault et Cosoluce en mode SaaS                                                                                                                       | Sur devis ( <i>ref. art. 6</i> )   | -                                                                                      |
| Remplacement de poste de travail                                                                                                                                                               | Forfait par poste                  | ½ journée tarif journalier agent catégorie B                                           |
| Remplacement de serveur                                                                                                                                                                        | Forfait par serveur                | 1 journée tarif journalier agent catégorie B                                           |
| Journée de formation complémentaire en présentiel                                                                                                                                              | Forfait jour                       | 1 journée tarif journalier agent catégorie B ( <i>proratisable à la demi-journée</i> ) |
| Intervention d'urgence sur site ou à distance pour pallier l'absence d'un agent en collectivité                                                                                                | Temps passé ( <i>ref. art. 6</i> ) | -                                                                                      |
| Conseil en organisation informatique                                                                                                                                                           | Temps passé ( <i>ref. art. 6</i> ) | -                                                                                      |

**Article 4 : Engagements du CDG82**

Le CDG82 s'engage à assurer :

- La configuration, le déploiement, la formation et le support des prestations proposées.
- La sécurité et la confidentialité des données traitées pour le compte des collectivités.

Le CDG82 ne pourra être tenu responsable en cas de :

- Défaillance matérielle ou logicielle,
- Erreur de manipulation de la part de la collectivité ou de son prestataire,
- Acte malveillant (ex. cyberattaque).

**Article 5 : Engagements de la collectivité/l'établissement**

La collectivité s'engage à :

- Respecter les prérequis techniques des outils mis en place,
- Informer le CDG82 de toute modification pouvant impacter les services,
- Appliquer les préconisations du CDG82 en matière de sécurité et d'utilisation,
- Régler les factures dans les délais impartis.

Le non-respect des prérequis entraînera l'annulation et le report de toute intervention prévue.

**Article 6 : Tarifs de base**

Sauf dispositions spécifiques, les prestations sont facturées sur les bases suivantes, à titre indicatif pour l'année 2025 :

| Catégorie d'agent    | Tarif journalier TTC (pour information) |
|----------------------|-----------------------------------------|
| Agent de catégorie B | 282,40 €                                |
| Agent de catégorie A | 464,39 €                                |

Ces tarifs (hors prix coûtant) sont révisés automatiquement selon l'évolution de l'indice SYNTEC (valeur de novembre N-1) conformément à l'article 7.3 de la convention d'adhésion générale.

Les frais de déplacement hors département sont facturés en sus, selon les barèmes FPT en vigueur.

**Article 7 : Autres clauses**

Toutes les clauses de la convention d'adhésion initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Fait en double exemplaire

| Pour le CDG82          | Pour la Collectivité/ l'Etablissement |
|------------------------|---------------------------------------|
| À Montauban, le        | À le                                  |
| Le Président du CDG82, | Le                                    |
| Jean-Luc DEPRINCE      |                                       |

Le premier exemplaire de la convention est à conserver par la collectivité/l'établissement.

Le second exemplaire est à retourner au CDG82.